

**Les politiques de la  
jeunesse de certains  
pays occidentaux.  
Bilan de connaissances**

Pierre-Luc GRAVEL et  
Angèle-Anne BROUILLETTE





**Les politiques de la jeunesse  
de certains pays occidentaux.  
Bilan de connaissances**

Pierre-Luc GRAVEL et  
Angèle-Anne BROUILLETTE

sous la direction de Madeleine GAUTHIER

Rapport soumis au  
Secrétariat à la jeunesse  
Gouvernement du Québec

Observatoire Jeunes et Société  
Institut national de la recherche scientifique  
Urbanisation, Culture et Société

Novembre 2006

Responsabilité scientifique : Madeleine Gauthier  
madeleine.gauthier@ucs.inrs.ca  
Observatoire Jeunes et Société  
Institut national de la recherche scientifique  
Urbanisation, Culture et Société  
www.obsjeunes.qc.ca

Diffusion :  
Institut national de la recherche scientifique  
Urbanisation, Culture et Société  
385, rue Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 499-4000  
Télécopieur : (514) 499-4065  
www.ucs.inrs.ca

ISBN 2-89575-076-9  
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2006  
- Bibliothèque et Archives nationales du Canada, 2006  
© Tous droits réservés

**Réimpression de l'édition 2005**

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DU MANDAT .....	V
INTRODUCTION.....	1
1. QU'EST-CE QUE LA JEUNESSE ? .....	1
2. QU'EST-CE QU'UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE ?.....	1
I MÉTHODOLOGIE.....	5
1. COLLECTE DE DONNÉES .....	5
2. CRITÈRES DE SÉLECTION DES PAYS .....	7
3. LES STRUCTURES ENCADRANT LES POLITIQUES JEUNESSE DANS LES PAYS ÉTUDIÉS .....	9
3.1 Le Canada.....	9
3.2 Les États-Unis.....	9
3.3 La France.....	9
3.4 Le Royaume-Uni.....	11
3.5 L'Espagne.....	12
3.6 La Finlande.....	13
3.7 L'Allemagne.....	13
3.8 L'Australie.....	14
4. CRITÈRES DE SÉLECTION DES MESURES ET DES PROGRAMMES .....	15
4.1 Actualité des sources d'information.....	15
4.2 Langue de travail.....	15
4.3 Originalité des mesures et des programmes.....	15
4.4 Ressemblance des mesures avec celles du Québec.....	16
II THÈMES RETENUS.....	17
1. RAPPORT AU MARCHÉ DU TRAVAIL .....	17
1.1 Présentation.....	17
1.2 Présentation des mesures.....	18
1.2.1 Information sur l'emploi.....	18
1.2.2 Emplois d'été.....	19
1.2.3 Entreprenariat.....	20
1.2.4 Mentorat.....	22
1.2.5 Mesures d'insertion sociale.....	23
1.2.6 Stages.....	25
1.3 Synthèse.....	25
2. PARTICIPATION CITOYENNE.....	29
2.1 Présentation.....	29
2.2 Présentation des mesures.....	29
2.2.1 Participation sectorielle.....	30
2.2.2 Participation bénévole.....	31
2.2.3 Participation électorale.....	33

2.2.4	Conseils de jeunesse .....	34
2.2.5	Participation selon l'origine culturelle .....	41
2.3	Synthèse .....	42
3.	OUVERTURE SUR LE MONDE .....	45
3.1	Présentation .....	45
3.2	Présentation des mesures .....	46
3.2.1	Mobilité des jeunes .....	47
3.2.2	Échanges Nord-Sud .....	49
3.2.3	Éducation à la citoyenneté mondiale .....	49
3.3	Synthèse .....	50
4.	MIGRATION DES JEUNES VERS LES CENTRES URBAINS .....	53
4.1	Présentation .....	53
4.2	Présentation des mesures .....	54
4.2.1	Emploi .....	54
4.2.2	Formation .....	55
4.2.3	Participation .....	56
4.2.4	Fonds jeunesse .....	57
4.2.5	Activités culturelles .....	58
4.2.6	Activités de promotion .....	59
4.3	Synthèse .....	60
	CONCLUSION .....	63
	BIBLIOGRAPHIE .....	67
	ANNEXE 1 - INVENTAIRE DES EXPÉRIENCES EN AUSTRALIE .....	71
	ANNEXE 2 - INVENTAIRE DES EXPÉRIENCES AU CANADA .....	75
	ANNEXE 3 - INVENTAIRE DES EXPÉRIENCES AUX ÉTATS-UNIS .....	99
	ANNEXE 4 - INVENTAIRE DES EXPÉRIENCES EN EUROPE .....	137
	ANNEXE 5 - ÉDUCATION ET ACTIVITÉS COMMERCIALES .....	171

**Les annexes ne sont pas fournies en format papier. Voir : [www.obsjeunes.qc.ca](http://www.obsjeunes.qc.ca).**

## **Présentation du mandat**

### **L'objet de l'entente intervenue entre le secrétaire adjoint du Secrétariat à la jeunesse et l'INRS Urbanisation, Culture et Société :**

« Le Ministre retient les services du Fournisseur qui accepte de fournir les services professionnels auprès du Secrétariat à la jeunesse afin d'analyser les mesures et programmes se rapportant aux politiques de la jeunesse dans les provinces canadiennes, aux États-Unis et en Europe. Ces mesures porteront sur les thèmes retenus dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse, soit le marché du travail, la participation citoyenne, l'ouverture sur le monde et la migration des jeunes vers les grands centres, et seront analysées en fonction du contexte québécois en matière de jeunesse. »



## Introduction

### 1. QU'EST-CE QUE LA JEUNESSE ?

Un bilan de connaissances sur les politiques de la jeunesse oblige inévitablement à se poser la question : que faut-il entendre par jeunesse ? De quelle période de la vie s'agit-il ? Il faut s'attendre à ce que la notion ne recouvre pas le même âge dans toutes les sociétés qui seront répertoriées pour ce bilan. Par exemple, le droit international et les analyses statistiques à travers le monde reconnaissent la « jeunesse » comme étant la période qui s'étend de 15 à 24 ans (Angel, 1995 : 35, cité dans Bay, 2001 : 58). Pour sa part, le gouvernement du Québec a orienté sa politique de la jeunesse principalement vers les 15-29 ans (Gouvernement du Québec, 2001 : 15).

Le flou entourant la définition de la jeunesse peut se comprendre en ce que les repères traditionnels, tels que les rituels marquant les étapes du cycle de vie, sont à peu près disparus. Le départ du domicile familial, l'entrée sur le marché du travail, la formation du couple et de la famille sont généralement reportés et sont désynchronisés, ce qui contribue à effacer ce qui permettait d'identifier les moments de passage à la vie adulte. Aujourd'hui, c'est souvent une loi qui fait office de marqueur : fin de l'obligation scolaire, droit de vote, obtention du permis de conduire, et ainsi de suite. Les contours imprécis de la jeunesse permettent d'en souligner la diversité. Ainsi, on peut dès lors parler non pas d'une jeunesse, mais des jeunes.

En l'absence de repères, les limites d'âge s'établissent en fonction des représentations que les sociétés se font de cette période de la vie souvent définie comme une période transitoire (Gauthier, 2000 : 23), du délai plus ou moins long observé dans cette transition vers la vie adulte, mais aussi des objectifs qui ont une incidence pratique tant pour les individus que pour les États. Cette conception plus ou moins explicite de la jeunesse et aussi des raisons budgétaires contribuent à la variation de ces limites. Selon que l'État perçoive les jeunes comme à risque d'excès ou de marginalité, selon qu'il veuille valoriser les dynamismes de la jeunesse, selon qu'il ne pose pas de limite à la responsabilité parentale, il pourra allonger la période de prévention, favoriser la précocité des initiatives ou limiter ses interventions.

### 2. QU'EST-CE QU'UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE ?

La manière dont on définit la jeunesse influence directement le choix des mesures ou des programmes que les États mettent en place à son intention.

[...] ces définitions ne sont jamais totalement « innocentes ». Elles sont en effet le produit de l'attirance tout autant que de la peur, et chaque société a développé une manière propre de répondre à ces sentiments contradictoires. Cet âge est probablement celui qui suscite le plus d'enthousiasme puisqu'il est ouvert à tous les possibles. Mais en même temps, il laisse planer tant d'incertitudes face à l'avenir qu'il crée une impression d'impuissance, donc de crainte devant les orientations qui seront prises (Gauthier, 2000 : 23).

D'une part, la jeunesse peut être conçue comme un problème à circonscrire (Bay, 2001) ou une menace (Pugeault-Cicchelli *et al.*, 2004 : 11 ; Gauthier, 2000 : 27). D'autre part, elle peut être conçue comme une ressource (Pugeault-Cicchelli *et al.*, 2004 : 11 ; Bay, 2001) ou un moteur de changements (Gauthier, 2000 : 29). La conception de la jeunesse d'un gouvernement à l'autre n'est pas uniforme et linéaire ; d'un secteur et d'un programme à l'autre, la jeunesse peut être envisagée selon divers points de vue. Les traditions nationales et historiques encadrent et modulent la conception de la jeunesse. Il demeure ardu d'élaborer une définition non fluctuante de la jeunesse. Par exemple, le concept allemand de *Jugendlichen*, incluant à la fois l'enfance et la jeunesse, a pu influencer le monde germanophone et certains pays limitrophes. D'autres pays ont pu être influencés par le concept américain du *teenager* comme l'Irlande, le Royaume-Uni et les pays scandinaves (Bay, 2001 : 58). Ces multiples définitions de la jeunesse compliquent donc l'analyse comparée des politiques jeunesse.

Or, certains gouvernements définissent la politique jeunesse comme étant celle qui est orientée vers les jeunes, lesquels incluent certaines ou toutes les catégories d'enfants, et peuvent s'étendre jusqu'au-delà de la limite des 24 ans. D'autres gouvernements ont institutionnalisé une séparation entre la politique destinée aux enfants et celle orientée vers les jeunes. Les mineurs sont normalement considérés comme des enfants tandis que les adolescents et les jeunes adultes entrent dans la catégorie « jeunes ». Il y a par conséquent un chevauchement entre les politiques destinées aux enfants et celles destinées à la jeunesse.

Une autre difficulté réside dans la comparaison de pays ayant ou non une politique spécifique aux jeunes. Dans plusieurs pays à l'étude, la politique jeunesse relève de différents secteurs de l'activité gouvernementale (secteurs social, éducatif, culturel, de la santé), alors que d'autres pays ont décidé de concentrer leur politique jeunesse au sein d'un seul organisme gouvernemental. Par exemple, le Québec possède une politique jeunesse (2001) et un Secrétariat à la jeunesse tandis qu'aux États-Unis, les dossiers relatifs à la politique jeunesse sont répartis à travers différents départements d'État (voir 1.3.2). À l'intérieur d'autres États, les initiatives jeunesse dans certains secteurs sont prises en charge par la société civile par l'entremise d'organisations non gouvernementales.

Il faut de plus effectuer une distinction entre politique jeunesse et activités d'encadrement de la jeunesse. Certains gouvernements vont considérer la politique jeunesse comme un grand guide

d'orientations, plutôt statique, dans les dossiers jeunesse nationaux. D'autres la perçoivent davantage comme un concept dynamique et changeant qui comprend l'ensemble des mesures d'encadrement de la jeunesse. Dans le cadre de cette étude, c'est cette dernière acception qui sera retenue, soit l'ensemble des mesures et des directives gouvernementales qui touchent la jeunesse.

Comme la Politique québécoise de la Jeunesse (2001) inscrit la jeunesse dans les limites du groupe des 15-29 ans, c'est cette plage qui sera retenue dans le choix des initiatives, des mesures et des programmes destinés aux jeunes par les pays qui feront l'objet du repérage. Toutefois, l'analyse de ces mesures sera flexible et tiendra compte de cette tranche d'âge en partie ou en totalité. Par exemple, certains conseils jeunesse sont constitués de membres âgés de 12 à 18 ans, des programmes d'insertion professionnelle sont destinés à des clientèles allant de 18 à 35 ans, etc.

Pour ce faire, nous avons divisé le rapport en deux parties.

- I. Tout d'abord, nous présenterons les critères de sélection du corpus d'analyse en mettant plus particulièrement l'accent sur le choix des pays à l'étude et sur les mesures et les programmes. Nous reviendrons brièvement sur la manière dont s'est faite la collecte d'informations.
- II. Dans la 2<sup>e</sup> partie, nous nous attarderons aux quatre thèmes choisis préalablement par le Secrétariat à la jeunesse du Québec, organisme subventionnaire de la présente étude. Ces thèmes sont ceux développés dans la politique québécoise de la jeunesse :
  1. les questions liées au rapport des jeunes au marché du travail ;
  2. la participation citoyenne ;
  3. les initiatives promouvant l'ouverture sur le monde ;
  4. les mesures visant à encadrer la migration des jeunes vers les grands centres urbains.



## I Méthodologie

Cette partie présente les critères de sélection des pays retenus pour effectuer le bilan des connaissances et les critères de choix des mesures et des programmes qui pourraient inspirer le gouvernement du Québec dans le cadre de sa stratégie jeunesse.

### 1. COLLECTE DE DONNÉES

Nous avons effectué un survol des mesures et des programmes en juin et en juillet 2004 en misant surtout sur les ressources Internet. Nous avons passé en revue les sites gouvernementaux et ministériels des pays, des États et des provinces sélectionnés et avons regroupé les mesures et les programmes jeunesse selon quatre thèmes de départ :

- Rapport au marché du travail ;
- Participation citoyenne ;
- Ouverture sur le monde ;
- Migration des jeunes vers les grands centres.

Ces thèmes constituent une préoccupation du gouvernement du Québec. Ce dernier veut « assurer la participation pleine et entière des jeunes au renouvellement de la société québécoise » (Secrétariat à la jeunesse, 2001). Le mandat confié nous demande d'évaluer et d'explorer les efforts des autres États dans les domaines du travail, de la citoyenneté, de l'ouverture sur le monde et de la migration afin d'en connaître les pratiques exemplaires.



## **2. CRITÈRES DE SÉLECTION DES PAYS**

L'un des objectifs de cette étude est de fournir au Secrétariat à la jeunesse des pratiques exemplaires dans le domaine des politiques jeunesse. Or, plusieurs programmes et mesures ne peuvent être importés au Québec, voire évalués selon les critères nationaux habituels. Chaque pays possède en effet des conditions socioéconomiques différentes de même que des contextes nationaux et historiques qui forgent leur conception de la jeunesse ainsi que les politiques qui en découlent. Nous avons donc tenté de mettre l'accent sur les politiques jeunesse de pays montrant des indicateurs socioéconomiques semblables ainsi que vivant avec les mêmes problématiques jeunesse qu'au Québec : le faible poids démographique des jeunes, la baisse du taux de natalité, la migration vers les centres urbains, le déclin de la participation électorale, la hausse du niveau de scolarité, les difficultés et les changements dans l'insertion professionnelle, etc.

Nous avons sélectionné le Canada (les provinces autres que le Québec), les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, la Finlande, l'Allemagne et l'Australie. Même si ces pays ont des structures et des organisations différentes, il reste que les jeunes font face à des problématiques similaires. En comparaison, l'Amérique latine et l'Afrique, par exemple, font face à une hausse ou à un maintien de la population des jeunes, et vivent avec des disparités sociales qui rendent difficile la comparaison avec le Québec. Au Brésil, notamment<sup>1</sup>, « 20 % de la population a entre 15 et 24 ans, ce qui correspond à 50 % des jeunes de toute l'Amérique latine et à 80 % des jeunes du Cône Sud, tandis que le Québec est une des sociétés les plus touchées par le vieillissement de la population » (Teles et Freitas, 2004 : 2). Autre comparaison éclairante, l'âge médian au Québec est de 38,8 années tandis qu'au Mexique, il est de 23,3 ans (Gouvernement du Québec, 2003 : 19, cité dans Gravel et Gauthier, 2003).

---

<sup>1</sup> Nair Teles et Rafael Freitas ont présenté ces résultats dans le cadre du XVII<sup>e</sup> congrès de l'AISLF à Tours en 2004. Leurs résultats portent sur une étude comparant les politiques jeunesse au Brésil et au Québec.



### **3. LES STRUCTURES ENCADRANT LES POLITIQUES JEUNESSE DANS LES PAYS ÉTUDIÉS**

Nous avons tenu à présenter les structures encadrant les politiques jeunesse dans les pays à l'étude afin de pouvoir évaluer, pour le Québec, la pertinence des mesures sélectionnées. Par ailleurs, cette contextualisation permet d'effectuer une première analyse puisqu'on a ainsi l'occasion de constater l'importance de la place des jeunes pour les différents gouvernements.

#### **3.1 Le Canada**

Au Canada, au sein du gouvernement fédéral, le ministère du développement social coordonne la politique jeunesse nationale. Les programmes fédéraux touchent plusieurs secteurs comme les services sociaux, l'intégration au marché du travail, l'entrepreneuriat, la participation civique et la coopération internationale. Plusieurs mesures et programmes relatifs à la jeunesse relèvent de la responsabilité des gouvernements provinciaux. Les provinces canadiennes s'intéressent particulièrement aux questions de la santé, de l'éducation, de l'insertion dans le milieu du travail, de l'entrepreneuriat et de la participation des jeunes (Organisation des Nations Unies, 2004).

#### **3.2 Les États-Unis**

Aux États-Unis, le Department of Health and Human Services est en charge des services à la jeunesse. Ces derniers, à l'échelle nationale, sont administrés par la Division of Children and Families Policy. D'autres départements nationaux administrent des programmes jeunesse sectoriels (le Department of Justice s'occupe de la justice juvénile et de la prévention de la délinquance ; le Department of Labor, des programmes d'emploi jeunesse (Teen Safety at Work, Youth Fair Chance Program et Youth Training Programs) ; le Department of Education, des affaires étudiantes ; le Department of Interior, du programme Youth Conservation Corps et le Department of Housing and Urban Development, du programme Youth Built (Organisation des Nations Unies, 2004).

#### **3.3 La France**

En France, un ministère s'occupe des questions relatives à la jeunesse, mais ses pouvoirs sont plutôt limités. Il n'y a pas de politique des jeunes entièrement coordonnée. Chaque ministère a son propre secteur d'intervention et de spécialisation et coordonne les activités dans ce secteur : loisirs pour le ministère de la Jeunesse et des Sports, intégration professionnelle pour le ministère

de l'Emploi et de la Solidarité. L'administration centrale du ministère de la Jeunesse et des Sports comprend :

– *La Direction des sports*

Elle prépare, met en œuvre et évalue la politique des activités physiques et sportives tant en ce qui concerne le sport de haut niveau que le sport de masse et les activités physiques pour tous. Elle favorise l'égal accès à ces pratiques. Elle contribue à la promotion du sport féminin et du sport dans l'entreprise.

Elle comprend la sous-direction de la vie fédérale qui suit les questions juridiques, financières et internationales ainsi que les questions relatives au sport de haut niveau et au sport professionnel. Elle assure les relations avec les fédérations unisports par l'entremise de la sous-direction de l'action territoriale qui suit les questions concernant les fédérations multisports, l'évolution et la mise en œuvre déconcentrée des réglementations relatives aux pratiques sportives et à la protection de l'utilisateur, les politiques d'animation et d'insertion par le sport, les équipements dans le domaine du sport ainsi que les questions relatives à l'économie du sport. Le Musée national du sport, service de compétence nationale, est rattaché au directeur. Il a pour mission de conserver le patrimoine sportif, d'organiser des manifestations et des expositions. Il gère un fonds de documentation accessible aux chercheurs.

– *La Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative*

Elle prépare, coordonne et évalue la mise en œuvre des politiques en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire. Elle contribue à la coordination des actions interministérielles concernant les jeunes et notamment de celles relatives à la politique de la ville. Elle comprend : a) la sous-direction des politiques de jeunesse qui veille au développement des politiques éducatives dans le temps libre des enfants et des jeunes, participe à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques relatives à la protection des mineurs, favorise l'information, la participation et les initiatives des jeunes et assure sur l'ensemble de ces domaines la représentation du ministère dans le travail interministériel ; b) la sous-direction de l'éducation populaire et de la vie associative qui soutient les activités du secteur associatif de jeunesse et d'éducation populaire, met en œuvre la politique de prévention des conduites à risques, facilite le développement des pratiques culturelles et sociales dans une démarche d'éducation populaire. Elle contribue au développement de la vie associative ainsi que des relations européennes et internationales dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire.

– *La Direction du personnel et de l'administration*

Elle prépare et met en œuvre la gestion des ressources humaines. Elle est responsable de l'organisation des services centraux et déconcentrés ; elle assure la coordination des actions administratives, juridiques et financières du ministère ; elle est chargée de la modernisation des structures administratives.

Elle comprend : a) la sous-direction des affaires générales, qui a en charge l'organisation de l'administration centrale, l'informatisation des services et des établissements, la préparation et l'exécution du budget, la coordination des affaires juridiques ; b) la sous-direction des services déconcentrés et des établissements, qui coordonne et évalue les actions relatives à la modernisation de l'administration. Elle met en œuvre la politique de gestion prévisionnelle des emplois et des personnels. Elle coordonne et conduit 1) la politique relative à l'organisation, à l'action administrative et au fonctionnement des services déconcentrés et des établissements, 2) la mission « bases de données et informations statistiques », qui conçoit et coordonne les actions ayant pour objet l'information statistique du Ministère. Elle peut réaliser ou faire réaliser des travaux d'évaluation et des études prospectives. Elle assure la diffusion et la promotion des statistiques et des études produites.

– *La Délégation à l'emploi et aux formations*

Elle prépare, coordonne et évalue les actions du ministère en faveur de l'emploi et les procédures de qualification qui relèvent de sa compétence. Elle veille à leur mise en œuvre. En liaison avec la direction du personnel et de l'administration, elle analyse les besoins en formation des personnels du ministère et organise les actions de formation initiale et continue. Elle comprend : a) le Bureau des métiers, des qualifications et des diplômes ; b) le Bureau des politiques de l'emploi et de la coordination des formations et des examens ; c) le Bureau de la formation des personnels ; d) la Délégation à l'emploi et aux formations.

Extrait et adapté d'Infoyouth Network, 2004.

### **3.4 Le Royaume-Uni**

Au Royaume-Uni, de nombreux services ministériels, locaux et nationaux influent sur la vie politique dans le domaine de la jeunesse. En Angleterre, le ministère de l'Éducation et de l'Emploi gère les questions relatives aux écoles, à la formation et à l'emploi ; celui de la Santé s'occupe des besoins des jeunes en ce sens tandis que le ministère de l'Intérieur intervient sur les problèmes de délinquance. En Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, les administrations disposent de modalités relativement similaires. Il n'existe pas spécifiquement de

ministère de la Jeunesse, mais la direction « Citoyenneté, Jeunesse et Famille » du Department for Employment and Education (DFEE) est responsable au premier chef des questions de jeunesse en Angleterre, tout comme les départements de l'Éducation du Pays de Galles, d'Écosse et d'Irlande du Nord. Ceci dit, c'est aux collectivités locales que revient la responsabilité de la mise en œuvre des services de jeunesse. Ils s'adressent en général aux jeunes entre 11 et 25 ans et couvrent des secteurs tels que l'information des jeunes, les activités culturelles, le travail d'assistance pédagogique et sociale, l'orientation professionnelle, le soutien aux associations et aux jeunes défavorisés. Ces services de jeunesse varient considérablement en fonction du contexte local et de la politique des autorités.

Par ailleurs, le gouvernement a créé en 1991 l'Agence nationale de la jeunesse (National Youth Agency) dont les missions sont les suivantes : le développement du contenu de cours, de méthodes et de programmes de formation destinés aux animateurs de jeunesse, la publication et la diffusion d'informations concernant les jeunes, le soutien aux responsables de services et d'organisations de jeunesse, l'appui aux initiatives gouvernementales. Une agence de la jeunesse a également été créée au Pays de Galles. En outre les organisations de jeunesse sont représentées par le Conseil de la jeunesse (British Youth Council), organisme national qui regroupe une centaine d'organisations.

Extrait et adapté d'Infoyouth Network, 2004.

### **3.5 L'Espagne**

En Espagne, le système d'élaboration et de mise en œuvre de la politique de la jeunesse dépend de l'administration centrale, provinciale, locale et du Conseil de la jeunesse d'Espagne (CJE). À l'échelon central, le ministère du Travail et des Affaires sociales (MTAS), l'Institut de la Jeunesse (INJUVE) qui fait partie du MTAS et le Comité interministériel travaillent ensemble pour élaborer le Plan d'action pour la jeunesse qui est le document principal de la politique de la jeunesse. Ce plan général est diffusé dans les provinces et les administrations locales avec le soutien de l'INJUVE. Les communautés<sup>2</sup> autonomes, les conseils municipaux, les conseils de la jeunesse et les associations participent également à son élaboration. Les régions autonomes peuvent avoir des politiques de la jeunesse relativement indépendantes de celles de l'administration centrale.

Extrait et adapté d'Infoyouth Network, 2004.

---

<sup>2</sup> L'expression « communauté » peut avoir plusieurs connotations. En Espagne, elle fait référence à des régions administratives.

### **3.6 La Finlande**

En Finlande, le ministère de l'Éducation est chargé de coordonner l'élaboration d'une politique de la jeunesse. Par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation, le gouvernement prend également avis de la Commission consultative pour les affaires de la jeunesse (qui a remplacé le Conseil national de la jeunesse) et de l'ALLIANSSI (Agence nationale chargée de l'action en faveur de la jeunesse et de la coopération). La mission de la Commission consultative des affaires de la jeunesse est de faire des propositions et de donner un avis concernant les budgets et la politique de la jeunesse. Quant à l'ALLIANSSI, créée en 1992, elle gère les services d'information pour les jeunes et les travailleurs sociaux, et édite de nombreuses publications. Elle collabore aussi avec le gouvernement, les chercheurs et la Commission consultative. Une centaine de membres y sont affiliés. Par ailleurs, l'Association des pouvoirs locaux (AFLA), organisme privé et autonome, représente les communes. Les jeunes sont représentés par les commissions municipales de la jeunesse, des organisations de jeunesse et de l'ALLIANSSI. Ces organismes ont élaboré une nouvelle réflexion : la NUOSTRA qui définit les lignes directrices des mesures relatives à la jeunesse: l'épanouissement des jeunes et leur participation, les conditions de vie, la mondialisation, la prévention de l'exclusion des jeunes. Ces grands axes ont pour but de favoriser l'emploi et de réduire le chômage.

Au niveau local, chaque commune offre tous les services. Par ailleurs, l'AFLA apporte un soutien aux communes lorsqu'il s'agit des questions liées à l'action en faveur de la jeunesse.

Extrait et adapté d'Infoyouth Network, 2004.

### **3.7 L'Allemagne**

La responsabilité de la mise en place et du développement des services en faveur des jeunes appartient en premier lieu aux associations de jeunes et aux organisations bénévoles qui travaillent en collaboration étroite avec les organisations statutaires. Leur rapport avec l'État est plutôt un rapport de partenariat ; l'État reconnaît l'utilité publique des services dispensés par les organisations bénévoles et, en contrepartie, leur fournit les moyens et le soutien financier nécessaires à la mise en œuvre de cette politique. En même temps, il définit le cadre législatif et les lignes directrices qui commandent le travail dans le domaine de la jeunesse.

Au niveau municipal, les associations bénévoles développent des activités diverses (loisirs, activités culturelles et sportives, programmes socioéducatifs). Ces associations se regroupent et coordonnent leur travail au sein des Conseils municipaux de jeunesse. D'autre part, les villes et les arrondissements qui s'administrent eux-mêmes sont pourvus d'un Bureau de la jeunesse. Celui-ci doit promouvoir les organisations de jeunesse et leur apporter un soutien financier. Au

niveau régional, on retrouve les structures de coordination et de partenariat, les Conseils régionaux de Jeunesse et le Bureau régional de Jeunesse. Plusieurs activités ont été développées à ce palier et sont soutenues par les Länder. Au niveau national, le ministère fédéral de la Famille, des Retraités, des Femmes et de la Jeunesse soumet des propositions et apporte son soutien pour des activités d'importance nationale. Le Comité consultatif fédéral pour les problèmes de la jeunesse est un organisme statutaire dont la mission est de conseiller le gouvernement sur les aspects fondamentaux des services de jeunesse.

Extrait et adapté d'Infoyouth Network, 2004.

### **3.8 L'Australie**

En Australie, le Youth Bureau coordonne la politique jeunesse. Il est rattaché au Department of Employment, Education, Training and Youth Affairs. De concert, les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ont rédigé la politique jeunesse gouvernementale. La responsabilité des dossiers jeunesse en Australie est partagée entre les gouvernements provinciaux et fédéral en lien avec des organismes non gouvernementaux. Le document *Australia's Young People : Shaping the Future* (Gouvernement de l'Australie, 1996) peut s'apparenter à des lignes directrices concernant les politiques jeunesse. Il décrit en effet les principaux objectifs du gouvernement en matière de jeunesse :

- Que les jeunes terminent leur secondaire et entreprennent des études postsecondaires ;
- Que les jeunes sans-emploi aient accès à de l'assistance ;
- Que les services aux jeunes soient bien coordonnés ;
- Que les jeunes puissent se faire entendre auprès du gouvernement ;
- Que les mesures tiennent compte des besoins des jeunes (Organisation des Nations Unies, 2004).

#### **4. CRITÈRES DE SÉLECTION DES MESURES ET DES PROGRAMMES**

La sélection des mesures et des programmes s'est faite selon quatre critères : l'actualité des sources d'information, un langage connu, l'originalité et son rapprochement de la situation québécoise.

##### **4.1 Actualité des sources d'information**

Nous avons tenu compte des initiatives jeunesse gouvernementales et non gouvernementales qui possèdent des sites Internet actifs afin d'avoir des renseignements sur chacun des programmes. Ceci a pour but de s'assurer que le programme ou la mesure étaient effectifs au moment de la réalisation de l'inventaire. À titre indicatif cependant, nous avons présenté quelques initiatives qui étaient données en exemple dans les analyses de politique jeunesse (Conseil de l'Europe, 1999). En Finlande, notamment, peu d'initiatives nous auraient été accessibles, car les barrières de la langue rendent impossible la compréhension du contenu.

##### **4.2 Langue de travail**

La collecte des données a été effectuée auprès des sites de différents ministères, organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Il aurait été intéressant d'évaluer les politiques jeunesse d'autres pays, provinces ou régions. Des limites se sont imposées quant à la disponibilité et à l'accessibilité des données, surtout en ce qui a trait à la langue. En effet, nous aurions aimé faire un inventaire des politiques jeunesse de la Suède notamment, mais la plupart des documents ministériels ne sont pas disponibles dans une langue connue (français, anglais, espagnol).

##### **4.3 Originalité des mesures et des programmes**

Afin de sélectionner les mesures et les programmes à analyser, nous avons tenu compte de leur originalité. En effet, il aurait été difficile de faire l'évaluation des programmes en se penchant sur leur efficacité. La plupart des descriptions de programmes comportent peu d'indications de réussite ou d'échec et il aurait été impossible de contacter tous les responsables de ces projets. Ainsi, certains choix se justifient du fait qu'il n'y avait pas d'équivalent au Québec.

#### **4.4 Ressemblance des mesures avec celles du Québec**

D'autres mesures et programmes ont été sélectionnés selon qu'ils correspondent à des initiatives similaires au Québec, notamment les tables sectorielles, les comités conseils, le portail jeunesse d'information à l'emploi. En effet, il s'avère intéressant de comparer ces mesures et de tirer partie des différences pour chacune d'elles.

## II Thèmes retenus

### 1. RAPPORT AU MARCHÉ DU TRAVAIL

#### 1.1 Présentation

La mutation qui caractérise le marché du travail depuis les années 1970 se poursuit. Les jeunes étant particulièrement sensibles à la conjoncture sont souvent touchés par les changements dans les formes, la durée de l'emploi, la relation formation-emploi mais aussi l'état de l'économie jusqu'à ce qui concerne « la division mondiale du travail » (Anctil, 2004 : 25 ; Gauthier, 2002 : 6-7 ; Rocher, 2001 : 21 ; Mercure, 1996 : 18). Le parcours d'insertion professionnelle des jeunes n'est plus caractérisé par sa linéarité (Rouilleau-Berger, 2001). Il est plutôt fragmenté, diversifié et complexe. Selon certains auteurs, le travail atypique serait devenu la norme (Fournier et Bourassa, dir., 2000) et le taux de chômage ne serait plus un indicateur suffisant pour évaluer la situation des jeunes sur le marché du travail. Il faut cependant se garder d'une généralisation trop rapide : la différenciation des modalités de l'insertion professionnelle s'opère selon les catégories sociales. Une étude rétrospective sur les jeunes qui n'ont pas terminé leur programme d'études illustre bien cette diversité (Gauthier *et al.*, 2004).

Qu'en pensent les jeunes eux-mêmes ? Citons Céline Saint-Pierre dans un Avis du Conseil supérieur de l'éducation : « les conditions imposées par le marché du travail semblent acceptées d'entrée de jeu par ces jeunes qui parlent de leur précarité en termes d'avantages parce qu'elle répond à leur besoin de liberté tout en leur offrant un plus grand nombre de choix » (2001, citée dans Anctil, 2004 : 25). Cette vision optimiste ne fait probablement pas l'unanimité.

Les réponses élaborées à travers les politiques tiennent-elles compte de ces changements intervenus tant dans le domaine du travail que dans la perception qu'en ont les jeunes ? Par ailleurs, ces mesures et ces programmes jeunesse en matière d'employabilité élaborés par les différents États ont-ils tendance à transmettre l'image d'une jeunesse « menaçante » ou remplie de « ressources » ? Aussi, est-ce que les initiatives portant sur le travail sont prises en charge majoritairement par le gouvernement ou est-ce la société civile qui s'occupe de ces questions ? Se préoccuper de ces questions est fondamental, car si l'insertion professionnelle est liée au développement de l'identité de l'individu, elle pose le problème d'une concordance entre les réponses politiques aux besoins et aux attentes en provenance de la société.

Les politiques jeunesse dans le domaine du marché du travail sont assurées par plusieurs acteurs, tant sociaux, politiques qu'économiques, et ce, dans la plupart des États que nous avons pu étudier. Afin d'en tracer le portrait, nous avons jeté un coup d'œil sur les sites Internet des gouvernements au sein desquels on retrouve à la fois les programmes et les mesures élaborés par ces derniers, ainsi que les différentes initiatives prises par les milieux locaux, les organismes communautaires, les entreprises et les organismes multilatéraux.

## **1.2 Présentation des mesures**

Les politiques concernant l'insertion sur le marché du travail sont si nombreuses qu'il a fallu ajouter un critère de sélection, soit l'intérêt plus spécifique du Secrétariat à la jeunesse pour certains thèmes.

### **1.2.1 Information sur l'emploi**

Plusieurs types de mesures sont destinés à encadrer les jeunes dans leur rapport au marché du travail. Ces initiatives ne sont pas nécessairement coordonnées par un même organisme qui en a toute la charge. Elles sont généralement diffusées par le gouvernement central par le biais de portails jeunesse, ou simplement par le portail général. On en vient ainsi à la première mesure destinée à encadrer le rapport au marché du travail par les jeunes : l'information sur l'emploi et ses différents aspects. La plupart des portails gouvernementaux comportent une section présentant les principaux programmes d'employabilité, de recherche d'emploi, de formation ou de stages locaux, nationaux ou internationaux. Par exemple, au Manitoba, la Division jeunesse Manitoba concentre toute l'information sur les stages de formation, les subventions, les mesures d'encadrement, les employeurs, les bourses et les mesures de rémunération incitatives<sup>3</sup>.

Peu de portails jeunesse destinés à l'emploi nous sont apparus très originaux. Notons toutefois une exception : le portail gouvernemental australien est remarquable puisque toutes les informations pertinentes au sujet de l'emploi sont centralisées sur le même site<sup>4</sup>. On retrouve ainsi des conseils pratiques sur la manière d'interagir dans le milieu du travail : la manière de remplir un formulaire d'impôts, la présentation des droits des jeunes sur le marché du travail selon les différentes circonstances (grossesse, conflits, etc.). On trouve aussi différents liens Internet présentant les témoignages des jeunes sur leur expérience unique sur le marché du travail, dans les communautés et aussi ailleurs dans le monde. Considérant que plusieurs types d'expériences peuvent être pertinents dans l'acquisition d'un emploi, on ne se concentre pas

---

<sup>3</sup> [http://www.edu.gov.mb.ca/mb4youthdivision/index\\_fr.html](http://www.edu.gov.mb.ca/mb4youthdivision/index_fr.html).

<sup>4</sup> <http://www.youth.gov.au/programmes>.

uniquement sur les expériences conventionnelles de travail. Ainsi, plusieurs liens se rapportent aux organismes de volontariat et aux stages à l'international. Bien sûr, plusieurs liens Internet se rapportent à des outils de recherche d'emploi d'été, de formation, d'opportunités d'entrepreneuriat et aux agences de recrutement. La population jeune est segmentée par groupe d'âge et par région. Par ailleurs, plusieurs liens sont destinés à l'emploi des jeunes Autochtones et des jeunes avec un handicap. On fait aussi une distinction entre l'emploi destiné aux jeunes des secteurs techniques, ceux des hautes technologies, et ceux ayant une haute scolarité. Ce site présente finalement des informations générales sur toutes les initiatives gouvernementales concernant l'emploi et la jeunesse.

Au Canada, les portails jeunesse présentant les principales initiatives en matière de marché du travail sont encore une fois pris en charge par les gouvernements fédéral ou provinciaux. Le gouvernement fédéral a mis de l'avant la stratégie Emploi jeunesse Canada destiné aux jeunes de 15 à 30 ans. La Direction jeunesse du gouvernement fédéral se charge de ce site<sup>5</sup>. On y présente les trois programmes gouvernementaux principaux destinés à des clientèles différentes (jeunes présentant des obstacles à leur insertion professionnelle, jeunes se cherchant un emploi d'été, jeunes diplômés). On y présente aussi les centres de ressources humaines du Canada pour les étudiants et certains organismes de services aux jeunes. Le site général de la Direction jeunesse comporte un index intéressant par ordre alphabétique qui pourrait à première vue ressembler au portail australien. Or, l'index alphabétique ne comporte pas de thème central, mais plutôt des mots-clés moins précis et moins faciles à consulter.

### **1.2.2 Emplois d'été**

Outre les portails d'information sur le marché du travail, les gouvernements et les différents intervenants de la société civile et des entreprises ont mis de l'avant plusieurs autres mesures visant à encadrer le rapport au marché du travail des jeunes. Plusieurs initiatives visent à donner l'opportunité aux jeunes de s'insérer au marché du travail en acquérant des expériences pendant l'été. Peu de mesures en ce sens se distinguent des expériences québécoises. Des entreprises et des ministères offrent la plupart du temps des emplois aux étudiants dans leur domaine d'études. Plus souvent, ces emplois ne sont pas liés à la formation des jeunes, mais leur donnent plutôt l'opportunité de subvenir à leurs besoins pendant la période estivale ou encore lors de l'année scolaire. Cette stratégie est répandue au Québec, ailleurs au Canada, et dans les pays que nous avons passés en revue. Malgré le fait qu'elles ne se distinguent pas vraiment des expériences québécoises et canadiennes, ces expériences sont fort importantes. Elles constituent en effet une bonne opportunité pour les jeunes de rester ou de revenir en région pendant la période estivale.

---

<sup>5</sup> <http://www.youth.gc.ca>.

Elles permettent d'abord aux jeunes d'aller chercher les premières expériences dans le domaine de leur choix pour ainsi, éventuellement, s'insérer plus facilement dans le marché du travail.

### **1.2.3 Entreprenariat**

Des emplois d'été peuvent aussi devenir une expérience d'entreprenariat pour certains étudiants. Cette troisième mesure a pour but de permettre aux jeunes de se sensibiliser à l'entreprenariat par la mise en place de sa propre entreprise pendant l'été. Par exemple, le programme Students in Business du gouvernement fédéral canadien et de celui de la Nouvelle-Écosse vise à valoriser l'entreprenariat auprès des jeunes élèves et étudiants de 15 à 29 ans. En accordant aux jeunes étudiants des prêts maximums de 5 000 \$, on vise à leur permettre de créer et d'exploiter leur propre emploi d'été à temps plein. Cette initiative est donc uniquement destinée aux étudiants, ce qui exclut une bonne partie de la population jeune de ce programme<sup>6</sup>.

L'entreprenariat est valorisé par les gouvernements tant au Québec qu'ailleurs dans le monde. On peut le constater par le nombre élevé de programmes jeunesse destinés à ce type d'expérience, que ce soit des fonds de démarrage, de poursuites d'activités d'entreprises déjà en place par l'allocation de fonds ou de prêts supplémentaires, par des campagnes de sensibilisation ou de formation à l'entreprenariat. Outre les emplois d'été créés par la mise en place d'entreprises, différentes initiatives ont été menées dans ce domaine, au Canada notamment.

Plusieurs mesures sont destinées à des clientèles différentes ou qui font face à des barrières dans leur insertion sur le marché du travail. Tout d'abord, on a trouvé certaines expériences destinées aux Autochtones. En Colombie-Britannique, le Ministry of Community, Aboriginal and Women's Services est responsable du First Citizens Fund, Business Loan Program. Il s'agit d'un programme de bourses destiné à développer et à démarrer les entreprises autochtones. Un maximum de 75 000 \$ peut être accordé. Ce programme ne s'adresse pas spécifiquement aux jeunes, mais bien à des Autochtones de tous âges. Il a pour but de valoriser le développement culturel, éducationnel et économique de ces derniers<sup>7</sup>.

On offre plusieurs formations à l'entreprenariat et expériences de mentorat. À Terre-Neuve notamment, le Entrepreneurial Opportunities Program offert par la Trinity Conception Community Development Corporation assiste pendant huit semaines les jeunes qui veulent produire un plan d'affaires. Ce dernier est ensuite soumis à l'examen et, s'il est accepté, un prêt peut être accordé pour un maximum de 52 semaines. Ce programme est réalisé en collaboration avec le ministère des Ressources humaines et de l'Emploi<sup>8</sup>. Par ailleurs, toujours à Terre-Neuve,

---

<sup>6</sup> <http://www.studentsinbusiness.ca/francais/accueil.htm>.

<sup>7</sup> [http://www.mcaaws.gov.bc.ca/fcfund/business\\_loan.html](http://www.mcaaws.gov.bc.ca/fcfund/business_loan.html).

<sup>8</sup> <http://www.tccdc.eop.htm>.

une initiative répandue en premier lieu aux États-Unis, Youth Venture, permet aux jeunes de créer leur propre entreprise dans les domaines de la technologie, des manufactures, des arts et du tourisme. Les jeunes ont accès à l'information nécessaire par mentorat afin de rédiger leur plan d'affaires.

Plusieurs programmes d'entrepreneuriat sont destinés à des élèves ou à des étudiants. Le Alberta Youth Entrepreneurship Camp est une série d'ateliers destinés aux jeunes de 13 à 15 ans qui désirent apprendre comment mettre en place une entreprise. Les anciens participants des camps âgés de 16 à 24 ans en assurent l'animation<sup>9</sup>.

Certains programmes d'entrepreneuriat sont réalisés en collaboration avec le gouvernement et les entreprises privées. En Ontario, le programme Perspectives jeunesse Ontario a développé une Stratégie jeunes entrepreneurs. Cette dernière est à l'origine du programme Mon entreprise qui est offert aux jeunes de 18 à 29 ans par le gouvernement provincial et la Banque Royale. Il s'agit à la fois d'un programme de formation commerciale et d'un programme de prêts pouvant aller jusqu'à 15 000 \$.

Les régions sont généralement sensibles au départ de leurs jeunes. Ces derniers choisissent souvent de quitter leur région d'origine notamment pour poursuivre leurs études et trouver un emploi. Plusieurs régions ont mis de l'avant des programmes d'entrepreneuriat. Ces initiatives ne visent pas à encadrer la migration des jeunes. Il s'agit cependant d'une manière efficace de promouvoir la rétention des jeunes dans les régions. Le Programme de capital d'appoint Connexion pour jeunes entrepreneurs est offert spécialement aux jeunes des provinces atlantiques âgés entre 18 et 29 ans. Il s'agit d'un programme traditionnel visant le démarrage d'une entreprise par la distribution de prêt. Ce dernier est consenti pour le démarrage, l'expansion et la modernisation d'une entreprise<sup>10</sup>. Plusieurs autres programmes sont mis en place dans les communautés et les régions. Nous les présenterons dans la section « Migration des jeunes dans les centres urbains ».

À l'étranger maintenant, différents programmes nous ont paru originaux, particulièrement en Finlande. Dans un rapport de la Direction jeunesse du Conseil de l'Europe, on souligne que « la politique d'emploi de la jeunesse s'est tournée vers l'entreprise et l'esprit d'initiative ». Certains services gouvernementaux et d'autres sont convaincus qu'il est important que les jeunes apprennent à trouver « leur propre activité » (Conseil de l'Europe, 1999 : 80). Les années 1995 à 2005 ont donc été déclarées « Décennie de l'esprit d'entreprise ». Plusieurs activités ont été organisées en ce sens et ont été appuyées par le milieu des affaires et de l'industrie, par les

<sup>9</sup> <http://www3.gov.ab.ca/hre/youthconnections/ayec/index.asp>.

<sup>10</sup> <http://www.acoa.ca/f/financial/capital.shtml>.

syndicats et par plusieurs ministères. La formation à l'entrepreneuriat a aussi été retenue. Ainsi, quelque dix villes du pays ont tenu des ateliers pour susciter l'intérêt et informer sur l'entrepreneuriat. À Loimaa, toujours en Finlande, le Centre d'incubation d'entreprises a été mis sur pied afin d'aider la communauté à créer un milieu favorable au développement de nouvelles entreprises, l'entrepreneuriat ayant une vitrine importante sur la communauté.

La plupart des programmes et des mesures d'entrepreneuriat que nous avons présentés fonctionnent de manière à susciter l'esprit d'initiative chez les jeunes, soit en leur offrant des formations ou en favorisant le développement de nouvelles entreprises. La plupart de ces mesures offrent des prêts pour le démarrage d'entreprises. Or, peu d'initiatives visent à assurer le maintien ou le développement des activités après les premières années de vie de l'entreprise. La survie des entreprises des jeunes exige un soutien à plus long terme.

Une autre question doit être posée. Quels sont les jeunes qui sont recrutés et qui ont l'opportunité de participer à ces initiatives ? La plupart des programmes sont destinés aux étudiants ou aux personnes rencontrant des barrières dans leur insertion professionnelle. Aussi, le nombre d'initiatives sur l'entrepreneuriat est tellement élevé qu'on doit se poser la question sur la concordance de cette mesure avec la volonté des jeunes. En effet, la création d'entreprises n'intéresse pas tous les individus. Les résultats du sondage du Groupe de recherche sur la migration des jeunes sont éloquentes : « Le retour en région pour créer une entreprise semble ne concerner qu'un faible contingent de jeunes qui présentent des caractéristiques spéciales : plus âgés, plus scolarisés (pour créer une entreprise), plus dynamiques et plus optimistes que la moyenne » (Descheneaux, 2004). La diversité des programmes de cette nature cache-t-elle en fait la pauvreté des mesures dans les autres domaines ?

#### **1.2.4 Mentorat**

Au Canada et ailleurs dans le monde, plusieurs programmes jeunesse comprennent un volet mentorat. Le but en est de favoriser le partage des connaissances et des compétences tant chez les employeurs que chez les jeunes et de favoriser, pour ces derniers, une insertion plus rapide dans un lieu de travail. En Australie, notamment, des études ont démontré que le mentorat favorisait la transition des jeunes vers le marché du travail. D'ailleurs, une initiative intéressante dans ce domaine vise à en diffuser les bonnes pratiques par des ateliers, des subventions de recherche, etc. Il s'agit du projet australien Mentor Marketplace qui a aussi pour but d'accorder des services de mentorat auprès des élèves du secondaire et des décrocheurs<sup>11</sup>. Le projet a pour objectif de développer une culture de mentorat dans le milieu des affaires, dans les écoles et dans

---

<sup>11</sup> <http://www.facs.gov.au>.

les communautés, ce qui aurait pour effet d'engager ces différents milieux dans de nouvelles expériences de mentorat.

En Australie encore, le programme Coaching and Mentoring vise à promouvoir chez les jeunes ruraux des expériences de leadership en leur faisant bénéficier des conseils de gérants œuvrant dans différents domaines<sup>12</sup>.

Comme nous l'avons vu un peu plus haut, les programmes d'entrepreneuriat comprennent souvent une série de mesures destinées à assurer un certain mentorat. Ainsi, nous avons recueilli très peu de mesures uniquement centrées sur le mentorat. Il s'agit en fait de mesures spécifiques réalisées dans un programme plus général. Les expériences ne nous disent pas si le mentorat se poursuit au-delà des premières semaines de travail ou en dehors des formations ou des ateliers. Idéalement, des mentors devraient être accessibles pendant un certain temps afin que les expertises générationnelles puissent être partagées, et que la cohésion soit assurée au sein du milieu de travail.

### **1.2.5 Mesures d'insertion sociale**

Au Canada et ailleurs dans le monde, plusieurs mesures relatives au travail ont pour but de permettre l'insertion sociale des jeunes. La plupart de ces mesures visent les chômeurs, les assistés sociaux, les jeunes des régions isolées ou faiblement peuplées, les décrocheurs, les jeunes issus des minorités culturelles ou encore les femmes. Nous avons déjà présenté plusieurs mesures qui avaient la caractéristique de permettre à des jeunes « à risque » de s'insérer au marché du travail ; nous en présentons d'autres qui ont officiellement pour but de remplir cette condition.

Au Canada tout d'abord, le programme albertain Youth Builders permet à des jeunes décrocheurs de poursuivre une formation tout en remettant à neuf des bâtiments désaffectés. L'objectif est double. D'une part, les jeunes apprennent un métier tout en recevant un salaire hebdomadaire. D'autre part, le programme permet aux itinérants et à des familles à faible revenu d'avoir un logement permanent à prix abordable<sup>13</sup>. Ce programme a été expérimenté la première fois aux États-Unis par Youth Build USA qui est un organisme à but non-lucratif fondé en 1990. Cet organisme soutient un réseau de quelque 200 programmes locaux à travers les États-Unis. Il encourage l'obtention d'un diplôme d'études secondaires par les décrocheurs, les jeunes

---

<sup>12</sup> <http://www.affa.gov.au>.

<sup>13</sup> <http://www.gov.mb.ca/fs/bird/SkillsTrain/youthbuildersjobwork331.html>.

décrocheurs potentiels ou les chômeurs de 16 à 24 ans tout en développant leurs habiletés pour construire des habitations pour les sans-abris ou les personnes à faible revenu<sup>14</sup>.

À Terre-Neuve, le programme Community Youth Network vise à développer une série de services pour les jeunes vivant ou susceptibles de vivre dans la pauvreté. Le programme met surtout l'accent sur l'apprentissage des nouvelles technologies afin d'obtenir un emploi dans ce domaine<sup>15</sup>.

En Australie, deux programmes ont retenu notre attention. Il s'agit du New Apprenticeships Access Programme (NAAP) et du National Youth Commitment. Le premier programme est destiné à toute personne rencontrant des barrières dans son insertion professionnelle (jeunes décrocheurs, Autochtones, femmes voulant un emploi non-traditionnel, etc.). Il permet de donner une formation et un nouveau métier à ces personnes<sup>16</sup>. Le National Youth Commitment a pour but de donner un support aux décrocheurs ou à d'autres jeunes faisant face à des difficultés à obtenir leur 12<sup>e</sup> année ou de les aider à trouver un emploi en lien avec leur formation<sup>17</sup>.

Aux États-Unis, plusieurs programmes sont mis en place pour favoriser l'insertion sociale des jeunes en difficulté. Ces programmes ne sont pas uniquement l'œuvre du gouvernement : ils sont aussi initiés par la communauté et les entreprises. C'est le cas notamment de Youth Build USA, que nous avons présenté plus haut, et du programme Job Corps, qui est un partenariat public-privé administré par le Department of Labor. Cette initiative est destinée aux jeunes « à risque » de 16 à 24 ans qui veulent obtenir un programme général de formation, d'éducation et d'entraînement en vue de participer au marché du travail.

Certaines mesures peuvent s'avérer plus draconiennes, par exemple le programme National Guard Youth Challenge, destiné aux jeunes décrocheurs de 16 à 18 ans. Il a pour mission de leur donner une discipline, une éducation et des habiletés personnelles par un entraînement quasi-militaire de cinq mois en résidence, suivi d'une phase d'un an de mentorat au sein de la communauté. La phase résidentielle comprend une formation académique et éducative et met l'accent sur le développement des habiletés de leadership et d'un plan de vie. Dans la deuxième phase, le participant est supervisé par un mentor lors de l'entrée sur le marché du travail ou dans la poursuite des études. L'objectif principal de ce programme est de favoriser, chez les participants, l'intégration dans la carrière militaire, dans la vie professionnelle ou encore dans la poursuite des études. Partee présente ainsi l'évaluation :

---

<sup>14</sup> <http://www.youthbuild.org>.

<sup>15</sup> <http://www.gov.nl.ca/youth/cyn.htm>.

<sup>16</sup> <https://naap.detya.gov.au/Information/Information.aspx>.

<sup>17</sup> <http://www.dsf.org.au/nyc/default.htm>.

At the end of their five months residential phase, participants report high levels of community service, an average grade-level increase of over one year in reading and math, 72 percent of graduates had received their GED, and high completion rates from the program. Upon completion of the residential phase, less than 1 percent had gotten into trouble with the justice system and were incarcerated. Whereas one quarter were employed and about the same percent were in postsecondary education, 10 percent had enlisted in the military ; and the remainder were either awaiting notification of acceptance from colleges, employers or the military or returning to high school (Partee, 2002 : 5).

### **1.2.6 Stages**

La plupart des stages sont offerts par les collèges et les écoles et relèvent, au Canada par exemple, des gouvernements provinciaux. Ainsi, en Colombie-Britannique, le Secondary School Apprenticeship est un projet-pilote du Ministry of Advanced Education et du Ministry of Education. Il permet aux élèves du secondaire de s'inscrire à une formation leur permettant de travailler. Jusqu'à 16 crédits leur sont alloués. Ils peuvent aussi obtenir une bourse de 100 \$ s'ils continuent leur apprentissage.

En France, les contrats d'apprentissage « permettent aux jeunes de 16 ans à moins de 26 ans d'acquérir, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique ». Ce contrat<sup>18</sup> permet d'obtenir une expérience professionnelle et une formation rémunérée : le stagiaire et l'employeur déterminent ensemble un contrat qui pourra satisfaire l'employeur désireux de diminuer son coût de main-d'œuvre ou de recruter de jeunes travailleurs et l'employé désireux d'obtenir une rémunération et une expérience de travail dans son domaine d'étude. Les contrats d'apprentissage sont généralement encadrés juridiquement par règlement. Le degré d'encadrement varie d'un pays à l'autre, de très réglementé en France à une approche quasi-consensuelle au Royaume-Uni. Une expérience similaire est pratiquée en Espagne (contrats à durée indéterminée pour les moins de 30 ans, contrats de formation pour les jeunes de 16 à 21 ans (artisans) et contrats de formation pratique pour les jeunes possédant un niveau de scolarité élevé).

## **1.3 Synthèse**

Au terme de ce bref bilan des politiques qui concernent les jeunes et le marché du travail, un constat s'impose : plusieurs États ont mis en place des mesures fort complexes afin de permettre un meilleur accès au marché du travail pour les jeunes. Plusieurs mesures sont d'abord destinées à permettre aux jeunes de mieux s'informer au sujet de l'offre d'emploi. Les moyens

---

<sup>18</sup> <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/ARBo/NXENS411.htm>.

d'information utilisés par les gouvernements incitent à se demander si la façon de renseigner les jeunes au Québec est adéquate ou pourrait être améliorée. À cet égard, il serait intéressant de vérifier si certains modèles d'information qui s'adressent à la jeunesse se distinguent et ne pourraient pas inspirer les politiques québécoises. De même, comme il existe beaucoup de programmes fédéraux et provinciaux concernant l'emploi pour les jeunes, l'exercice visant à offrir un portail d'information unique sur l'emploi recevrait sa légitimité de programmes semblables existant ailleurs, celui de l'Australie par exemple.

Nous avons aussi été en mesure de constater la généralisation des mesures favorisant les emplois d'été dans les pays à l'étude. Une question reste toutefois en suspens : les emplois d'été sont-ils majoritairement offerts dans des secteurs d'intérêt pour les jeunes ? En d'autres termes, est-ce que les jeunes bénéficient d'une expérience de travail estival dans leur domaine d'études, par exemple ? À cette occasion, les jeunes peuvent acquérir une expérience dans leur domaine d'intérêt ou vérifier leur intérêt pour d'autres secteurs. Une question demeure cependant : qui sont les jeunes qui bénéficient de cette mesure ? Au Québec, il semblerait que ce soient plutôt les élèves et les étudiants. Qu'en est-il des autres ? Par ailleurs, outre le secteur des technologies qui semble permettre aux étudiants de travailler pendant l'été, n'y aurait-il pas d'autres initiatives à valoriser à l'extérieur de ce champ ?

L'étude des mesures entourant le rapport des jeunes au marché du travail aura permis aussi de constater qu'il existe une grande quantité d'initiatives autour du domaine de l'entrepreneuriat. Que ce soit par des campagnes de sensibilisation ou de formation, par des fonds de démarrage ou par des emplois d'été, les mesures favorisant la création d'entreprises sont nombreuses et diversifiées. Ces dernières s'adressent à des groupes fort hétérogènes, à partir des étudiants jusqu'aux jeunes à risque. Les emplois du secteur des technologies sont là aussi fortement valorisés. Il faut noter, cependant, que dans le domaine de l'entrepreneuriat, peu de protections sociales s'offrent à ce jour aux jeunes entrepreneurs et aux travailleurs autonomes (Simard, 1999). Il est notamment plus difficile pour cette catégorie de travailleurs de concilier le travail et les responsabilités familiales. Nous n'avons trouvé dans ce bilan que très peu de mesures concernant l'aide aux travailleurs autonomes autres que le financement de base au départ de leur entreprise. Il faudrait explorer la possibilité de fournir aux travailleurs autonomes des protections sociales favorisant la concrétisation de leur projet.

Par ailleurs, l'étude des programmes en entrepreneuriat jeunesse démontre que le financement public et privé est plus développé ailleurs, notamment aux États-Unis, qu'au Québec. Il semble ne pas exister de « culture du financement » de l'entrepreneuriat jeunesse chez les dirigeants de grandes entreprises et les gestionnaires de fonds de capital de risque. Les études repérées montrent que les jeunes ont beaucoup d'idées et ont soif d'autonomie au travail, mais qu'ils ont peu de financement à leur portée pour réaliser leurs rêves. En s'inspirant de différents modèles

identifiés au cours de ce repérage, la mise en place de mesures comblant ce manque dans le cadre de la stratégie d'entrepreneuriat jeunesse pourrait combler ces lacunes. Toutefois, ces mesures devraient être adaptées au contexte socioculturel du Québec.

Nous avons vu que des mesures concernant le mentorat favorisaient l'insertion des jeunes sur le marché du travail. La plupart des politiques répertoriées sont généralement rattachées à un programme plus vaste de mesures touchant l'insertion professionnelle des jeunes. Notons que nous avons peu d'information sur les mesures concrètes d'intégration et de soutien des jeunes dans un milieu de travail. L'expérience australienne concernant la mise en commun des pratiques exemplaires de mentorat nous semble donc être une voie intéressante à examiner.

L'exploration des mesures entourant le rapport au travail a permis de constater que plusieurs initiatives permettaient à certains jeunes de se faire une place dans la société. Plusieurs politiques sont destinées à encadrer les jeunes qui, par leurs caractéristiques particulières, rencontrent des obstacles à l'insertion au marché du travail. C'est le cas notamment des chômeurs ou des sans-emploi, des assistés sociaux, des jeunes issus de minorités culturelles ou même des femmes dans certains secteurs professionnels. Ainsi, on offre des formations aux jeunes décrocheurs, on leur permet de contribuer à des projets de construction ou de rénovation de maisons, on favorise l'acquisition de connaissances dans des secteurs technologiques, mais certaines catégories de jeunes sont tenues à l'écart de ces mesures. Aux États-Unis, certaines mesures sont plus draconiennes : elles misent sur un encadrement strict de certaines catégories de jeunes. Les expériences de mise en valeur des compétences des jeunes comme le Youth Builders au Manitoba existent déjà au Québec, notamment dans les projets Chantiers jeunesse (Vultur, 2003), et correspondent peut-être davantage à l'approche québécoise.

Finalement, les programmes de stages constituent la dernière mesure en faveur de l'insertion des jeunes au marché du travail. La très grande majorité de ces stages sont offerts par les écoles, les collèges ou les universités. En France, et dans certains pays européens, les contrats d'apprentissage permettent aux jeunes de maximiser leur temps en obtenant à la fois des qualifications et une rémunération pour le travail accompli. L'employeur est aussi gagnant, bénéficiant ainsi du travail d'employés moins rémunérés. Quelle est la faisabilité de ce type d'expériences au Québec ?

Une récente étude menée par des chercheurs de l'Observatoire Jeunes et Société montre que les jeunes ont, en ce moment, une certaine facilité à accéder au marché du travail, ils ont cependant beaucoup plus de difficultés à obtenir un emploi de qualité qui corresponde à leurs ambitions (voir Gauthier *et al.*, 2004). Par ailleurs, les jeunes doivent aujourd'hui davantage lutter contre la précarité et ce qu'il est convenu d'appeler le travail atypique. Ainsi, le défi de l'emploi ne réside plus exclusivement dans le fait de trouver des emplois aux jeunes, mais consiste plutôt à leur

fournir des emplois de qualité qui leur procurent davantage de stabilité et qui favorisent la conciliation entre le travail, la famille et les loisirs.

## **2. PARTICIPATION CITOYENNE**

### **2.1 Présentation**

Susciter la participation des citoyens aux enjeux collectifs est un des objectifs officiels de plusieurs gouvernements. Cet objectif est d'autant plus important lorsqu'il est question de la jeunesse, car cette dernière est souvent perçue par certains comme apathique, apolitique et fort peu soucieuse des orientations prises sur le plan de la gouverne. Les travaux sur le déclin de la participation électorale, de la pratique d'activités communautaires et du bénévolat montrent que les jeunes se désengageraient des activités de la cité (Putnam, 2000; Blais *et al.*, 2002; Pammett et Leduc, 2003). Or, depuis quelques années, divers travaux montrent que la jeunesse est en ébullition, qu'elle participe et qu'elle s'engage, mais autrement. Les jeunes empruntent des voies distinctes et originales afin de prendre part au jeu et à la construction de la société. En effet, l'inventaire d'expériences québécoises montre que les jeunes participent à l'intérieur de groupes afin d'avoir une expérience de socialisation, d'influence ou de pouvoir sur les enjeux collectifs (Gauthier et Gravel, 2003).

Les mesures répertoriées au cours de la présente étude tentent d'intéresser les jeunes à l'implication dans la communauté et également à prendre des décisions pour leur collectivité. Par exemple, au Canada, aux États-Unis et ailleurs en Europe, on retrouve de nombreuses initiatives visant à susciter la participation électorale chez les jeunes. On retrouve des conseils consultatifs ou aviseurs dans la plupart des pays, États, provinces et même dans certaines villes qui visent à donner une voix à la jeunesse. Ces conseils sont un lieu d'apprentissage des grands enjeux touchant les différents milieux, mais peuvent aussi s'avérer un tremplin vers des formes de participation plus « achevées ». Aussi, des organismes se donnent la mission de susciter un éveil aux enjeux sociaux et politiques en faisant de l'éducation populaire.

Si ces mesures ont pour but de renforcer et de susciter la participation des jeunes aux affaires de la cité, elles ont aussi pour objectif de prévenir les risques associés à leur exclusion sociale qui se répercute souvent sur le plan économique. Ainsi en est-il des programmes qui visent à intégrer les jeunes dans la prévention du crime.

### **2.2 Présentation des mesures**

Chacune des mesures est mise en place de manière différente et ce, à plusieurs niveaux. Nous séparerons l'analyse des programmes favorisant la participation des jeunes en huit aspects en lien

avec les mesures favorisant cette participation. Nous parlerons de la participation sectorielle, bénévole, électorale, dans les conseils de jeunes, des jeunes « à risque », selon le sexe et l'origine culturelle, l'éducation à la citoyenneté. Nous parlerons également des campagnes de promotion pour favoriser la participation chez les jeunes aux élections, dans la communauté ou au sein d'organisations.

### **2.2.1 Participation sectorielle**

Une des façons de favoriser la participation chez les jeunes est de les intégrer dans le processus décisionnel ou au sein d'un comité conseil dans un secteur spécifique de l'action gouvernementale. La Table ronde de la jeunesse sur l'environnement (TRJE), rattachée au ministère de l'Environnement du gouvernement du Canada, est un forum non partisan et dynamique composé d'au plus 18 jeunes (dont jusqu'à cinq membres qui demeurent pour une deuxième année afin d'assurer la continuité) qui représentent la diversité canadienne en étant originaires des différentes provinces ou des territoires, par leur langue et leur culture respectives. Au cours d'un mandat d'un an, qui débute en septembre, le groupe se réunit jusqu'à trois fois pour se prononcer sur les programmes et les politiques du ministère de l'Environnement du Canada et pour donner des conseils sur les moyens de rendre ces programmes plus accessibles aux jeunes. Les membres de la TRJE suggèrent des façons de communiquer avec la jeunesse en général et formulent, à l'intention du Ministère, des recommandations sur les enjeux environnementaux qui préoccupent leurs pairs et eux-mêmes.

À l'étranger, l'Australie a constitué un conseil jeunesse dans le domaine des arts, le Australia Council Youth Panel. Il donne son avis au Conseil des arts de l'Australie, notamment sur les orientations que devrait prendre la politique culturelle nationale.

Les commissions sectorielles de jeunesse ont pour objectif d'amener les jeunes à se questionner sur des problématiques qui les touchent directement. Les récentes enquêtes concernant les formes de participation des jeunes (Gauthier, 2003) indiquent que les jeunes préfèrent s'inscrire dans des domaines d'action où il peuvent vraiment contribuer à faire « changer les choses » et participer à des enjeux qui les concernent. Pour ces raisons les conseils de jeunesse qui s'intéressent à un seul secteur de l'activité gouvernementale semblent davantage adaptés aux nouvelles formes de participation des jeunes. Par exemple, nous pourrions imaginer des conseils de l'environnement jeunesse, des conseils de jeunes agriculteurs, de jeunes entrepreneurs, de la relève artistique, etc.

Contrairement à certains conseils nationaux de jeunesse qui ne peuvent traiter de différents sujets que d'une manière générale, les commissions sectorielles ont l'avantage de s'attarder uniquement à un aspect de l'action gouvernementale qui concerne les jeunes. Ceux qui y siègent

sont souvent choisis pour leur expérience dans un secteur donné. Cette mesure a, par définition, l'inconvénient de s'adresser à un groupe restreint de la population jeune. Cependant, certains États (France, Catalogne) ont intégré des commissions sectorielles au sein même de leur conseil jeunesse national. L'autre façon serait d'implanter des commissions jeunesse dans certains ministères, comme le fait déjà le gouvernement fédéral.

### 2.2.2 Participation bénévole

L'engagement volontaire et bénévole envers sa communauté représente généralement le premier contact des jeunes avec le service civique. Il fait partie de l'étape de la socialisation des jeunes à la participation politique mais constitue aussi une des formes les plus nobles de participation sociale : l'aide gratuite à la communauté, aux autres.

Les programmes de bénévolat sont souvent plus développés dans les États anglo-saxons, comme les autres provinces canadiennes, les États-Unis et le Royaume-Uni, que dans les autres pays. La participation sociale est comprise différemment dans ces pays qu'ailleurs dans le monde. En France, par exemple, on comprend l'action collective comme une action citoyenne où chaque « citoyen » a une voix dans la cité, dans l'État. L'individu a alors un rôle dans l'action gouvernementale. Il apparaît, à la suite du recensement des différentes mesures, que les pays anglo-saxons parleront de *citizenship* mais davantage de *civic participation* qui implique que l'individu peut lui-même participer à la communauté sans, nécessairement, l'intermédiaire de l'État.

Le gouvernement français a développé, il y a quelques années, le projet Envie d'agir afin de favoriser la participation de jeunes à l'action politique. Envie d'agir a pour objectif d'encourager les jeunes de 11 à 28 ans à s'engager dans des actions qui ont un sens pour eux-mêmes et pour les autres. Il s'appuie sur de nombreuses initiatives engendrées par les associations, les établissements scolaires, les autres ministères... Dans le cadre de cette opération, des outils ont été mis à la disposition des jeunes pour les accompagner et les aider. Enviedagir.fr propose de l'information, des idées de projets sur toutes les questions qui concernent l'engagement des jeunes. Il met à la disposition des internautes de nombreuses ressources pour les aider à réaliser leurs projets. Envie d'agir envisage tous les secteurs qui relèvent de la vie en communauté comme autant de façons pour les jeunes de prendre leur place dans la société.

Le Community Development Alberta's Future Leaders Program est basé sur le développement des partenariats avec les communautés, les entreprises privées, les organismes à but non lucratif et les agences gouvernementales. Ces partenariats s'appuient sur la croyance que des activités bénévoles comme le sport, les loisirs, les arts et les aptitudes de leadership sont des moyens essentiels au développement des jeunes et qu'ils peuvent servir comme outils de prévention et

d'intervention dans chaque communauté. Aujourd'hui, le programme a été implanté dans 31 communautés en Alberta, dans 33 entreprises et dans 15 différentes agences de service à la jeunesse dans les communautés.

Dans l'État du Massachusetts aux États-Unis, le programme Grant Youth Council est un conseil de jeunes âgés de 12 à 17 ans qui se concentre sur la conservation et la protection de l'environnement fragile de Cape Cod. Le Grant Youth Council sensibilise les autres jeunes aux enjeux de l'environnement, il encourage l'octroi d'argent par voies philanthropiques ou gouvernementales et la participation des jeunes dans les enjeux environnementaux de Cape Cod. Cette mesure est un bon exemple d'initiative qui permet à la fois de favoriser la participation locale mais également la formation des jeunes à l'engagement et aux causes sociales comme l'environnement. Le BEAN (Boston's Environmental Ambassadors to the National Park Service) a un peu les mêmes objectifs et vise pour sa part la conservation et la valorisation du site des Harbor Islands. De même, la Student Conservation Association, encore aux États-Unis, permet à des jeunes des écoles secondaires et des collèges américains de s'impliquer dans la conservation des parcs nationaux et des terres publiques<sup>19</sup>.

Pour valoriser la participation des bénévoles, certains États priorisent l'octroi de prix. C'est le cas par exemple du Prix des jeunes bénévoles au Nouveau-Brunswick. Le Prix des jeunes bénévoles est décerné aux jeunes de 15 à 24 ans qui auront accumulé 100 heures de bénévolat. Dans le même sens, le Young Australian of the Year est remis aux jeunes Australiens qui par leur travail et leur dévouement ont contribué à augmenter le bien-être de tous les Australiens. Un volet régional du Young Australian of the Year a été développé et s'intitule The Regional Initiative Award<sup>20</sup>.

Une autre façon de favoriser l'implication bénévole des jeunes est de faire des campagnes de sensibilisation. Par exemple, la National Youth Week d'Australie est une initiative de tous les paliers de gouvernement (fédéral, provincial, territorial et local) qui organisent plusieurs activités favorisant l'implication bénévole des jeunes. En 2003, la National Youth Week a organisé plus de 2 000 activités sportives, culturelles et communautaires à travers l'Australie. Il s'y tient généralement une série de débats et de conférences, des expositions et des festivals<sup>21</sup>. Dans un même ordre d'idées, la National Youth Service Day aux États-Unis constituerait le plus grand événement de ce genre dans le monde. Des centaines d'activités sont organisées telles que le tutorat pour les jeunes enfants, l'enregistrement de nouveaux électeurs, l'éducation de leur communauté dans des domaines comme la bonne alimentation et la nutrition, la distribution de

---

<sup>19</sup> <http://www.thesca.org>.

<sup>20</sup> <http://www.dotars.gov.au/regional/yaya/index.htm>.

<sup>21</sup> <http://www.youthweek.com>.

matériel permettant la prévention du sida et de maladies transmises sexuellement (MTS) et bien d'autres. La journée nationale du bénévolat jeunesse aux États-Unis invite les jeunes à s'engager socialement et éduque la population, les médias et les personnes élues sur le rôle des jeunes comme leaders de leur communauté.

D'autres mesures utilisent le bénévolat pour s'attaquer à certains problèmes liés à la jeunesse. Le programme SOVA a pour but de favoriser l'implication des communautés dans la diminution de la criminalité juvénile, la réhabilitation des jeunes contrevenants et la sécurité locale. Le programme est présent partout au Royaume-Uni et vise les jeunes décrocheurs, les jeunes avec des problèmes d'apprentissage et les contrevenants en réhabilitation. Il utilise le mentorat et le jumelage avec d'autres jeunes pour lutter contre ces problèmes. Au Canada, certains programmes de jumelage ont également été mis en place. C'est le cas du programme Youth Taking Action de Colombie-Britannique. Ce groupe de travail, animé par des jeunes, aide les étudiants à faire des présentations qui mettent l'accent sur la prévention de l'intimidation, le harcèlement et la violence. Ces étudiants vont ensuite présenter le tout dans les écoles secondaires et primaires de leur milieu.

Le bénévolat jeunesse peut par ailleurs se structurer à travers des projets de coopération à l'étranger. Le Québec connaît bien ce type de mesures à travers Les chantiers jeunesse. Nous avons recensé une série de mesures similaires notamment en France avec le programme volontariat civil à l'étranger, au Vermont avec le projet Volunteers for peace<sup>22</sup> ou en Espagne avec le programme Servicio voluntario internacional<sup>23</sup>.

### 2.2.3 Participation électorale

Le faible taux de participation électorale des jeunes est un phénomène commun à plusieurs pays occidentaux. C'est pourquoi certains États ont choisi de mettre l'accent sur cette forme de participation citoyenne. De toutes les campagnes visant à encourager les jeunes à aller voter, la plus spectaculaire est sans doute la campagne « Rock the Vote » lors des élections présidentielles américaines de 1992. Rock the Vote avait utilisé des vedettes de la pop-rock américaine comme porte-parole et a bénéficié de l'appui médiatique du réseau de télévision MTV afin de rejoindre les jeunes. Lors de la dernière campagne électorale fédérale de 2004, une campagne similaire s'est mise en place au Canada anglais, nommée Rush the vote<sup>24</sup>. On a ainsi misé sur des vedettes pop-rock comme les Barenaked Ladies ou Ryan Malcolm, gagnant de Canadian Idol 2003, pour tenter d'inciter les jeunes à aller voter. Les campagnes du type Rock the vote<sup>25</sup> semblent avoir eu

<sup>22</sup> <http://www.vfp.org>.

<sup>23</sup> <http://www.mtas.es/injuve>.

<sup>24</sup> <http://www.rushthevote.ca>.

<sup>25</sup> <http://www.rockthevote.com>.

peu d'impacts sur le taux de participation des jeunes en Amérique du Nord, mais semblent avoir eu un impact significatif aux élections législatives de Slovaquie : « Rock the vote a été extrêmement efficace pour inciter les électeurs novices et les jeunes de moins de 24 ans à voter » (Machacek dans Kovatcheva, 2004 : 7).

D'autres campagnes mettent moins l'accent sur l'aspect « cool » du vote, privilégiant la sensibilisation des jeunes à l'inscription sur les listes électorales, et forcent ainsi les candidats politiques à discuter des enjeux jeunesse. C'est le cas par exemple de Youth Vote aux États-Unis<sup>26</sup> ou de Votes are power au Royaume-Uni<sup>27</sup>.

D'autres campagnes existent dans le but d'abaisser l'âge du vote à 16 ans. Une des mieux structurées est celle du Royaume-Uni, Votes at 16 (Royaume-Uni)<sup>28</sup>.

## **2.2.4 Conseils de jeunesse**

L'intégration des jeunes au processus décisionnel passe souvent par leur intégration au sein de conseils de jeunesse. Ces conseils donnent une voie d'action aux jeunes à différents niveaux : municipal, local, régional et même international.

### **2.2.4.1 Conseils jeunesse nationaux**

Les pays qui considèrent les jeunes comme une ressource et non comme un problème à encadrer partagent l'idéal de faire des politiques de jeunesse avec et pour les jeunes (Boilat, 2004). Ils utilisent souvent les commissions consultatives ou les conseils de jeunesse afin d'assurer une courroie de transmission entre les jeunes et l'État. Ces derniers possèdent une longue tradition de conseils de jeunesse. C'est le cas de l'Allemagne, où le Conseil fédéral de la jeunesse allemande a été fondé en 1949, ou de l'Irlande, où le National Youth Council a été fondé en 1967. Ces conseils peuvent prendre deux grandes formes. Le modèle classique de conseil de jeunesse, que l'on peut qualifier de « modèle européen », tente de réunir autour d'une même table l'ensemble des organismes de jeunes du pays ou de la nation. Ces organismes représentent l'ensemble des forces politiques de la jeunesse du pays. Ces conseils ressemblent ni plus ni moins à une assemblée générale des jeunes. Certains peuvent réunir jusqu'à 200 membres, comme le Conseil national des jeunes de France, ou 80 organismes membres, comme en Catalogne. Ils se réunissent de une à quatre fois par année et délèguent à un conseil exécutif élu les mandats dictés par l'assemblée des membres ou à des commissions ou groupes de travail, certains dossiers prioritaires pour la jeunesse. Le statut des membres peut varier d'un conseil à un autre : le

---

<sup>26</sup> <http://www.youthvote.org>.

<sup>27</sup> <http://www.votesarepower.com>.

<sup>28</sup> <http://www.votesat16.org.uk>.

Conseil fédéral de la jeunesse allemande par exemple compte trois types de membres : les membres « en règle », les adhérents et les observateurs. Il est à noter que le modèle européen est adopté en Amérique latine, en Afrique et en Asie.

Le grand avantage de ce type de conseil consiste en la légitimité de ses actions et en la mobilisation d'une grande partie des organismes jeunesse du pays ou de l'État. Toutefois, une étude européenne sur les politiques de jeunesse dans l'Union européenne critique sévèrement le modèle classique de conseil de jeunesse (Schizeretto et Gasparoni, 2001). Ces conseils représenteraient uniquement une partie de la population jeune, voire les classes sociales les plus favorisées de la société, et excluraient les jeunes issus de familles à faible revenu et la jeunesse dite « en danger » d'exclusion sociale. Aussi, les conseils seraient devenus des assemblées « d'utilisateurs de services » plutôt que de militants membres. Cette situation serait due au fait que les jeunes défendent davantage les intérêts de l'organisation qu'ils représentent que les valeurs propres aux jeunes.

Un autre type de commission consiste en un conseil nommé par le gouvernement, le ministre en charge des dossiers jeunesse ou encore le chef de l'État. Les candidats sont généralement choisis en fonction de la diversité culturelle, sexuelle et régionale de la population. On pourrait reprocher cependant aux conseils nommés leur rapprochement souvent trop étroit avec l'autorité gouvernementale et leur manque de légitimité à l'égard des milieux de jeunes. Ce type de conseil a peu tendance à mobiliser ces autres milieux. Les gouvernements trouvent un avantage évident à prioriser ce type de conseil puisqu'ils peuvent, sans soumettre leurs mesures à « l'assemblée » des organismes de jeunes, proposer des mesures à quelques représentants de la jeunesse sélectionnés au préalable. Ce modèle est adopté notamment dans certaines provinces canadiennes, dans quelques États américains, en Norvège et en Australie.

À partir des critiques faites aux différents types de conseils de jeunesse existants, il semblerait qu'un bon compromis serait de combiner à la fois le degré de légitimité propre au modèle européen et le degré d'efficacité du modèle de conseil nommé. Ainsi, un conseil élu par l'assemblée des organismes jeunesse et intégrant les groupes de jeunes au sein de groupes de travail et de commissions pourrait s'avérer le modèle idéal.

Tableau comparatif de conseils nationaux de jeunesse

	Âge des membres	Durée du mandat	Type de sélection	Nombre de membres
California State Youth Council (États-Unis)	Non spécifié	1 an	Élus parmi les 5 grandes associations de jeunes en Californie	variable
Tennessee Youth Council (États-Unis)	15-24 ans	Variable	nd <sup>29</sup>	nd
Australian National Youth Roundtable (Australie)	15 à 24 ans	1 an	Nommés par le gouvernement	50
British Youth Council (Royaume-Uni)	Moins de 26 ans	nd	Représentants d'organismes	Nombre variable
Youth Council for Northern Ireland (Royaume-Uni)	4-25 ans	nd	Nommés par le ministre de l'Éducation	15
Scottish Youth Parliament (Royaume-Uni)	14-25 ans	Élections nationales (variable)	Membres élus	+/- 200
National Youth Council of Ireland (Irlande)	Moins de 25 ans	Variable	3 représentants par organisation	43 organisations de jeunes sont membres et 10 ont le statut d'observateur
Conseil national de la jeunesse (France)	16-28 ans	Variable	Membres élus	Une centaine de jeunes représentants d'associations nationales de jeunesse, de mouvements politiques et syndicaux, d'associations locales de jeunesse et de conseils départementaux de la jeunesse nationale.
Conseil de la jeunesse de l'Espagne (Espagne)	Non spécifié	Variable	Membres élus par l'Assemblée des membres	76 organisations de jeunes
Consell Nacional de la Joventut de Catalunya (Espagne)	Non spécifié	Variable	Membres élus par l'Assemblée des membres	79 organisations de jeunes (trois statuts différents : de plein droit, adhérent et collaborateur)
Conseil fédéral de la jeunesse allemande	Non spécifié	Variable	L'exécutif est élu parmi les membres	23 associations de jeunesse, 16 conseils de jeunesse des Länder et 6 membres associés

<sup>29</sup> Nd signifie non disponible.

Au Canada, six provinces ont adopté des conseils provinciaux de jeunes. Le Québec se distingue quant à la durée du mandat de son conseil nommé (3 ans) et la stabilité de son exécutif (le président et le vice-président ont le statut de cadre de la fonction publique). Les âges des membres varient entre 15-25 et 15-30 ans. À noter que le conseil terre-neuvien compte des adultes parmi ses membres.

**Tableau comparatif des différents conseils provinciaux de jeunesse au Canada**

	<b>Âge des membres</b>	<b>Durée du mandat</b>	<b>Type de sélection</b>	<b>Nombre de membres</b>
Conseil permanent de la jeunesse (Québec)	15-30 ans	3 ans	Représentants d'organismes + les membres sortants + nommés par le premier ministre	15
Conseil consultatif sur la jeunesse (Manitoba)	15-24 ans	1 à 2 ans	Nommés par le gouvernement	15
Newfoundland & Labrador Youth Advisory Committee (Terre-Neuve)	15-29 ans	2 à 3 ans	Nommés par le ministre de la jeunesse	15 + 4 adultes
Youth Advisory Council (Nouvelle-Écosse)	15-24 ans	Deux ans	Nommés par le directeur du secrétariat à la jeunesse	12-15
Conseil consultatif du Nouveau-Brunswick (NB)	15 à 25 ans	Le président est nommé pour un mandat de trois ans et les membres pour un mandat de deux ans	Nommés par le premier ministre	13
Provincial Youth advisory Committee (Saskatchewan)	14-29 ans	2 ans (maximum)	Nommés par le gouvernement	18
Île-du-Prince-Édouard	15-29 ans	nd	Nomination de postes exécutifs + représentants géographiques + 1 représentant francophone + 1 Autochtone	19

#### **2.2.4.2 Conseils régionaux de jeunesse**

Le contexte de mondialisation, où la pensée globale se reflète souvent par des actions locales et la transformation des démocraties modernes vers le concept de démocratie directe, laisse comprendre que les conseils régionaux, municipaux et locaux de jeunes prendront beaucoup d'ampleur pendant les prochaines années en Occident. Ces forums locaux sont particulièrement développés en Europe. Nous avons choisi d'explorer les modèles français et britanniques.

Le conseil jeunesse national du Royaume-Uni, le British Youth Council (BYC), compte un réseau de 500 conseils de jeunesse locaux, municipaux et régionaux. Le BYC fait la promotion des conseils locaux de jeunes en plus de les soutenir. Selon ces modèles, ces conseils sont la meilleure façon de rassembler et de discuter entre jeunes des enjeux locaux et de leur importance pour eux. Le BYC donne de la formation et un appui technique en vue de faciliter la mise en place de forums locaux par le biais d'un congrès national et par des publications.

En France, les conseils de jeunes sont souvent créés à l'initiative d'élus municipaux, mais aussi, dans de nombreux cas, sous l'impulsion d'associations. Les Conseils locaux de la jeunesse (CLJ) apportent des idées et réalisent des actions pour améliorer la vie de chacun sur un territoire donné (quartier, ville, agglomération, etc.), c'est-à-dire non seulement la vie des jeunes mais aussi celle de l'ensemble des habitants. Les modalités de désignation des membres d'un CLJ sont variées et à la discrétion de la structure qui le crée et le fait vivre.

Dans chaque département, on institue un Conseil départemental de la jeunesse (CDJ) placé sous la présidence du préfet. Les CDJ sont composés de membres âgés de 16 à 26 ans, issus des conseils locaux de jeunes ou d'associations locales ou départementales, nommés pour deux ans par le préfet sur proposition des conseils locaux et des associations concernées. Souvent, un représentant du Conseil académique de la vie lycéenne (CAVL) siège au CDJ.

L'animation et le secrétariat des CDJ sont assurés par les Directions départementales de la jeunesse et des sports (DDJS) et les Directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports (DRDJS).

Les CDJ comportent tous diverses commissions de réflexion, qu'ils déterminent eux-mêmes avec l'accord du préfet ou de son représentant (qui préside). Ils émettent des avis et des propositions sur les sujets qui intéressent les jeunes de leur département. Ils se prononcent également sur les questions que leur soumettent les préfets. Ils contribuent ainsi, de fait, à l'élaboration du projet territorial de l'État dans chaque département. Ils rencontrent, pour mener à bien leurs missions, tout acteur institutionnel (le plus souvent des responsables de services dépendant du préfet: services de police, services du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, services des affaires sanitaires et sociales, services de la protection judiciaire de la jeunesse, mission sécurité

routière, délégation aux droits des femmes, mission ville, etc). Un représentant de chaque conseil départemental participe aux travaux du conseil national de la jeunesse.

Les activités des conseils départementaux sont très variées mais présentent un certain nombre de constantes. Ainsi, l'analyse des sujets abordés par les conseils dans les différents départements fait apparaître des thèmes communs: citoyenneté, discrimination, santé, solidarité, action internationale, sécurité routière, développement durable. Ces thèmes sont l'occasion d'organiser de nombreuses manifestations permettant d'améliorer la reconnaissance mutuelle entre les jeunes et les interlocuteurs locaux (élus, personnel de services municipaux et des administrations déconcentrées).

Les conseils départementaux sont représentés dans diverses instances. Leur participation est active au sein de la commission d'accès à la citoyenneté (CODAC) et du comité départemental de la sécurité routière (CDSR). Ils sont souvent membres des conseils d'administration des centres régionaux ou départementaux d'information jeunesse (CRIJ et CIJ), ainsi que des commissions d'agrément des associations d'éducation populaire et de jeunesse. Les CDJ s'attachent à animer un réseau départemental ou régional de l'ensemble des conseils de jeunes d'un même territoire, quel que soit l'échelon où ils agissent. Des coordinations régionales de conseils départementaux ont été mises en place dans deux régions (Nord Pas-de-Calais et Lorraine), et des représentants des jeunes y sont membres du conseil économique et social régional (CESR). Les CDJ prennent une part active dans la promotion et la gestion de dispositifs majeurs du ministère en faveur de l'initiative et de l'engagement des jeunes.

Les CDJ ont par ailleurs pris une part active au grand débat national sur l'avenir de l'école, en réponse au souhait du premier ministre de voir la jeunesse y être étroitement associée.

#### **2.2.4.3 Forums transnationaux de jeunesse**

Plusieurs organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation des États Américains (OEA) et la Banque mondiale possèdent des organes de dialogue avec les jeunes. La présence de plus en plus visible de jeunes altermondialistes au sein de ces organisations pourrait-elle expliquer cette volonté nouvelle d'intégrer des jeunes à leur structure ? D'autres forums se sont créés à l'initiative des jeunes et s'intéressent aux enjeux transnationaux. Ces forums constituent souvent des associations de conseils nationaux (voir tableau ci-bas).

Forum européen de la jeunesse (Europe)	Le Forum européen de la jeunesse compte 93 organisations membres qui sont soit des conseils nationaux de jeunesse, soit des organisations internationales non-gouvernementales de jeunesse.
Caribbean Federation of Youth	La Caribbean Federation of Youth est ouverte à toutes les organisations jeunesse nationales des Caraïbes qui font la promotion des objectifs de l'organisation. Les membres actuels sont : Anguilla National Youth Council, Barbados Youth Council, National Youth Council of Dominica, Grenada National Youth Council, Montserrat National Youth Council, Nevis Youth Council, Saba Youth Council, St. Kitts Youth Council, St. Lucia National Youth Council, St. Marteen Youth Council Association, National Youth Council of St. Vincent and the Grenadines, National Youth Council of Tobago.
Foro latinoamericano de la Juventud	Le FLAJ est l'instance non-gouvernementale la plus représentative des mouvements et des organisations de jeunesse de la région. Dans ses documents officiels elle se présente comme « le coordonnateur continental des organisations de jeunesse non gouvernementales, organisées autour de plateformes nationales et des organisations internationales qui travaillent sur le continent ».
Pacific youth council	Le (PYC) est une organisation bénévole régionale des organisations territoriales et nationales de jeunesse.

Des événements internationaux comme le Festival mondial de la jeunesse ou la Journée internationale de la jeunesse chapeautée par l'ONU permettent à la jeunesse engagée du monde de se réunir.

Des organisations non-gouvernementales (ONG) participent elles aussi au rassemblement de jeunes engagés socialement. Par exemple l'ONG Oxfam chapeaute chaque année l'Oxfam International Youth Parliament<sup>30</sup>.

#### 2.2.4.4 Conseils municipaux de jeunesse

Certaines villes sont très dynamiques à l'égard des jeunes et possèdent de véritables politiques jeunesse qui traitent de l'insertion professionnelle, de la participation politique et de l'ouverture sur le monde. C'est le cas de villes comme Toronto, New York, Paris et Helsinki.

À New York, le Department of Youth and Community Development coordonne plusieurs objectifs concernant la jeunesse : il développe, coordonne et implante des programmes et des activités pour les jeunes ; il a pour mission de répondre aux besoins et aux priorités de ceux-ci, il en supervise tous les programmes d'emploi ; il fait la promotion de l'offre publique destinée à la jeunesse et des ressources disponibles pour les jeunes et leurs communautés ; il finance les organisations qui offrent des programmes et des services qui soutiennent les jeunes et le développement des communautés. Il s'associe avec les groupes de jeunes.

<sup>30</sup> <http://www.iyp.oxfam.org>.

La Ville de Paris a mis sur pied le Conseil parisien de la jeunesse qui permet aux jeunes de 13 à 25 ans de discuter des sujets qui les touchent au sein de la cité, et de donner leur avis. Le Conseil parisien de la jeunesse comporte neuf commissions : santé, sports et culture, discrimination, communication, urbanisme, internationale, en plus de la commission permanente, de la plénière et de la presse. Les commissions sont généralement formées d'élus, de membres du Conseil parisien de la jeunesse et de membres d'associations de jeunes.

Les municipalités semblent jouer un rôle important dans la répartition des services à la jeunesse en Finlande. Le Département de la jeunesse de la ville d'Helsinki est un des plus importants pourvoyeurs de services auprès des jeunes en Finlande. Pour cette unité, l'action en faveur des jeunes consiste à promouvoir la citoyenneté dans ses dimensions politique, sociale, économique et culturelle. Des programmes visent également l'acquisition de compétences chez les jeunes. Il existe aussi des programmes spéciaux pour l'intervention auprès des « jeunes en danger » (Conseil de l'Europe-3, 1999 : 103)<sup>31</sup>.

Au Canada, la Ville de Toronto a constitué une structure importante pour répondre aux besoins des jeunes. Elle s'est dotée notamment d'un outil de recherche Internet fort pertinent pour répertorier les services aux jeunes, il s'agit de 211toronto.ca. Aussi, le Toronto Youth Cabinet représente un des conseils de jeunes à l'échelle municipale les mieux implantés et structurés au Canada. Le Toronto Youth Cabinet (TYC) est un organisme formé de bénévoles qui possède une voix officielle à l'Hôtel de ville de Toronto. Le TYC conseille les élus municipaux sur différents sujets concernant les services et les programmes fournis aux jeunes. Aussi, le TYC fait la promotion de la participation citoyenne. Tous les membres de TYC sont âgés entre 13 et 24 ans.

### **2.2.5 Participation selon l'origine culturelle**

Il est également fréquent de former des conseils de jeunesse afin de réunir des communautés culturelles pour échanger entre jeunes ou pour valoriser le rôle qu'ils jouent dans la société. C'est le cas du Keewatin Winnipeg Youth Initiative<sup>32</sup> (Manitoba) ou du National Indigenous Youth Leadership Group en Australie. Ce groupe implique 16 jeunes autochtones australiens âgés de 15 à 24 ans qui se rencontrent dans un environnement de discussion qui se veut ouvert et honnête sur des enjeux qui les préoccupent.

Au Royaume-Uni le National Black Youth Forum est un réseau national d'enfants et de jeunes d'origine asiatique, africaine et caribéenne. Il réunit des jeunes de 12 à 25 ans et l'organisation est dirigée et gérée par ces mêmes jeunes. Le but de l'organisation est d'informer les jeunes

<sup>31</sup> <http://nuoriso.hel.fi/eng/youthDepartment>.

<sup>32</sup> <http://www.manitobachiefs.com/kwyi>.

Noirs sur leurs droits, comment les faire respecter et de quelle façon les protéger. Ils ont rédigé une Charte des jeunes Noirs dans laquelle pas moins de 200 groupes de jeunes Noirs ont contribué à travers le Royaume-Uni.

Ce type de conseil a l'avantage de permettre à des communautés de se réunir. Toutefois, il peut être hasardeux de segmenter la participation des jeunes selon leur origine ethnique. Plutôt qu'intégrer ces jeunes, il est possible d'obtenir le résultat contraire, soit de les marginaliser.

### 2.3 Synthèse

Ce chapitre portant sur la participation civique des jeunes a tenté de décrire la diversité des manières d'agir afin de favoriser la participation des jeunes. Cette description détaillée voulait offrir un éventail de mesures inspirantes pour le contexte québécois. La brève analyse qui suit suggère cependant quelques initiatives qui pourraient correspondre au contexte québécois.

Des études pilotées par l'OJS ont démontré que les jeunes désiraient s'impliquer d'abord pour changer les choses dans leur environnement immédiat (Gauthier, Gravel et Brouillette, 2004). Or, certains pays ont développé des politiques jeunesse où les localités et les régions jouaient un rôle majeur. En ce sens, le rôle des forums jeunesse régionaux correspond en partie aux résultats de ces études, ce qui n'empêcherait pas l'évaluation de leur expérience bien qu'elle soit récente. Il existe déjà des conseils jeunesse à l'échelle municipale, mais ils sont encore peu nombreux.

À l'échelle nationale, certaines expériences favorisent l'implication des jeunes par secteurs de l'activité gouvernementale. Pour prendre l'exemple québécois, des commissions sectorielles pourraient ainsi être intégrées au sein du Conseil permanent de la jeunesse ou au sein de certains ministères.

Les États-Unis, certains pays d'Europe et l'Australie offrent énormément de programmes qui favorisent l'implication bénévole des jeunes au service de leur collectivité. Aussi, en s'appuyant sur des données empiriques (Gauthier et Gravel, 2003 : 93-95), l'observation montre que la socialisation à la participation civique pendant le jeune âge est déterminante dans la participation civique future des jeunes. Tout effort de stimulation en ce sens, que ce soit à travers l'école, les mouvements de jeunes et même une semaine du bénévolat comme il en existe ailleurs, contribue à développer chez les jeunes le sens du service à la collectivité.

D'autres études menées par l'Observatoire Jeunes et Société démontrent que les jeunes sont des plus mobiles et qu'il est plus difficile de les rejoindre afin qu'ils s'inscrivent sur les listes électorales (Gauthier et Gravel, 2004 ; Gauthier *et al.*, 2001). En s'inspirant de diverses

initiatives au Canada et aux États-Unis, le Québec pourrait favoriser l'inscription des jeunes sur les listes électorales en faisant des campagnes adaptées aux jeunes à l'approche des élections.



### **3. OUVERTURE SUR LE MONDE**

#### **3.1 Présentation**

Les gouvernements occidentaux ont tendance à établir des mesures qui visent à susciter chez les jeunes une ouverture sur le monde. Le nombre de mesures en ce sens s'est accru à la suite du choc post-deuxième guerre mondiale et de l'expansion de l'État-providence. Son développement s'est accéléré depuis la fin de la guerre froide et l'ère actuelle de mondialisation. La plupart des États désirent mettre en place ce genre de programmes pour plusieurs raisons.

L'ouverture des jeunes sur le monde leur permet de lutter contre la xénophobie et le racisme. L'importance des programmes d'ouverture sur le monde des jeunes en Allemagne après la grande guerre avait pour but de construire la nouvelle Allemagne sur des valeurs d'ouverture, ce qui tranchait avec les valeurs de fermeture des régimes fascistes. Aussi, des raisons économiques comme l'adaptation des jeunes aux nouvelles réalités du marché mondial encouragent l'élaboration de telles mesures. Les États sont de plus en plus à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée et appelée à interagir avec plusieurs cultures et plusieurs marchés. L'apprentissage des langues étrangères devient alors une nécessité nationale notamment pour des pays comme la Chine, les pays scandinaves ou ceux de l'Est de l'Europe. Cet apprentissage se fait souvent au contact d'autres cultures ou par le biais de séjours linguistiques. Chez les États qui perçoivent les jeunes comme une ressource, l'ouverture aux réalités internationales fait partie intégrante des programmes de formation. L'adage « les voyages forment la jeunesse » prend alors tout son sens. Les jeunes lors de mission à l'étranger apprennent rapidement et concrètement des notions parfois abstraites apprises en classe telles que les injustices liées à la pauvreté du tiers-monde, à la guerre, aux grandes épidémies, à la diversité culturelle, etc. Aussi, il est reconnu que travailler ou étudier à l'étranger est gage d'une formation de qualité et favorise la mise en place d'initiatives novatrices au niveau local au retour.

Par ailleurs, certains programmes permettent aux États de faire la promotion de leur culture et d'en assurer le rayonnement à travers le monde. Cette promotion de la culture se fait par le biais de bourses d'étude comme celles de la fondation américaine Rockefeller ou par les agences culturelles ayant des antennes un peu partout dans le monde : c'est le cas de la France avec l'Alliance française, de l'Allemagne avec le Goethe Institut ou de l'Espagne avec l'Institut Cervantes. Certains programmes ont par ailleurs pour objectif d'assurer la construction d'une identité nationale. Les nombreux programmes européens de mobilité qui visent les jeunes ont pour but de construire à l'échelle de l'Europe, un sentiment d'appartenance et une citoyenneté communs à tous. Plus encore, les États entre eux peuvent vouloir créer des relations privilégiées

de coopération à long terme. Une des façons d'arriver à cet objectif est de former des programmes de jeunesse bilatéraux. C'est le cas de l'Agence franco-québécoise pour la jeunesse et de l'Agence franco-allemande pour la jeunesse, par exemple.

Les programmes et les mesures de promotion de l'ouverture des jeunes sur le monde sont assurés par plusieurs acteurs. D'abord, les organismes multilatéraux comme les Nations Unies, l'Union européenne et les organismes émanant de la francophonie coordonnent plusieurs programmes comme les conseils mondiaux de jeunesse, les programmes de mobilité étudiante ou de participation à des conférences internationales, etc.

Les institutions d'enseignement sont des acteurs très importants de l'ouverture des jeunes sur le monde par le transfert de connaissances à ces derniers dans leur enseignement, mais surtout par le biais des programmes de mobilité étudiante. Cette activité est si importante que certains la considèrent comme une activité commerciale (voir annexe 5). Aussi, les mouvements religieux de jeunes ont un rôle important dans ce domaine. Chez les catholiques on n'a qu'à penser aux Journées mondiales de la jeunesse ou aux différents mouvements d'Action catholique, précurseurs des groupes jeunesse actuels au Québec (Bienvenue, 2003 ; Piché, 2003) comme le mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC). De plus, certaines organisations non gouvernementales (ONG) comme Oxfam, le mouvement scout, Greenpeace, Amnistie internationale et autres comprennent des sections en mesure de mobiliser les jeunes autour d'enjeux internationaux. Ces mouvements sont présents notamment aux grands rassemblements mondiaux de l'altermondialisme comme le Forum social mondial. Évidemment, les États fédérés comme les provinces, les États américains, les cantons suisses, les communautés belges, les régions espagnoles ou les Länder allemands ont également un rôle à jouer dans l'élaboration de mesures visant l'ouverture sur le monde des jeunes.

Nous nous attarderons à ce type d'acteur. Nous avons porté également une attention spéciale aux gouvernements locaux comme les régions ou les villes qui peuvent avoir plusieurs raisons de développer l'ouverture à la dimension internationale chez les jeunes citoyens.

### **3.2 Présentation des mesures**

Les mesures ayant trait à l'ouverture sur le monde des jeunes peuvent se diviser en deux grandes catégories. La majeure partie des mesures concernant l'ouverture sur le monde est celle des programmes visant la mobilité des jeunes. Au sein de cette catégorie, on retrouve des programmes visant des clientèles particulières — c'est le cas des mesures promouvant la mobilité des étudiants et de celles permettant aux jeunes une insertion professionnelle —, et d'autres visant l'échange de jeunes entre les pays du Nord et du Sud. L'autre catégorie de

mesures traitent de l'ouverture sur le monde par le biais de programmes de formation aux enjeux mondiaux.

### **3.2.1 Mobilité des jeunes**

Certains gouvernements ont élaboré des politiques de jeunesse abordant dans tous ses aspects la mobilité internationale des jeunes, peu importe qu'ils aient le statut d'étudiant, de travailleur ou de personne en recherche d'emploi.

Par exemple, le Fonds de solidarité pour la mobilité des jeunes du Conseil de l'Europe et de l'Union internationale des chemins de fer permet à tous les jeunes de faire appel à une aide financière dans le but de participer à un rassemblement international à caractère éducatif. Trois groupes distincts sont éligibles pour cette aide financière : les jeunes n'ayant pas terminé leur scolarité et confrontés à des problèmes d'argent, les jeunes vivant dans une région touchée par un taux de chômage élevé et en proie à des problèmes économiques et les jeunes apprentis en route vers un projet de formation en Europe.

D'autres gouvernements ont structuré leurs programmes jeunesse de mobilité internationale en une véritable agence nationale. C'est le cas de la Communauté française de Belgique. En 1984, on a fondé l'Agence Québec Wallonie Bruxelles (AQWBJ) pour la jeunesse en s'inspirant du modèle de l'Office franco-québécois pour la jeunesse et de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. C'est l'AQWBJ qui servira de modèle pour créer, plus tard, une autre agence de mobilité internationale pour la jeunesse pour gérer les programmes mis en place par l'Union européenne. C'est alors que germa l'idée de constituer une seule agence de mobilité pour la jeunesse au sein de la Communauté française de Belgique. C'est ainsi qu'en 1995, pour répondre à la diversification de l'offre de services internationaux destinés à la jeunesse, la Communauté française de Belgique (CFB) crée le Bureau international jeunesse (BIJ). La CFB se voyait également confrontée à d'autres objectifs tels que favoriser l'apprentissage des langues étrangères grâce aux échanges de jeunes, contribuer à une coopération renforcée en Europe et favoriser les échanges Nord-Sud (BIJ, 2000 : 6). L'intégration des échanges bilatéraux avec le Québec a suscité certaines critiques, particulièrement du côté québécois. Ceux-ci souhaitent conserver une identité et une spécificité plus forte à l'AQWBJ qu'à la Communauté française de Belgique (CFB). À cette critique, les belges francophones répliquent que l'AQWBJ permet aux jeunes québécois de s'intégrer à des échanges plus larges et de nouer des contacts avec des Européens et des Africains.

C'est donc dans un souci de répondre au contexte international qu'on a offert plusieurs destinations aux jeunes de la Communauté française de Belgique. Par ailleurs, cela a permis d'en

renforcer la portée vis-à-vis des jeunes qui peuvent identifier un seul interlocuteur en matière d'échanges internationaux et de formation à l'étranger.

Aussi, il serait important de mentionner que plusieurs sites Internet et publications sont disponibles dans les pays à l'étude afin d'aider les jeunes à travailler, à étudier, à voyager et à demeurer à l'étranger. Nous suggérons la consultation du site britannique Pay away comme exemple de site d'information de ce genre<sup>33</sup>.

L'Union européenne, pour sa part, via son programme européen jeunesse (PEJ) qui vise les jeunes âgés de 15 à 25 ans a pour objectif de favoriser les échanges et les rencontres au sein de la communauté européenne et des pays participants. Plusieurs stratégies sont mises en place dans le cadre de ce programme, notamment les Échanges de jeunes, qui permettent le financement de rencontres entre jeunes à travers l'Europe, et le Service volontaire européen, qui permet l'envoi et l'accueil de jeunes volontaires en Europe et dans les pays tiers et soutient les projets de jeunes collectifs ou individuels. Des actions permettent aussi de créer des passerelles entre le programme Jeunesse (éducation non formelle) et les autres programmes européens « Socrates » (éducation) et « Leonardo Da Vinci » (formation professionnelle). L'encadrement de ces activités fait l'objet d'une attention particulière grâce à la mise en place de mesures de soutien. Ce vaste programme a été lancé au printemps 2000 et est cofinancé par la Commission européenne et les États membres pour un budget total de 520 millions d'euros sur sept ans. Le PEJ concerne 30 pays européens et quelques pays tiers<sup>34</sup>.

Les programmes qui favorisent la mobilité des étudiants à l'international sont très nombreux. Le mandat confié ne traitait pas du secteur éducationnel, c'est pourquoi nous livrons ici les descriptions de quelques exemples de mesures favorisant la mobilité des étudiants.

La France a mis en place près de 2 000 bourses mobilité pour favoriser le développement des opportunités de mobilité, en France, en Europe et à l'étranger, afin que les étudiants puissent effectuer une partie de leur formation dans d'autres villes.

Le gouvernement fédéral australien a pour sa part institué, en 2001, une bourse d'études ayant pour objectif d'encourager les étudiants de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> cycle ayant une certaine expérience dans le domaine de l'administration des affaires et possédant des notions minimales en mandarin de développer une carrière dans le secteur des relations commerciales entre la Chine et l'Australie.

---

<sup>33</sup> <http://www.payaway.co.uk>.

<sup>34</sup> [http://www.injep.fr/prog/pme\\_esse.html](http://www.injep.fr/prog/pme_esse.html).

Pour en savoir davantage à propos du financement des stages de travail, voir le Young Business Scholars in China Program<sup>35</sup>.

### **3.2.2 Échanges Nord-Sud**

Les stages de coopération internationale prennent différentes formes, dépendamment des politiques étrangères de chaque pays. Certains aspects des mesures concernant les échanges entre le Nord et le Sud ont été traités précédemment. Voici cependant deux exemples de mesures intéressantes qui traitent directement de l'aide humanitaire jeunesse.

Aux États-Unis, l'organisme Peace Corps, initié par John F. Kennedy lorsqu'il était sénateur du Michigan, a pour but d'aider des gens à l'étranger dans le besoin et de créer un dialogue menant à une meilleure compréhension entre les citoyens américains et le reste du monde. Les actions du Peace Corps sont variées, allant de l'éducation et du développement des communautés au développement des affaires et à l'environnement en passant par l'agriculture.

En Australie, le ministre des Affaires étrangères a créé le programme Australian Ambassadors for Development qui permet à des jeunes Australiens de faire de courts stages humanitaires de 3 à 12 mois dans la région Asie-Pacifique<sup>36</sup>.

### **3.2.3 Éducation à la citoyenneté mondiale**

Une autre façon de donner aux jeunes une ouverture sur le monde est de faire avec eux de la formation à l'intérieur du cadre de l'école, mais également à l'extérieur des murs.

Le programme australien Youth Challenge offre aux professeurs une formation dans le domaine des droits humains. Toujours en Australie, Future Leaders décerne un prix à un jeune ayant démontré du leadership dans les domaines concernant l'environnement<sup>37</sup>.

Au Royaume-Uni, le British Trust for Conservation Volunteers (BTCV) offre une série de programmes destinés aux jeunes âgés de 16 à 25 ans<sup>38</sup>. De même, le Council for Environmental Education est un organisme bien structuré qui fait de la sensibilisation auprès de jeunes de tous âges sur les questions liées à l'environnement<sup>39</sup>. Le Regional Environmental Education Forum caresse à plusieurs égards les mêmes ambitions.

---

<sup>35</sup> <http://www.youth.gov.au/programmes/multicultural.htm>.

<sup>36</sup> <http://www.usaid.gov.au/youtham/default.cfm>.

<sup>37</sup> <http://www.humanrights.gov.au/youthchallenge/index.html>.

<sup>38</sup> <http://www.btcv.org>.

<sup>39</sup> <http://www.cee.org.uk>.

Dans un autre ordre d'idées, le Programme de partenariat entre la Commission européenne et le Conseil de l'Europe prévoit des formations centrées sur des valeurs comme les droits de l'homme, la démocratie, la citoyenneté active et la coopération européenne. Ces formations sont destinées aux animateurs et aux responsables de jeunesse<sup>40</sup>.

### **3.3 Synthèse**

Le thème de l'ouverture des jeunes sur le monde correspond à la fois à la volonté des gouvernements de surmonter certains préjugés et de faire valoir leurs propres perspectives. La cohorte actuelle des moins de trente ans, outre sa curiosité atavique pour ce qui est différent et pour les voyages, porte des valeurs qui souffrent de moins en moins les frontières, comme l'environnement et la paix dans le monde.

L'action gouvernementale se caractérise par sa forte structuration. Le bilan montre qu'il existe deux modèles d'action à l'échelle internationale quant à l'offre de service à la jeunesse dans ce secteur : le modèle « centralisé » et le modèle « décentralisé ».

Le modèle « centralisé » propose de réunir en un même organisme l'offre de services à la jeunesse dans les secteurs touchant à l'ouverture à la dimension internationale. Par exemple, si le Québec s'inspirait sans compromis du modèle « centralisé » du Bureau international jeunesse de la Communauté française de Belgique, ce BIJ québécois pourrait intégrer les programmes de l'AQWBJ, de l'OFQJ et de l'OQAJ. Ce Bureau pourrait aussi gérer les projets relevant du ministère des Relations internationales tels que le programme de jeune stagiaire dans les organisations internationales ou le Québec sans frontière, et pourrait assurer la supervision du programme Chantier jeunesse. Une telle structure permettrait aux jeunes stagiaires français et belges issus des programmes de l'OFQJ et de l'AQWBJ d'avoir le Québec comme porte d'entrée vers les Amériques par le biais de l'Office Québec Amérique pour la jeunesse. En n'ayant qu'un seul interlocuteur, ce Bureau permettrait de simplifier l'information en termes d'échanges internationaux et de formation à l'étranger.

L'approche « décentralisée » se concentre plutôt sur un projet. C'est celle privilégiée jusqu'à maintenant par le Québec et par le Canada. Paul Gérin-Lajoie a inspiré en ce sens la politique québécoise des relations internationales et celle de la coopération internationale au Canada. Il croyait à une structure chapeautant les relations internationales mais aussi à l'approche dite « par projet », celle qui privilégie l'action locale et spécialisée. C'est ce qui distingue souvent le Canada et le Québec dans le domaine des relations internationales et ce qui fait leur renommée : une approche directe et humaine de la coopération.

---

<sup>40</sup> <http://www.eurodesk.org>.

Bien que séduisante en apparence, l'approche centralisée à la manière de la Communauté française de Belgique mériterait une évaluation avant de l'appliquer à la situation québécoise qui a porté ses fruits. Une structure trop grande ne favorise pas nécessairement de meilleures retombées pour les projets de coopération internationale ; l'échange d'information circule souvent moins bien et les résultats à long terme peuvent s'avérer décevants.



## 4. MIGRATION DES JEUNES VERS LES CENTRES URBAINS

### 4.1 Présentation

La migration des jeunes des régions rurales ou moins densément peuplées vers les centres urbains est un phénomène qui touche la majorité des pays occidentaux. À l'intérieur de sociétés où l'économie de marché est la norme, on a tendance à concentrer les activités culturelles, éducationnelles, sociales, politiques et économiques autour de quelques pôles. Ces métrópolis sont souvent perçus comme étant le miroir d'une jeunesse mondialisée. Les jeunes « ruraux » ont donc tendance à quitter le foyer familial pour étudier, « faire leur vie », avoir accès à plus de services, suivre un conjoint, obtenir un emploi à l'échelle de leur formation, etc. (Gauthier *et al.*, 2003). La migration des jeunes ou ce qui a souvent été convenu d'appeler l'« exode des jeunes » est particulièrement préoccupant dans les pays aux vastes territoires et possédant une faible population comme le Canada et l'Australie, mais est présent partout où il existe des pôles d'attraction urbains (Molgat et St-Laurent, 2004).

Le discours sur la migration se présente souvent aujourd'hui sous des accents dramatiques, en partie parce que le phénomène a été renforcé par la baisse démographique consécutive au faible taux de natalité. Comme il touche fortement les individus de la seconde moitié de la vingtaine, il a pu aussi créer des irrégularités supplémentaires dans la pyramide des âges. [...] Le Conseil des affaires sociales avait déjà, en 1989, attiré l'attention sur l'importance de la migration des jeunes de 15 à 34 ans, dont le mouvement partait du milieu rural vers les grands centres urbains. « Deux Québec dans un » affirmait-on, chiffres à l'appui, pour attirer l'attention sur le constat du dépeuplement et du sous-développement social et économique de certaines régions (Conseil des affaires sociales du Québec, 1989 : cité dans Gauthier, 2003 : 20-21).

Malgré tout, les citoyens et les gouvernements locaux, régionaux et nationaux agissent pour freiner, voire retourner la tendance. Des études répertoriées par Garneau ont démontré que « le désir d'exode des jeunes serait lié à des facteurs relatifs autant à la qualité de vie qu'à l'emploi, et le migrant potentiel type serait le jeune ayant des aspirations scolaires élevées, une perception négative des perspectives d'emploi dans la région et un faible attachement à son milieu d'origine » (Garneau, 2000 : 1).

Les dirigeants des milieux ruraux tâchent d'agir de plusieurs manières pour assurer la rétention des jeunes dans les communautés d'origine. Il existe en effet plus d'une motivation pour favoriser la rétention ou le retour des jeunes au sein des régions d'origine. Sur le plan économique, les acteurs gouvernementaux, nationaux, régionaux et municipaux vont essayer de retenir ou d'attirer une certaine clientèle de jeunes susceptibles d'être les moteurs du

développement économique régional : les jeunes professionnels, les jeunes diplômés ou les jeunes familles dans les régions, rurales ou non, ou dans les *mid-cities* aux États-Unis. Plusieurs initiatives visent donc à faire « revivre » des milieux autrefois moins dynamiques afin d'attirer les jeunes ou de leur permettre de demeurer dans la région d'origine. Cette thèse repose sur les travaux de Richard Florida (2002). Par ailleurs, la préservation ou la sauvegarde des milieux locaux et des petites villes peut être une motivation supplémentaire sur le plan culturel et idéologique. Dans un contexte de mondialisation, le fait de revendiquer le droit de vivre et d'investir dans le monde rural est déterminé par la motivation de voir revivre les régions. Les campagnes de José Bové en France illustrent bien ces volontés. La présence des jeunes permet de soutenir et de renforcer la vitalité des communautés locales.

Au Québec, plusieurs mesures visent nommément à assurer la rétention des jeunes au sein des régions — que l'on pense seulement à Place aux jeunes. Ailleurs au Canada, peu d'expériences sont comparables à celles du Québec. Dans les provinces de l'Atlantique, certaines initiatives visent à faire la promotion de la vie rurale. Toutefois, nous n'avons pu trouver de stratégies pour favoriser le retour des jeunes dans leur milieu d'origine. En Australie cependant, nous avons trouvé plusieurs programmes se comparant à ceux du Québec. Aux États-Unis, les initiatives sont fort différentes, étant plutôt axées sur le développement et la vitalité économique des villes moyennes que sur une approche centrée sur la réappropriation et la revitalisation de certaines régions.

## **4.2 Présentation des mesures**

Les mesures répertoriées visent à promouvoir la rétention des jeunes au sein des communautés locales de même qu'à promouvoir les activités de ces communautés afin de limiter ou d'amoindrir les conséquences de la migration des jeunes vers les centres urbains. Nous avons répertorié six grandes catégories de mesures afin de promouvoir, chez les jeunes, la vie en région.

### **4.2.1 Emploi**

Tout d'abord, comme nous l'avons vu plus tôt, l'emploi constitue un des éléments de l'insertion sociale d'un individu. L'identité ou l'attachement à la région peut passer par l'acquisition d'un emploi. L'enquête déjà citée sur la migration des jeunes indique que c'est le premier motif qui pourrait justifier le retour des jeunes migrants, partis pour les études, dans leur lieu ou leur région d'origine. Dans les régions rurales et périphériques, plusieurs initiatives visent la rétention ou le retour des jeunes par des mesures d'aide à la recherche d'emploi.

Les mesures en faveur de l'emploi sont souvent mises en relation avec une intention de faire revivre les régions à travers le développement professionnel des jeunes. L'entrepreneuriat est donc souvent conçu comme une bonne façon de promouvoir et de favoriser le travail chez les jeunes. Les programmes que nous avons répertoriés dans la section Entrepreneuriat peuvent aussi bien être retenus ici, comme par exemple l'initiative Capital d'appoint et d'orientation Connexion Jeunes Entrepreneurs, offerte dans les provinces atlantiques.

#### 4.2.2 Formation

Outre l'emploi, plusieurs initiatives sont constituées de manière à favoriser l'acquisition de compétences qui permettront aux jeunes de contribuer au développement économique de la région. Plusieurs mesures visent à permettre à certains jeunes d'acquérir une formation dans un domaine susceptible d'être en demande dans la région d'origine.

En Australie, tout d'abord, le Young People in Rural Initiative vise à encourager une meilleure consultation et une plus grande représentation dans les instances décisionnelles de jeunes qui travaillent dans les secteurs de l'agriculture, des pêches et de la foresterie. Le programme permet aux jeunes d'avoir les compétences et les qualifications nécessaires afin de contribuer au développement des industries locales rurales. Plusieurs services sont offerts, notamment des cours d'éducation au leadership, des bourses d'études, des opportunités de mentorat, etc.<sup>41</sup>. Ainsi le Course-Young Rural Leader qui fait partie de ce programme permet à des jeunes travaillant dans les industries locales de suivre une formation axée sur la connaissance des industries locales. De façon plus particulière, elle permet à 40 jeunes de recevoir une formation de 4 jours sur la manière dont l'industrie et le gouvernement fonctionnent. Au cours de ce séjour, les jeunes ont l'opportunité de rencontrer des représentants des gouvernements locaux et de créer des liens avec les autres jeunes<sup>42</sup>.

Les initiatives visant à promouvoir les activités régionales par le travail et la formation mettent l'accent sur l'entrepreneuriat et les activités industrielles. Toutefois, on peut se demander jusqu'à quel point la clientèle pour ce genre d'initiatives peut être diversifiée. Il s'agit d'une réalité : les activités des régions périphériques et rurales ne sont pas aussi diversifiées que celles des centres urbains. Or, en France, une initiative intéressante pose différemment la problématique de la migration des jeunes. Les bourses mobilité permettent à des jeunes de certains quartiers d'aller parfaire leur formation ailleurs en France, en Europe ou à l'étranger. Ces expériences offrent ainsi la possibilité de bonifier les activités de la région en allant chercher des expertises à

<sup>41</sup> <http://www.affa.gov.au/content/output.cfm?ObjectID=74A8F64E-B1C0-4276-97F1842EEBEE1C00>.

<sup>42</sup> <http://www.affa.gov.au/content/output.cfm?ObjectID=E158AB0B-D4D8-4E68-B64188464C91C197>.

l'extérieur de la région de départ<sup>43</sup>. La migration peut permettre aux individus de parfaire leur formation et d'en retirer des expériences enrichissantes tant pour eux-mêmes que pour la région.

Au Royaume-Uni, une initiative d'un tout autre genre vise à donner une formation aux jeunes décrocheurs, sans-emplois ou qui ont peu de qualifications. Le Somerset Rural Youth Project a ainsi pour but de venir en aide aux jeunes des milieux défavorisés dans les régions rurales en leur donnant des compétences dans le domaine de l'exploitation agricole<sup>44</sup>. Les ateliers mettent l'accent sur les habiletés et les compétences existantes des jeunes afin de leur procurer une formation reconnue nationalement. Cette initiative n'a pas officiellement pour but de contrer la migration des jeunes vers les centres urbains, mais elle permet à des jeunes en difficulté de se trouver un emploi, après la formation, au sein des communautés engagées dans le projet.

### **4.2.3 Participation**

Une des dimensions importantes de la problématique de la migration des jeunes vers les centres urbains concerne le rapport au lieu d'origine. Or, une des mesures visant la rétention ou le retour des jeunes dans les milieux ruraux ou dans les régions intermédiaires est leur participation aux décisions de la communauté. Les individus qui se sentent engagés et attachés à un milieu pourront plus aisément trouver les motivations nécessaires à leur séjour au sein du milieu d'origine. Les comités conseil qui ont été présentés dans la section sur la participation des jeunes comportent souvent des représentants de chacune des régions. Ceci constitue une des mesures promouvant la participation des jeunes régionaux au sein des instances décisionnelles officielles.

Les tables sectorielles permettent aussi aux jeunes de présenter leurs préoccupations particulières et leur situation, et de faire connaître leurs revendications aux autres représentants. Des initiatives locales visent à promouvoir la participation des jeunes dans les lieux décisionnels, et ce, afin de valoriser les activités et la vie régionales chez les jeunes. Au Royaume-Uni tout d'abord, le programme UK Rural Youth permet à des jeunes de former les grandes orientations permettant de décider des approches pour prévenir l'usage des drogues. Des jeunes du Suffolk, du North Yorkshire, de Cornwall et du Pays de Galles se rencontrent donc deux fois par mois pour identifier les besoins généraux des jeunes des milieux ruraux, et plus spécifiquement pour donner des conseils sur la manière d'envisager la problématique de l'usage des drogues chez ces jeunes. Plusieurs mentors travaillent aussi avec eux afin de trouver des solutions et de mettre en place des activités de sensibilisation à l'usage des drogues<sup>45</sup>.

---

<sup>43</sup> <http://www.monimmeuble.com/articlecomiteinterministerieldesvilles.htm>.

<sup>44</sup> <http://www.sryp.org.uk>.

<sup>45</sup> [http://www.mentorfoundation.org/download/Briefing\\_Mentor\\_UK\\_Rural\\_Youth\\_Project.pdf](http://www.mentorfoundation.org/download/Briefing_Mentor_UK_Rural_Youth_Project.pdf).

En Australie, les recherches nous ont permis de découvrir des initiatives intéressantes au plan de la participation locale. Tout d'abord, le Australian Rural Leadership Program permet à des jeunes leaders régionaux ou issus de communautés rurales d'entreprendre un programme de croissance personnelle. Cette initiative permet aux jeunes engagés de développer plusieurs habiletés et connaissances tout en entrant dans un réseau de leaders régionaux, étatiques, nationaux et internationaux. Le programme fonctionne en deux temps. Tout d'abord, les jeunes engagés bénéficient d'une formation à temps partiel de 60 jours. Ensuite, ils s'engagent dans l'association Australian Rural Leadership Network qui leur permet d'élargir leur réseau<sup>46</sup>. Cette association est promue par plus d'un participant : le gouvernement australien, plusieurs entreprises ainsi que des producteurs laitiers ou maraîchers.

Youth at the Centre est une autre initiative nationale australienne qui met l'accent sur la rétention des jeunes dans les milieux ruraux australiens<sup>47</sup>. Il s'agit d'un programme de formation scolaire qui permet aux jeunes de prendre conscience des besoins de leur communauté afin de prendre part aux initiatives visant leur satisfaction. Il donne l'opportunité aux jeunes décrocheurs de s'impliquer et de prendre part aux grandes orientations de leur communauté. L'objectif général est de permettre aux jeunes bénéficiaires de ce programme, surtout des décrocheurs, de s'engager socialement et économiquement au sein de la communauté. Les services comprennent le développement d'outils permettant aux jeunes de connaître davantage les besoins de leur communauté, la création de sites Internet et de documents d'information sur les pratiques exemplaires au plan de l'engagement jeunesse, la promotion d'activités d'entrepreneuriat et de leadership jeunesse, etc.

Les comités conseils, les tables sectorielles ainsi que les programmes de formation au leadership constituent donc les trois moyens de promouvoir la participation des jeunes régionaux ou ruraux dans les instances décisionnelles. Cette participation est-elle effective ? Tous les jeunes sont-ils bien représentés par ces instances ? Les formations sont-elles uniquement destinées aux jeunes entrepreneurs ou encore aux jeunes en difficulté ?

#### **4.2.4 Fonds jeunesse**

La quatrième mesure visant la rétention des jeunes dans les milieux locaux est la mise en place de fonds jeunesse destinés à la promotion des activités des jeunes et à la valorisation des activités régionales. Nous avons trouvé très peu d'initiatives dans ce domaine. La plupart des mesures de financement sont destinées à la valorisation de l'entrepreneuriat et sont versées sous forme de prêts. Cependant, quelques expériences méritent l'attention.

---

<sup>46</sup> <http://www.rural-leaders.com.au/arl.htm>.

<sup>47</sup> [http://www.bankofideas.com.au/s\\_youth\\_frames.html](http://www.bankofideas.com.au/s_youth_frames.html).

En Australie tout d'abord, les National Grants for Young People's Organisations assurent un financement à des jeunes leaders de 18 à 35 ans des industries locales qui veulent organiser une conférence, un atelier ou un séminaire. Un financement est aussi accordé aux jeunes qui veulent construire un site Web ou faire de la promotion sur les principales préoccupations des jeunes ruraux. Il accorde aussi un financement aux jeunes voulant mettre en place des activités de mentorat ou de réseautage<sup>48</sup>.

En France, le programme Leader (liaison entre actions de développement de l'économie rurale) vise à soutenir les initiatives locales de développement dans les zones rurales fragiles. Les projets financés s'inscrivent dans trois catégories : l'acquisition de compétences, l'innovation rurale ou la coopération transnationale. Ce programme n'est pas destiné spécifiquement aux jeunes. Cependant, il constitue un bon exemple d'initiative visant la valorisation des activités régionales par la mise en place de fonds.

Aux États-Unis, le projet de la Southwestern Pennsylvania Commission vise à allouer 300 000 \$ du gouvernement de l'État de Pennsylvanie. Il s'agit du projet Stay Invent the Future Initiative. Des fonds sont alloués aux projets servant à attirer et à retenir les jeunes dans l'État. Ces projets permettent d'identifier les capacités industrielles, celles de la force de travail et des institutions d'éducation. Ils contribuent aussi à soutenir les stratégies pour améliorer la compétitivité régionale et communautaire<sup>49</sup>.

Encore une fois, la valorisation de la région passe par la composante du travail. L'accès est donc limité à ceux qui participent activement au développement économique de leur région. Qu'en est-il des autres clientèles ?

#### **4.2.5 Activités culturelles**

Des fonds sont aussi destinés aux autres activités, celles de la culture notamment. La cinquième mesure de rétention des jeunes dans les régions intermédiaires ou rurales constitue la mise en place d'activités culturelles. Comme nous l'avons vu en introduction de ce chapitre, les thèses de Richard Florida ont fortement influencé les décisions des maires de plusieurs villes nord-américaines. Ces thèses tentent de mettre de côté l'approche économiste généralement utilisée pour la promotion de la vie régionale, en mettant plutôt l'accent sur le développement d'activités culturelles au sein des régions qui subissent la migration des jeunes. Cependant, l'application de ces théories ne peut se faire sans tenir compte des réalités différentes d'un pays à l'autre. Par exemple, le Canada et l'Australie sont de vastes pays peu densément peuplés. La problématique

---

<sup>48</sup> <http://www.affa.gov.au/content/output.cfm?ObjectID=D2C48F86-BA1A-11A1-A2200060B0A00158>.

<sup>49</sup> <http://pittsburgh.bizjournals.com/pittsburgh/stories/2003/02/03/daily49.html>.

de la migration des jeunes vers les centres urbains est tout à fait différente de celle vécue, par exemple, aux États-Unis. En effet, nous constatons que plusieurs initiatives visent à revitaliser les villes moyennes (*mid-cities*) qui sont abandonnées par un certain groupe de jeunes partis vers les centres urbains où l'emploi est généralement plus nombreux et diversifié. Des initiatives visent à revitaliser ces villes, afin qu'elles acquièrent une vitalité tant économique que culturelle. Au Canada et en Australie, des régions entières subissent les conséquences de la migration des jeunes. L'emploi est généralement plus nombreux et diversifié dans les grands centres urbains. La promotion d'activités culturelles dans les villes moyennes, dans les régions intermédiaires ou dans les milieux ruraux ne peut donc constituer l'unique option efficace.

Dans plusieurs villes américaines, notamment à Pittsburgh, à Richmond, à Memphis, à Tampa Bay, et à Indianapolis, des initiatives communautaires et gouvernementales visent à attirer et à séduire les jeunes professionnels afin qu'ils demeurent ou qu'ils viennent s'installer dans ces villes. Plusieurs stratégies sont mises en place : le lancement de sites Internet, l'organisation de sommets, de festivals et d'événements artistiques, ainsi qu'une promotion générale attrayante. Jusqu'à maintenant, nous avons peu d'écho de ces initiatives. En effet, nous avons obtenu ces renseignements par un article du USA Today<sup>50</sup>.

Toujours aux États-Unis, le Cincinnati Tomorrow est une organisation destinée à bâtir une ville dynamique afin d'attirer les jeunes et la « classe créative ». « The Creative Class is strongly oriented to large cities and regions that offer a variety of economic opportunities, a stimulating environment and amenities for every possible lifestyle<sup>51</sup> ».

En France, le projet Talents des cités est un concours et une opération de promotion destiné à des jeunes créateurs. Ces derniers sont issus de quartiers sensibles ; ils se sont distingués par la création de projets dans les domaines économique, associatif ou culturel. Les gagnants du concours obtiennent un soutien financier de 3 000 euros et sont parrainés par des chefs d'entreprises. Ils deviennent par la suite des « ambassadeurs de la réussite » qui visent à stimuler les initiatives dans les quartiers<sup>52</sup>.

#### 4.2.6 Activités de promotion

Plusieurs mesures visent à promouvoir les activités régionales et la participation auprès de la clientèle jeune. Pour ce faire, des « dialogues publics » sont organisés au Nouveau-Brunswick notamment, afin de favoriser un partage d'information entre les décideurs et les jeunes. Ainsi, le projet Dialogue jeunesse rurale du Nouveau-Brunswick « a été organisé et mené à bien par le

<sup>50</sup> [http://www.usatoday.com/news/nation/2003-10-10-cities-cover\\_x.htm](http://www.usatoday.com/news/nation/2003-10-10-cities-cover_x.htm).

<sup>51</sup> <http://www.cincypost.com/2003/02/24/youth022403.html>.

<sup>52</sup> <http://www.ville.gouv.fr/infos/dossiers/talents-des-cites.html>.

Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick d'octobre 2001 à mars 2002. [...] Trois consultations régionales ont été suivies d'un dialogue provincial. Le public cible était la jeunesse rurale du Nouveau-Brunswick âgée de 15 à 24 ans<sup>53</sup> ».

Aussi, certaines politiques sont destinées à assurer le partage d'information des différents partenaires régionaux. C'est le cas, en Australie, de la Foundation for Rural and Regional Renewal qui constitue une interface entre la communauté, le gouvernement et le milieu philanthropique. Elle a pour but de trouver de nouvelles façons de trouver des solutions aux problèmes de l'Australie rurale et régionale en développant des partenariats, en établissant des relations de mentorat, et en développant les bases d'une communauté régionale<sup>54</sup>. Toujours en Australie, Yarn.gov.au est un site Web interactif mis en place pour les jeunes des industries rurales. C'est une initiative du gouvernement du Commonwealth qui a pour but de donner l'opportunité à des jeunes d'interagir et de partager de l'information avec d'autres jeunes Australiens.

Une autre expérience australienne vise à reconnaître le travail d'un jeune qui aura permis l'amélioration des communautés régionales. Il s'agit du Young Australian of the Year-Regional Initiative Award<sup>55</sup>.

### **4.3 Synthèse**

Ce bilan des connaissances a permis de découvrir plusieurs grandes mesures visant à encadrer la migration des jeunes vers les centres urbains. Tout d'abord, l'emploi, en tant que moyen d'insertion sociale par excellence, permet à l'individu de s'identifier à la région. Plusieurs mesures visent donc à dynamiser les régions par des initiatives permettant le développement professionnel des jeunes. Comme nous l'avons vu dans les autres sections de ce bilan, l'entrepreneuriat est valorisé par les gouvernements, ce qui fait en sorte que plusieurs programmes se retrouvent dans le domaine de l'encadrement de la migration. Un des facteurs de retour en région est généralement associé à la possibilité d'obtenir un emploi. Au Québec, plusieurs programmes d'aide à l'emploi existent déjà afin de favoriser la rétention des jeunes ou de les ramener à la fin de leurs études. D'autres possibilités seraient à explorer par la mise en relation des programmes d'entrepreneuriat avec un programme plus large d'aide à l'emploi des jeunes en région.

---

<sup>53</sup> [http://www.gnb.ca/0049/PDF/Capture\\_f.pdf](http://www.gnb.ca/0049/PDF/Capture_f.pdf), p. 2.

<sup>54</sup> <http://www.frrr.netconnect.com.au>.

<sup>55</sup> <http://www.dotars.gov.au/regional/yaya/index.htm>.

La question de la formation est aussi présente dans divers programmes gouvernementaux. Elle est destinée à soutenir l'emploi dans la région d'origine. Nous avons vu notamment que des bourses étaient accordées, en Australie, aux élèves qui veulent faire un tour d'horizon des besoins des industries locales. En France, par exemple, d'autres formations visent à bonifier les activités locales en permettant à des élèves de connaître d'autres façons de faire à l'extérieur de la communauté. Par ailleurs, au-delà des clientèles étudiantes, certaines initiatives permettent aux jeunes issus de milieux ruraux défavorisés de recevoir une formation pour, ensuite, se trouver un emploi dans la communauté. À première vue, les formations sont offertes dans des secteurs en demande dans les régions ou les communautés rurales, ce qui signifie le plus souvent les secteurs techniques. Ces mesures, parce qu'elles manquent de diversité, ne rejoignent pas toujours les domaines d'intérêt des jeunes.

D'autres mesures entourant la participation civique visent à encadrer la migration des jeunes dans les centres urbains. Les initiatives en ce domaine sont nombreuses et diversifiées : les assemblées générales de jeunes (comités conseil), les tables sectorielles, etc. Les avantages et les inconvénients de chacune des mesures ont déjà été mis en lumière dans une section précédente (voir section sur la participation). Notons toutefois que la multiplication de ces comités à tous les niveaux (municipal, régional, national) permet à un plus grand nombre de jeunes de participer activement aux décisions de la communauté.

Des fonds jeunesse sont mis à la disposition de quelques jeunes afin qu'ils puissent participer aux activités régionales. Ces fonds sont destinés à la promotion des activités des jeunes en régions. À l'étranger, plusieurs de ces fonds sont accordés à la fois par les gouvernements ainsi que par les industries locales privées. Il n'a pas été possible de savoir si, au Québec, comme dans d'autres sociétés, l'entreprise privée contribue de manière effective à la promotion des activités régionales. Il pourrait s'avérer intéressant d'explorer cette dimension et de voir jusqu'à quel point la société civile favorise le dynamisme des jeunes en région.

Ce bilan des connaissances aura permis d'apprendre que le travail n'est pas la seule dimension sur laquelle les autorités agissent pour favoriser la rétention ou le retour des jeunes en région. Plusieurs mesures et politiques ont été mises en place afin de faire des régions et des petites localités des lieux dynamiques où les jeunes peuvent faire valoir leurs intérêts, notamment culturels et artistiques. Déjà aux États-Unis, des mesures sont mises en place pour faire des *mid-cities* un lieu attrayant pour les jeunes professionnels. Ainsi, au-delà des mesures visant l'intégration des jeunes au marché du travail régional (fonds, entrepreneuriat, etc.), des mesures visent à accroître la vitalité culturelle régionale avec le concours d'autres partenaires, notamment les industries locales.

Finalement, toutes ces initiatives restent lettres mortes si des activités de promotion ne sont pas organisées afin d'assurer la diffusion des divers programmes et initiatives locaux et régionaux. Nous avons pu découvrir qu'au Canada, et encore davantage en Australie, divers projets permettent aux jeunes de s'informer, soit par des campagnes ou des dialogues régionaux avec les autorités, ou encore par des concours visant la reconnaissance du travail des jeunes engagés au sein des communautés.

L'attraction ou la rétention des jeunes en région tiendraient au maintien du cap autour des trois dimensions : économique, participative et culturelle.

## **Conclusion**

L'étude des politiques jeunesse à travers le monde aura mis en lumière une grande diversité de mesures et d'approches en faveur des jeunes en ce qui a trait aux quatre thèmes fixés au départ, soit le rapport au marché du travail, la participation civique, l'ouverture sur le monde et la migration vers les centres urbains.

### **1. LE RAPPORT AU MARCHÉ DU TRAVAIL**

En ce qui concerne le rapport au marché du travail, le bilan des politiques aura montré la pertinence des moyens d'information liés au marché de l'emploi pour les jeunes. En effet, la coordination de l'information reste à compléter au Québec. Le portail jeunesse dont il est question depuis longtemps ne s'est pas encore concrétisé.

Le grand nombre d'initiatives mises en place dans le domaine de l'emploi met en évidence certaines priorités des gouvernements en ce qui concerne le développement technologique et la promotion de l'entrepreneuriat. Or, les études démontrent que les jeunes ne sont pas tous intéressés par l'entrepreneuriat ou la technologie, ni tous doués pour un ou l'autre (Descheneaux, 2004). Plus encore, des barrières subsistent paradoxalement quant au désir entrepreneurial des jeunes. Notamment, peu de mesures concrètes touchant les avantages sociaux sont destinées aux jeunes entrepreneurs ou aux travailleurs autonomes, et une « culture de financement » par le secteur privé ferait aussi défaut.

Le repérage des mesures aura aussi fait ressortir la spécificité du Québec quant à l'approche utilisée pour insérer les jeunes en difficulté dans le marché du travail. Aux États-Unis, notamment, les industries locales participent activement au financement des mesures à l'emploi destinées aux jeunes. Peut-être le Québec pourrait-il s'inspirer de ces quelques expériences ? Cependant, il reste hasardeux de prendre en exemple certaines mesures plus autoritaires, comme celles utilisées pour contrer le décrochage scolaire ou la délinquance.

Par ailleurs, nous avons vu l'importance d'une insertion professionnelle adéquate pour les jeunes. Les programmes de mentorat favorisent généralement la réussite de l'insertion professionnelle. Nous n'avons pu recueillir que très peu d'informations sur les expériences novatrices de mentorat. Comment susciter la mise en commun de l'information à ce sujet ?

### **2. LA PARTICIPATION CIVIQUE**

À l'extérieur des murs de l'école, la formation à la citoyenneté s'exerce dans différents milieux. La présente étude démontre que les régions, les municipalités et les organismes communautaires

ont une responsabilité en ce domaine. Le Québec possède déjà un grand dynamisme dans le soutien des initiatives jeunesse dans les régions. Ainsi en est-il du rôle des forums jeunesse régionaux. Des instances municipales jeunesse, comme il en existe déjà et à la lumière des analyses faites ailleurs, pourraient aussi être encouragées à l'échelle québécoise en s'assurant que ces expériences ne soient pas factices mais soient de vrais exercices de démocratie. Le soutien aux municipalités dans leurs efforts pour mobiliser les jeunes aux enjeux collectifs de même que celui apporté à certains groupes communautaires d'aide à la jeunesse pourraient être davantage développés.

Par ailleurs, l'implication bénévole, moins développée au Québec qu'ailleurs, pourrait aussi être encouragée chez les jeunes parce qu'elle constitue souvent un des premiers pas vers une forme de participation plus achevée. Elle pourrait s'inspirer des multiples projets en ce domaine ailleurs au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Concernant la participation électorale, il demeure nécessaire de trouver des façons novatrices de promouvoir l'inscription électorale chez les jeunes et de valoriser, auprès d'eux, le rôle des représentants politiques, peu importe l'échelle des lieux de décision et de pouvoir. Plusieurs campagnes de promotion du droit de vote ont été mises en place aux États-Unis et en Europe. Reste à voir les mesures les plus pertinentes et susceptibles de s'adapter au contexte québécois.

### **3. L'OUVERTURE SUR LE MONDE**

L'ouverture sur le monde résulte du désir des gouvernements de développer les possibilités des jeunes, mais répond aussi à la demande de plus en plus forte de la part de la population jeune. L'augmentation, depuis quelques années, de l'offre de services de mobilité jeunesse force le gouvernement du Québec à mettre de la cohérence dans ses programmes, notamment au plan de l'information sur les programmes internationaux destinés aux jeunes. Cette cohérence ne devrait cependant pas se faire aux dépens du soutien personnalisé de chaque jeune dans son cheminement à l'étranger.

### **4. LA MIGRATION DES JEUNES**

La section sur la migration des jeunes vers les centres urbains aura permis de repérer plusieurs initiatives visant à favoriser l'insertion dans le marché du travail afin de promouvoir la rétention, l'attraction ou le retour des jeunes en région. Certaines mesures visent encore une fois à développer les expériences entrepreneuriales chez les jeunes. Cependant, la révision de programmes plus globaux destinés à l'emploi en vue de diversifier les approches pourrait mieux cibler l'objectif d'attraction et de rétention des jeunes dans les régions. Ce même objectif pourrait s'appliquer aux différentes formations à l'emploi.

Par ailleurs, la multiplication des initiatives de participation des jeunes, notamment les comités conseils et les tables sectorielles, permettrait à plusieurs jeunes de s'engager dans les activités régionales ou rurales.

Dans les expériences étrangères répertoriées, les entreprises ont parfois été mises à contribution dans la distribution de fonds jeunesse ou encore dans la mise en place d'activités culturelles afin d'attirer les jeunes au sein des régions. Quelles leçons le Québec pourrait-il en tirer? L'expérience du Québec à travers des initiatives comme Place aux jeunes et les Forums jeunesse régionaux montre cependant que le Québec a choisi une approche différente.

## **5. LIMITES DU RAPPORT**

Plusieurs limites demeurent en ce qui a trait à l'exhaustivité des résultats contenus dans ce rapport et à leur mise en contexte. En effet, des choix ont dû être faits quant aux pays et aux mesures afin de limiter l'exercice. Si des critères de départ ont d'abord été utilisés dans le choix des mesures (voir Section méthodologique), il reste que d'autres initiatives ont été écartées à cause du manque d'information dont elles faisaient l'objet. À titre indicatif, les annexes comprennent cependant l'ensemble des mesures recueillies dans le cadre de la mise en forme de cet inventaire.

Par ailleurs, nous sommes bien conscients que ce bilan des connaissances devrait éventuellement être complété : le temps, la disponibilité des sources dans les trois langues connues de même que leur accessibilité rendent ce bilan incomplet. Il s'agit plutôt d'un document montrant les grandes tendances de certains États en ce qui a trait aux politiques jeunesse. Le grand corpus utilisé rend d'ailleurs l'analyse plus aléatoire. Il s'agit en fait d'une première exploration visant éventuellement une analyse plus approfondie.

Il s'avérerait intéressant de porter l'analyse à d'autres pays occidentaux, mais aussi de comparer les différentes expériences avec celles des pays ne répondant pas aux mêmes critères jeunesse que le Québec. Il pourrait donc être très éclairant, d'un point de vue comparatif, de mettre en lumière les politiques jeunesse, notamment en Amérique latine. Aussi, afin de pallier le caractère exploratoire de l'étude en cours, des études de cas plus spécifiques pourraient être réalisées sur chacun des thèmes, ou encore sur chacun des pays. À titre comparatif, nous pourrions ainsi explorer davantage la pertinence de chacune des mesures pour le Québec.

L'étude des politiques sur la jeunesse a permis de constater que le Québec était à l'avant-garde dans plusieurs secteurs en ce qui a trait aux mesures destinées à la jeunesse, entre autres : a) dans la recherche de cohérence entre les politiques, b) dans le souci de rejoindre tous les jeunes et c) dans la promotion des dynamismes de la jeunesse. Comment ces mesures sont-elles perçues

par les jeunes ? Sont-elles vues comme trop contraignantes par certains ? Sont-elles inspirées par les jeunes eux-mêmes ? Sont-elles le fruit d'un souci d'impliquer la jeunesse dans les champs d'intérêt et d'activité qui la concernent ?

Des expériences à l'étranger sont cependant pertinentes et inspirantes pour les choix que le Secrétariat à la jeunesse aura à faire au moment de rédiger sa Stratégie jeunesse. Toutefois, le succès d'une bonne politique jeunesse semble résider dans son écoute de la jeunesse. Une politique pour les jeunes doit s'accompagner de mécanismes démocratiques qui visent la réappropriation de cette politique par les jeunes, ce qui en ferait une politique des jeunes avec les jeunes.

## Bibliographie

- ANGEL, William D. (éd.) (1995). *The International Law of Youth Rights : Source Documents and Commentary*, Dordrecht/Boston/London, Martinus Nijhoff Publishers.
- ALBERTA LEARNING (2001). *Alberta's International Education Strategy*, Edmonton, Alberta learning.
- ANCTIL, Mélanie, sous la direction de Madeleine GAUTHIER et Claire BOILY (2004). *La relève dans le secteur des emplois hautement qualifiés : recension des travaux*, Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Société, Québec.
- BAY, Joi, René BENDIT et Kerstin HEIN (2001). « La politique pour la jeunesse en Europe » dans Antonio SCHIZZEROTTO et Giancarlo GASPERONI, *Étude sur la condition des jeunes et sur la politique pour la jeunesse en Europe*, p. 57-118.
- BIENVENUE, Louise (2003). *Quand la jeunesse entre en scène : l'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal.
- BLAIS, André, Elisabeth GIDENGIL, Richard NADEAU et Neil NEVITTE (2002). « Why Was Turnout So Low ? » dans André BLAIS, Elisabeth GIDENGIL, Richard NADEAU et Neil NEVITTE, *Anatomy of a Liberal Victory : Making Sense of the Vote in the 2000 Canadian Election*, Broadview Press, Peterborough, p. 45-63.
- BOILAT, Jean-Pierre (2004). *Dictionnaire suisse de politique sociale : jeunesse (politique de la)*, [<http://www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicoposso/show.cfm?id=455>], page consultée le 23 juillet 2004.
- BUREAU INTERNATIONAL JEUNESSE (BIJ) (2000). *Bilan d'activités 2000*, Bruxelles, BIJ.
- CONSEIL DE L'EUROPE (2001). *La politique de la jeunesse en Estonie : rapport d'un groupe international d'experts nommé par le Conseil de l'Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe.
- CONSEIL DE L'EUROPE (2001). *La politique de la jeunesse en Roumanie : rapport d'un groupe international d'experts nommé par le Conseil de l'Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe.
- CONSEIL DE L'EUROPE (1999). *La politique de la jeunesse en Finlande : rapport d'un groupe international d'évaluation nommé par le Conseil de l'Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe.
- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES (1989). *Deux Québec dans un : rapport sur le développement social et démographique*, Québec, Gaëtan Morin Éditeur et Gouvernement du Québec.
- DEMANUELE, John, Gill JONES, Petar MITEV, Pau Serracant MELENDRES et Ralf SIMON (2002). *Politique de la jeunesse au Luxembourg*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe.
- DESCHENAUX, Frédéric (2004). *Le retour des jeunes en région : regard sur les migrants revenus pour créer une entreprise*, communication au Congrès de l'ACFAS 2004.
- FLORIDA, Richard (2002). *The Rise of the Creative Class*, Cambridge (Mass.), Basic Books.
- FOURNIER, Geneviève et Bruno BOURASSA (2000). « Le travail des 18 à 30 ans : vers une nouvelle norme » dans G. FOURNIER et B. BOURASSA (dir.), *Les 18-30 ans et le marché du travail : quand la marge devient la norme...*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 3-31 (Collection Trajectoires professionnelles et marché du travail contemporain).
- GARNEAU, Stéphanie (2000). *La mobilité géographique au Québec : identité et sentiment d'appartenance au territoire*, mémoire de maîtrise, Université Laval.

- GAUTHIER Madeleine *et al.* (2004). *L'insertion professionnelle et le rapport au travail des jeunes qui ont interrompu leurs études secondaires ou collégiales en 1996-1997 : étude rétrospective*, Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Société, Montréal.
- GAUTHIER, Madeleine, Pierre-Luc GRAVEL et Angèle-Anne BROUILLETTE (2004). « Qu'est-ce qui pousse les jeunes à s'engager ? Les valeurs de jeunes militants d'aujourd'hui » dans Gilles PRONOVOST et Chantale ROYER, *Les valeurs des jeunes*, PUQ, p. 149-168.
- GAUTHIER, Madeleine et Pierre-Luc GRAVEL (2004). *Compte rendu préliminaire d'une cinquantaine d'entrevues qualitatives auprès de jeunes militants*, colloque annuel de la SQSP « L'engagement et le désengagement politique », Université de Montréal, 26-27-28 mai.
- GAUTHIER, Madeleine (2003). « Présentation. Les Jeunes Québécois des "nomades" ? », *Recherches sociographiques*, vol. XLIV, n° 1, p. 19-34.
- GAUTHIER, Madeleine (2003). « The inadequacy of concepts : the rise of youth interest in civic participation in Quebec », *Journal of Youth Studies*, vol. 6, n° 3, septembre, p. 265-276.
- GAUTHIER, Madeleine, Serge CÔTÉ, Marc MOLGAT et Frédéric DESCHENAUX (2003). « Pourquoi partent-ils ? Les motifs de migration des jeunes régionaux », *Recherches sociographiques : la migration des jeunes*, vol. 44, n° 1, janvier-avril, p. 113-139.
- GAUTHIER, Madeleine et Pierre-Luc GRAVEL (2003). « Les nouvelles formes d'engagement de la jeunesse québécoise » dans Michel VENNE (dir.), *L'annuaire du Québec 2004*, Montréal, Fides, p. 44-52.
- GAUTHIER, Madeleine et Pierre-Luc GRAVEL (2003). « La participation des jeunes à l'espace public au Québec, de l'associationnisme à la mobilisation » dans Madeleine GAUTHIER (dir.), *Regard sur... La Jeunesse au Québec*, Québec, Les Éditions de l'IQRC, p. 91-104.
- GAUTHIER, Madeleine (2002). « L'hypersensibilité des jeunes aux changements du monde du travail : inconvenient ou atout ? », *Bulletin d'information de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française*, vol. 24, n° 1 (mai), p. 6-8.
- GAUTHIER, Madeleine, Luce DUVAL, Jacques HAMEL et Bjenk ELLEFSEN (2000). *Être jeune en l'an 2000*, Québec, Les Éditions de l'IQRC.
- GAUTHIER, Madeleine (2000). « L'âge des jeunes : un fait social instable » dans Madeleine GAUTHIER et François de SINGLY (dir.), *Lien social et Politiques*, n° 43, printemps, p. 23-32.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC (2003). « Vieillesse : une onde de choc démographique », *Forces*, février, p. 18-34.
- GRAVEL, Pierre-Luc (2003). *Impacts des accords du commerce international sur le pouvoir réglementaire en éducation supérieure au Canada*, Essai, Québec, Institut québécois des hautes études internationales.
- GRAVEL, Pierre-Luc et Madeleine GAUTHIER (2003). *Vivre ou ne pas vivre en ville ? Espaces et rapport à l'espace des jeunes au Québec*, présentation dans le cadre des *VII Encuentro de investigadores de cultura y ciudades contemporáneas*, table Jóvenes y especialidad, Mexico (D.F.).
- INFOYOUTH NETWORK (2004). *Country Focus*, [[www.infoyouth.org](http://www.infoyouth.org)].
- KOVATCHEVA, Siyka (2004). « La participation des jeunes en Europe centrale et orientale » dans Mircea VULTUR, *Regard sur... Les jeunes en Europe centrale et orientale*, Québec, Les Éditions de l'IQRC, p. 19-34.
- LACHARITÉ, Carl, Gilles PRONOVOST et Élisabeth COUTU (dir.) (2002). *Comprendre la famille*, Actes du 6<sup>e</sup> symposium québécois de recherche sur la famille, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- LARSEN, Kurt (2002). « Briefing on Trade in Education and Training Services : What is Happening in the Global Trade Talks and How this Affects U.S. Providers » dans John DEUPREE *et al.* (2002), *Higher*

- Education and Training in the Global Marketplace : Exporting Issues and the Trade Agreements*, Washington (D.C.), The Center for Quality Assurance in International Education, p. 47-49.
- MACHACEK, Ladislav (2001). « Youth and Creation of Civil Society » dans Helena HELVE et Claire WALLACE (dir.), *Youth, Citizenship and Empowerment*, Aldershot, Ashgate.
- MERCURE, Daniel (1996). *Le travail déraciné : l'impartition flexible dans la dynamique sociale des entreprises forestières au Québec*, Montréal, Boréal.
- MOLGAT, Marc et Nathalie ST-LAURENT (2004). « Attrait de la grande ville et projets d'avenir de jeunes migrants : en guise de réponse aux explications de la sociologie classique » dans Patrice LEBLANC et Marc MOLGAT (dir.), *La migration des jeunes : aux frontières de l'espace et du temps*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 245-270.
- NISSEN, Carl et al. (2000). *La politique de la jeunesse aux Pays-Bas : rapport d'un groupe international d'experts nommé par le Conseil de l'Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES (2004). *Youth at the Nations : Country Profiles*, [<http://www.un.org/esa/socdev/unyin/wywatch/country.htm>].
- PAMMETT, Jon H. et Lawrence LEDUC (2003). *Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants*, Élections Canada, Ottawa.
- PARTEE, Glenda (2002). *Some Things Do Make a Difference for Youth : A Compendium of Evaluations of Youth Programs and Practices*, Washington (D.C.), [[http://www.yesweb.org/alexandria\\_02/sessions/op.principles.doc](http://www.yesweb.org/alexandria_02/sessions/op.principles.doc)].
- PICHÉ, Lucie (2003). *Femmes et changement social au Québec : l'apport de la Jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Presses de l'Université Laval (Collection Religions, cultures et sociétés).
- PUGEAULT-CICCHELI, Catherine, Vincenzo CICHELLI et Tariq RAGI (dir.) (2004). *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, Presses universitaires de France.
- PUTNAM, Robert D. (2000). *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.
- ROCHER, Guy (2001). « La mondialisation : un phénomène pluriel » dans Daniel MERCURE (dir.), *Une société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Québec, Les Presses de l'Université Laval et De Boeck Université, p. 17-31.
- ROULLEAU-BERGER, Laurence (2001). « Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord : entre affiliations, désaffiliations et résistances » dans Laurence ROULLEAU-BERGER et Madeleine GAUTHIER (dir.), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord*, France, Éditions de l'Aube, p. 5-22.
- SAINT-PIERRE, Céline (2001). « L'insertion professionnelle et citoyenne des jeunes au Québec » dans Laurence ROULLEAU-BERGER et Madeleine GAUTHIER (dir.), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord*, France, Éditions de l'Aube, p. 57-70.
- SCHIZZEROTTO, Antonio et Giancarlo GASPERONI (2001). *Étude sur la condition des jeunes et sur la politique pour la jeunesse en Europe*, Milan, IARD, [[http://europa.eu.int/comm/youth/doc/studies/iard/summaries\\_fr.pdf](http://europa.eu.int/comm/youth/doc/studies/iard/summaries_fr.pdf)].
- SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE (2002). *Plan d'action jeunesse 2002-2005 : la jeunesse au cœur du Québec*, [<http://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/PlanActionJeunesse.pdf>].
- SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE (2001). *Politique québécoise de la jeunesse : la jeunesse au cœur du Québec*, [<http://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/politique-jeune.pdf>].
- SIMARD, Myriam (1999) « Définir la jeunesse d'origine immigrée : réflexions critiques à propos du concept de deuxième génération » dans Madeleine GAUTHIER et Jean-François GUILLAUME (dir.), *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde*, Québec, PUL-IQRC, p. 121-143.

TELES, Nair et Rafael FREITAS (2004). *La politique jeunesse au Québec et la politique jeunesse au Brésil : une réflexion*, communication présentée à Tours dans le cadre du XVII<sup>e</sup> congrès de l' AISLF, 5 au 9 juillet.

UNICEF (2000). *Young People in Changing Societies*, Regional Monitoring Report n° 7, UNICEF Innocenti Research Centre, Italie.

VANSTONE, Amanda (1996). *Australia's Young People : Shaping the Future / ministerial statement by the Honourable Amanda Vanstone*, Canberra, Australian Govt. Pub. Service.

## Annexe 1 - Inventaire des expériences en Australie

### *Bilan des connaissances sur les politiques jeunesse*

Rapport au marché du travail	Participation citoyenne	Ouverture sur le monde	Migration des jeunes vers les grands centres	Contexte
<p><b>The New Apprenticeships Access Programme (NAAP)</b> provides job seekers who experience barriers to skilled employment, with pre-vocational training, support and assistance to obtain and maintain a New Apprenticeship. <a href="https://naap.detya.gov.au/Default.aspx">https://naap.detya.gov.au/Default.aspx?</a></p> <p><b>Mentor Marketplace</b> The measure will assist young Australians to realise their full potential by: connecting them to the working world and the concept of lifelong learning ; stimulating a mentoring culture in business, schools and communities ; kick-starting mentoring projects in higher-risk schools and communities, and engaging them in skill-sharing and peer-mentoring opportunities. <a href="http://www.facs.gov.au/internet/facsinternet.nsf/aboutfacs/budget/budget2001-wnwd_c.htm#c2">http://www.facs.gov.au/internet/facsinternet.nsf/aboutfacs/budget/budget2001-wnwd_c.htm#c2</a></p> <p><b>National Youth Commitment</b> Aims to provide support for early school leavers or those facing</p>	<p><b>Australian National Youth Roundtable</b> Is a Youth Initiative of the Australian Government bringing together 50 people aged 15-24 years, to meet with the Australian Government to discuss issues that effect their generation. Roundtable members undertake a series of consultations to develop a comprehensive picture of the views and attitudes of young people which are reported back to the Government. <a href="http://www.thesource.gov.au/youth_roundtable/default.htm">http://www.thesource.gov.au/youth_roundtable/default.htm</a></p> <p><b>Foundation for Young Australians (The)</b> The Foundation for Young Australians runs a range of programmes to promote development, leadership and excellence in young people. <a href="http://www.youth.gov.au/programmes/citizenship.htm">http://www.youth.gov.au/programmes/citizenship.htm</a></p> <p><b>National Indigenous Youth Leadership Group</b> The National Indigenous Youth Leadership Group involves 16</p>	<p><b>Endeavour Programme</b> The Endeavour Programme is a Commonwealth Government Initiative announced in the 2003/04 Budget, bringing together under the one umbrella all of the Department of Education Science and Training's international scholarships to showcase the excellence of Australia's education sector. <a href="http://www.dest.gov.au/International/Awards/endeavour.htm">http://www.dest.gov.au/International/Awards/endeavour.htm</a></p> <p><b>Australia-Indonesia Youth Exchange Program</b> The Australia-Indonesia Institute invites applications from young people between 20 and 25 willing to represent Australia for 2 months in Indonesia as members of the AIYEP. <a href="http://www.dfat.gov.au/aia/scholarship_program/youth_exchange_program.html">http://www.dfat.gov.au/aia/scholarship_program/youth_exchange_program.html</a></p> <p><b>Australian Youth Ambassadors for Development</b> Places skilled young Australians on short-term assignments in development and Pacific countries. <a href="http://www.ausaid.gov.au/youtha">http://www.ausaid.gov.au/youtha</a></p>	<p><b>Australian Rural Leadership Program</b> A unique opportunity for selected rural and regional leaders to undertake a program of personal growth and develop the skills, knowledge and networks needed to be effective in regional, state, national and international arenas <a href="http://www.rural-leaders.com.au/arlp.htm">http://www.rural-leaders.com.au/arlp.htm</a></p> <p><b>Choice Community Education</b> Is a youth and community initiative, which is creating opportunities for young people to make constructive decisions in Cairns, Far North Queensland and eventually Australia. Choice Australia Management's vast expertise provides leadership in community education on issues of importance to children, young and older people and the community. Accordingly, Choice Australia Management tenders on behalf of and in support of local community organizations and assists these organizations to facilitate youth and community initiatives at a local level.</p>	<p>Portail jeunesse très pertinent et complet: <a href="http://www.youth.gov.au/programmes/.htm">http://www.youth.gov.au/programmes/.htm</a></p>

<p>other disadvantages to obtain Year 12 or its equivalent, or obtain a full time job which is linked to education/training.  <a href="http://www.dsf.org.au/nyc/default.htm">http://www.dsf.org.au/nyc/default.htm</a></p> <p><b>Coaching and Mentoring Program</b>  This program is designed to enable young people to be mentored by ex managers over a period of 12 months.  <a href="http://www.youth.gov.au/programmes/rural_regional.htm">http://www.youth.gov.au/programmes/rural_regional.htm</a></p>	<p>young Indigenous Australians aged from 15 - 24 years meeting in an environment of open and honest discussion about issues of interest, their experiences and views and those of other young people in their communities.  <a href="http://www.thesource.gov.au/niylg/index.htm">http://www.thesource.gov.au/niylg/index.htm</a></p> <p><b>National Youth Week</b>  National Youth Week is about young people from all around Australia getting active, involved and into it !  <a href="http://www.youthweek.com/">http://www.youthweek.com/</a></p> <p><b>Australia Council – Youth Panel.</b> Communicates the needs of young people in the arts.  <a href="http://www.youth.gov.au/programmes/leadership.htm">http://www.youth.gov.au/programmes/leadership.htm</a></p> <p><b>Future Leaders</b> Forums that are designed to provide young people with inspiration and skill development for effective leadership.  <a href="http://www.futureleaders.com.au/">http://www.futureleaders.com.au/</a></p> <p><b>Young Australian of the Year</b>  Reward someone who has made a significant contribution to the wider community.  <a href="http://www.youth.gov.au/programmes/leadership.htm">http://www.youth.gov.au/programmes/leadership.htm</a></p> <p><b>Young Australian of the Year – Regional Initiative Award</b> This award recognises hard work and</p>	<p><a href="http://www.dsf.org.au/nyc/default.cfm">m/default.cfm</a>  <b>Australian Volunteers International</b>  Australian Volunteers International now provides exciting new short- term opportunities for young Australians to volunteer in developing communities.  <a href="http://www.osb.org.au/volunteernow/youthprogramcountries.html">http://www.osb.org.au/volunteernow/youthprogramcountries.html</a></p> <p><b>Young Business Scholars in China Program</b>  Begin a cross-cultural Australia-China business career. Study and an internship form the basis of the Young Business Scholars in China Program  <a href="http://www.youth.gov.au/programmes/multicultural.htm">http://www.youth.gov.au/programmes/multicultural.htm</a></p> <p><b>Youth Challenge</b>  is a human rights education program developed by the Human Rights and Equal Opportunity Commission. It is designed to educate school students about human rights and responsibilities through role-plays, guided activities, surveys, personal stories and prompted questions for discussion.  <a href="http://www.humanrights.gov.au/youthchallenge/index.html">http://www.humanrights.gov.au/youthchallenge/index.html</a></p> <p><b>Future Leaders Environment Awards</b>  Recognise and reward young Australians who have shown outstanding environmental</p>	<p><a href="http://www.choices.org.au/aboutus.php">http://www.choices.org.au/aboutus.php</a></p> <p><b>Course- Young Rural Leaders</b>  The Young Rural Leaders’ Course is a unique opportunity for 40 young people who wish to make a difference to the future sustainability, competitiveness and profitability of their industries. The course provides participants with the skills and knowledge to effectively contribute to government and industry decision-making at the national level.  <a href="http://www.affa.gov.au/content/output.cfm?ObjectID=E158AB0B-D4D8-4E68-B64188464C91C197">http://www.affa.gov.au/content/output.cfm?ObjectID=E158AB0B-D4D8-4E68-B64188464C91C197</a></p> <p><b>CROC Festival.</b> Celebrating youth culture in rural and regional Australia.  <a href="http://www.crocfestivals.org.au/">http://www.crocfestivals.org.au/</a></p> <p><b>Foundation for Rural and Regional Renewal</b> This foundation acts as an interface between the community, government and philanthropy to find new ways of addressing issues facing regional and rural Australia through facilitating partnerships, mentoring relationships, and development of regional community foundations.  <a href="http://www.frrr.netconnect.com.au">http://www.frrr.netconnect.com.au</a></p> <p><b>National Grants for Rural Young People’s Organisations</b> is designed to provide open</p>
--	--	---	--

	<p>dedication that has improved regional communities.  <a href="http://www.dotars.gov.au/regional/yaya/index.htm">http://www.dotars.gov.au/regional/yaya/index.htm</a></p>	<p>leadership and potential.  <a href="http://www.futureleaders.com.au/index.php?page=/enviro.htm">http://www.futureleaders.com.au/index.php?page=/enviro.htm</a></p>	<p>support to organisations to assist in their leadership roles.  <a href="http://www.affa.gov.au/content/publications.cfm?ObjectID=C046C09F-7372-46D6-B55C829F70AEEEE0D">http://www.affa.gov.au/content/publications.cfm?ObjectID=C046C09F-7372-46D6-B55C829F70AEEEE0D</a></p> <p><b>YARN.gov.au</b>  YARN.gov.au is an interactive website designed for young people in rural industries. It is a Commonwealth Government initiative which aims to provide people with a place to interact and share information with others around Australia, check it out.</p> <p><b>Young Australian of the Year – Regional Initiative Award</b>  This award recognises hard work and dedication that has improved regional communities.  <a href="http://www.dotars.gov.au/regional/yaya/index.htm">http://www.dotars.gov.au/regional/yaya/index.htm</a></p> <p><b>Young People in Rural Industries Initiative</b>  This programme will facilitate greater consultation and representation of young people working in agriculture, fisheries, and forestry by ensuring their contribution to government policy and program development, industry leadership, and decision making processes at the national level is encouraged and enhanced.  <a href="http://www.affa.gov.au/content/output.cfm?ObjectID=D2C48F86-BA1A-11A1-A2200060B0A00151">http://www.affa.gov.au/content/output.cfm?ObjectID=D2C48F86-BA1A-11A1-A2200060B0A00151</a></p>	
--	--	---	---	--

			<p><b>Young People in Rural Industry Study Awards</b>  The Study Awards Initiative allows an individual to undertake a study project to assist them develop the skills, knowledge and networks required to make a greater contribution to the future of their industry.  <a href="http://www.affa.gov.au/content/outputs.cfm?ObjectID=74A8F64E-B1C0-4276-97F1842EEBEE1C00">http://www.affa.gov.au/content/outputs.cfm?ObjectID=74A8F64E-B1C0-4276-97F1842EEBEE1C00</a></p> <p><b>Young People in Rural Industries Working Group</b>  The Young People in Rural Industries Working Group is a Commonwealth/State Government Working Group formed to facilitate increased participation of young people in rural industries.  <a href="http://www.affa.gov.au/content/outputs.cfm?ObjectID=9A8EB43B-E54E-4062-AAF4A16281433ACE&amp;contType=outputs">http://www.affa.gov.au/content/outputs.cfm?ObjectID=9A8EB43B-E54E-4062-AAF4A16281433ACE&amp;contType=outputs</a></p> <p><b>Youth at the Centre</b>  "Youth at the Centre" is a national initiative focussing on the retention of young people in rural Australia, and their active involvement in its economic and social future.  <a href="http://www.bankofideas.com.au/syouth_frames.html">http://www.bankofideas.com.au/syouth_frames.html</a></p>	
--	--	--	---	--

## Annexe 2 - Inventaire des expériences au Canada

### *Bilan des connaissances sur les politiques jeunesse*

	Rapport au marché du travail	Participation citoyenne	Ouverture sur le monde	Migration des jeunes vers les grands centres	Contexte
<b>Canada (fédéral)</b>	<p>Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. La zone des jeunes travailleurs. <a href="http://www.cchst.ca/youngworkers/">http://www.cchst.ca/youngworkers/</a></p> <p>Direction jeunesse Connexion jeunesse (démarrage carrières) <a href="http://www.jeunesse.gc.ca/youaux.jsp?lang=fr&amp;flash=1&amp;ta=1&amp;auxpageid=238">http://www.jeunesse.gc.ca/youaux.jsp?lang=fr&amp;flash=1&amp;ta=1&amp;auxpageid=238</a></p>	<p><b>Environnement Canada</b> Table ronde de la jeunesse sur l'environnement. <a href="http://www.ec.gc.ca/youth/yrote_f.html">http://www.ec.gc.ca/youth/yrote_f.html</a></p> <p><b>Patrimoine canadien</b> La Cyberstation des jeunes (bénévolat) <a href="http://www.patrimoinecanadien.gc.ca/special/cyberstation/html/home_f.htm">http://www.patrimoinecanadien.gc.ca/special/cyberstation/html/home_f.htm</a></p> <p><b>Youth Canada Association (YOUCAN)</b> Organization focused in youth-led initiatives in non-violent conflict resolution and violence prevention, both nationally and internationally. <a href="http://www.youcan.ca/YOUCAN.php">http://www.youcan.ca/YOUCAN.php</a></p> <p><b>Rush the Vote</b> To increase voter turnout and political awareness among Canadian youth (18-30_ through art, music and education). Rush the Vote has been committed to being</p>	<p><b>Jeunesse Canada Monde</b> Jeunesse Canada Monde est une organisation non gouvernementale nationale ayant pour objet d'aider les collectivités au Canada et dans le monde. En tant que participant, vous travaillerez comme bénévole au sein de collectivités en développement. Vous axerez vos efforts sur des projets de développement durable et de citoyenneté démocratique active. En prenant part à ce programme, vous acquerez des compétences qui vous seront utiles tout au long de votre vie et en sortirez enrichi d'une expérience hors du commun. <a href="http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/youth/cwyc_ca-en.asp">http://www.dfait-maeci.gc.ca/canadaeuropa/youth/cwyc_ca-en.asp</a></p> <p><b>Youth Round Table in the Environment</b> Provides input into departmental policies and programs. It is representative of the linguistic, cultural and</p>		<p>Ministère de la Justice. Renouvellement de la justice pour les jeunes. <a href="http://canada.justice.gc.ca/fr/ps/yj/index.html">http://canada.justice.gc.ca/fr/ps/yj/index.html</a></p> <p>Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Sites d'intérêt pour les jeunes. <a href="http://www.dfait-maeci.gc.ca/youth/youth3-fr.asp">http://www.dfait-maeci.gc.ca/youth/youth3-fr.asp</a></p> <p>Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Les jeunes et les affaires internationales. <a href="http://www.dfait-maeci.gc.ca/youth/surveys-fr.asp">http://www.dfait-maeci.gc.ca/youth/surveys-fr.asp</a></p> <p><b>Canadian Youth Foundation (Fondation canadienne de la jeunesse)</b></p>

		<p>a non-partisan, youth focused and youth driven movement in Canada. Reaching youth by jams, ciphers, school tours, concerts, sporting events, lectures. Town hall meetings, Churches, and Student groups.  <a href="http://www.rushthevote.ca/v2/index_main.html">http://www.rushthevote.ca/v2/index_main.html</a></p>	<p>geographical communities of Canada.  <b>Rescue Mission Planet Earth: Indicators for Action</b>  Information resource that gives students the opportunity to assess the sustainability</p>		
<b>Colombie-Britannique</b>	<p>Ministry of Skills Development and Labour. Service Plan 2004/05-2006/07.</p> <p><b>Awards will recognize leading-edge training.</b>  The Edge awards recognize the ongoing efforts and innovations of these supporters, as well as raise awareness of work-based training throughout the province." The Industry Training and Apprenticeship Commission created the Edge awards to commemorate 65 years of apprenticeship in B.C. The new program acknowledges leading edge work-based training in five categories: innovation, partnership, diversity, youth and inspiration.  <a href="http://www.news.gov.bc.ca/hnr/content/2000/4299.asp">http://www.news.gov.bc.ca/hnr/content/2000/4299.asp</a></p> <p>Youth@Bc Program</p>	<p>Youth Community Action Program  <a href="http://www.news.gov.bc.ca/hnr/content/2000/nrae036-00.asp">http://www.news.gov.bc.ca/hnr/content/2000/nrae036-00.asp</a></p> <p>Programs to involve youth in preventing crime and violence.</p> <p><b>Youth Interactive Workshops</b>  In the past year youth-led, drama-based groups like 841-KOZ, TCO2 and TROO travelled throughout B.C. giving over 4,000 presentations that reached more than 290,000 youth and community members.  -The 841-KOZ (Eight For One Cause) drama group delivers messages about dealing with and preventing intimidation, harassment and violence.  -The TCO2 (Taking Care of Ourselves, Taking Care of Others) drama group uses skits and role-play to</p>	<p><b>Aunt Leah''s Independent Lifeskills Society</b>  Provides job and lifeskill training to youth (15-19) and Adult Women through the Restaurant Training Program. Located in Gastown Vancouver, BC.  <a href="http://www.bc.workinonet.ca/youth/directory/index.cfm?cat=1&amp;sub=14">http://www.bc.workinonet.ca/youth/directory/index.cfm?cat=1&amp;sub=14</a></p> <p>Ministry of Advanced Education. Service Plan 2004/2005-2006-07. Pour le contexte.</p>	<p>Migration contexte  <a href="http://www.bcstats.gov.bc.ca/pubs/mig/mig003fa.pdf">http://www.bcstats.gov.bc.ca/pubs/mig/mig003fa.pdf</a></p> <p>Migration contexte :  <a href="http://www.bcstats.gov.bc.ca/pubs/mig/mig002fa.pdf">http://www.bcstats.gov.bc.ca/pubs/mig/mig002fa.pdf</a></p>	<p>Office for Children and Youth Act.  <a href="http://www.qp.gov.bc.ca/strategy/stat/O/02050_01.htm">http://www.qp.gov.bc.ca/strategy/stat/O/02050_01.htm</a></p> <p>Child and Youth Officer and Her Team  <a href="http://www.gov.bc.ca/cyo/content/about_child_youth_officer_and_team.htm">http://www.gov.bc.ca/cyo/content/about_child_youth_officer_and_team.htm</a></p> <p>État de l'employabilité  <a href="http://www.labour.gov.bc.ca/skills/youthstrategy.htm">http://www.labour.gov.bc.ca/skills/youthstrategy.htm</a></p> <p>Budget du Ministère de l'Éducation  Service Plan 2004/2005-2006/07</p> <p>Ministry of Children and Family Development.  Service Plan 2004/05-2006/07</p>

	<p>Training  <a href="http://www.news.gov.bc.ca/hnr/content/1999/youthnet.asp">http://www.news.gov.bc.ca/hnr/content/1999/youthnet.asp</a></p> <p>General Information on Hiring Information for Youth  <a href="http://bsa.cbcs.org/gol/bsa/interface.nsf/engdoc/2.11.2.3.html">http://bsa.cbcs.org/gol/bsa/interface.nsf/engdoc/2.11.2.3.html</a></p> <p>Human resource Strategy  <a href="http://www.labour.gov.bc.ca/skills/hrstrategy.htm">http://www.labour.gov.bc.ca/skills/hrstrategy.htm</a></p> <p><b>Inventory of provincial programs</b>  <a href="http://www.labour.gov.bc.ca/skills/hr-inventory.pdf">http://www.labour.gov.bc.ca/skills/hr-inventory.pdf</a></p> <p><b>Ministry of Education</b>                  Career Preparation and Co-op Education Programs                  Local school district programs that include a work experience component, and are designed to help students explore an occupation, and gain skills that are needed in the workplace.  <a href="http://www.bced.gov.bc.ca/careeers">www.bced.gov.bc.ca/careeers</a></p> <p><b>First Citizens Fund, Business Loan Program</b>                  Ministry of Community, Aboriginal and Women's Services                  Enhancing cultural, educational and economic development opportunities for Aboriginal People in</p>	<p>educate youth about sexual exploitation. Messages also expose the dangers of street life and the sex trade.</p> <p>-The TROO (Total Respect Of Others) drama group discusses homophobia, hate crimes and racism and emphasizes the importance of multiculturalism and diversity.</p> <p><b>Youth Action Teams</b>                  Youth action teams in 97 B.C. communities involve over 1,400 young people who develop and co-ordinate neighbourhood crime- and violence-prevention projects. Young people develop skills in peer mentorship, positive role modelling, conflict resolution and community leadership.</p> <p><b>Nights Alive !/Summers Alive !/Weekends Alive !</b>                  Nights Alive ! promotes crime prevention through positive social and recreational activities in 88 communities in B.C. Under guidance of police and community members, young people organize music, sports and other events and receive training in conflict resolution, peer mediation and life skills. Summers Alive ! is an extension of</p>			
--	--	--	--	--	--

	<p>B.C., including developing the skills needed to start and grow a business.  <a href="http://www.mcaws.gov.bc.ca/fcfund/business_loan.html">www.mcaws.gov.bc.ca/fcfund/business_loan.html</a></p> <p><b>Post-secondary co-op education programs</b>  <i>Ministry of Advanced Education</i>          Post-secondary institutions offer a range of coop education programs that provide relevant work experience opportunities for students as they complete their studies.</p> <p><b>Secondary school Apprenticeship</b>          Ministry of Advanced Education and Ministry of Education          A provincial program consisting of work-place-based training where secondary students register as apprentices. Students earn up to 16 credits towards graduation, and can access a 100 \$ - scholarship if they continue with their apprenticeship, 15 pilot programs exploring innovations in this area are currently operating.</p> <p><b>Youth Agreements</b>          Ministry of Children and Family Development</p>	<p>Nights Alive ! operating throughout the summer.          Weekends Alive ! provides weekend activities for children 10 to 13.</p> <p><b>Youth Taking Action</b>          Youth-led workshops and a resource manual help secondary students and their adult sponsors develop presentations that focus on preventing intimidation, harassment and violence. These students then take their messages to elementary and secondary schools in their school district.  <a href="http://www.news.gov.bc.ca/html/content/2001/March2001/0156backgrounder.asp">http://www.news.gov.bc.ca/html/content/2001/March2001/0156backgrounder.asp</a></p>			
--	--	--	--	--	--

	<p>This program assists youth in stabilizing and reducing risk to their lives by facilitating their rehabilitation and educational needs, which support them in both short and long-term participation in the labour market.  <a href="http://www.mcf.gov.bc.ca/youth/youth_agreements.htm">www.mcf.gov.bc.ca/youth/youth_agreements.htm</a></p> <p><b>Ministry of Small Business and Economic Development.</b>          Service Plan 2004/05-2006/07. Pour le contexte</p> <p>Ministry of Advanced Education. Service Plan 2004/2005-2006-07. Pour le contexte.</p>				
<p><b>Alberta</b></p>	<p>Human Resources and Employment          Alberta Youth Entrepreneurship Camp  <a href="http://www3.gov.ac.ca/hre/youthconnections">http://www3.gov.ac.ca/hre/youthconnections</a></p> <p>Service Alberta</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Advancing Canadian Entrepreneurship Inc.</li> <li>• Canadian Youth Business Foundation</li> <li>• Career Edge-Canada's Youth Internship Program</li> <li>• Community Access Program-Youth Initiative</li> <li>• Young Canada Works Program</li> </ul> <p><a href="http://www.servicealberta.ca/">http://www.servicealberta.ca/</a></p>	<p>Community Development          Alberta's Future Leaders Program  <a href="http://www.cd.gov.ab.ca/asrpf/programs/sports/abfuture/index.asp">http://www.cd.gov.ab.ca/asrpf/programs/sports/abfuture/index.asp</a></p> <p>Youth One          Edmonton's Online Youth Committee  <a href="http://www.youthone.com/">http://www.youthone.com/</a></p> <p>Youth Secretariat  <a href="http://www.child.gov.ab.ca/howeare/youth/page.cfm?pg=index">http://www.child.gov.ab.ca/howeare/youth/page.cfm?pg=index</a></p> <p>Youth Justice Committee  <a href="http://www.solgen.gov.ab.ca/">http://www.solgen.gov.ab.ca/</a></p>	<p><b>Échange international pour les jeunes femmes Alberta-Ukraine pour Jeunesse Canada Monde</b></p> <p>Dans le cadre de ce programme, vous serez formée dans le domaine des communications, de la sensibilisation interculturelle, du règlement des problèmes et des conflits, et bénéficierez de cours de langue et d'une formation en développement communautaire. En tant que participante, vous prendrez part à des activités pédagogiques consacrées à la violence familiale, la</p>		<p>Youth in Transition Policy Framework.  <a href="http://www.child.gov.ab.ca/howeare/youth/pdf/Youth%20In%20Transition%20Framework.pdf">http://www.child.gov.ab.ca/howeare/youth/pdf/Youth%20In%20Transition%20Framework.pdf</a></p>

	<p><a href="http://www.servicealberta.ca/pages/category.asp?EK=13407&amp;PK=13403">pages/category.asp?EK=13407&amp;PK=13403</a></p> <p><b>Youth Central</b> Page contenant les liens destinés aux Jeunes. <a href="http://www.servicealberta.ca/pages/category.asp?EK=13348">http://www.servicealberta.ca/pages/category.asp?EK=13348</a></p> <p><b>Youth One. Edmonton's Youth Community</b> We are here because Edmonton needs a place where our youth can meet and greet, argue and listen, support and find support - without being restricted by social barriers. Here's where you can speak out, reach out, veg out. We, the staff and volunteers of Youth One, bring you this amazing online community as well as publish MOZ magazine and coordinate Edmonton's youth speakers forum called YouthSPEAK! <a href="http://www.youthone.com/">http://www.youthone.com/</a></p> <p><b>Calgary Youth Employment Center</b> The Youth Employment Centre (YEC) provides career and employment services to Calgary youth ages 15 to 24. In collaboration with local business and various other youth-serving agencies, YEC</p>	<p><a href="http://www.youthincare.ca/ab/out/index.html">yjc/default.aspx</a></p> <p>National Youth in Care Network The National Youth In Care Network is a national charitable organization completely driven by youth in care (14-24 years of age) across Canada. We are a "by youth, for youth" organization: all of our members, board members, and staff (save one administrative staff) are young people, aged 14 to 24, who are in or from government care. <a href="http://www.youthincare.ca/ab/out/index.html">http://www.youthincare.ca/ab/out/index.html</a></p> <p><b>Mr. Speaker's Alberta Youth Parliament</b> Through conversations with MLAs and your participation in our one-day model parliament, you'll find out how MLAs act as lawmakers and community representatives. You'll also learn what it's like to deal with diverse points of view when making decisions on provincial issues. And you'll see how the MLA for the constituency you represent does his or her job. <a href="http://collections.ic.gc.ca/abpolitics/people/cit_youth_parliament.html">http://collections.ic.gc.ca/abpolitics/people/cit_youth_parliament.html</a></p>	<p>pauvreté, la santé et le développement des entreprises, et à la façon dont ces questions touchent les femmes. Dans le cadre de ce programme, vous passerez sept mois environ avec une Ukrainienne au sein d'une famille d'accueil tandis que vous travaillerez à des projets de bénévolat.</p> <p><b>Grant MacEwan United World College Scholarships</b> Parrainées par United World Colleges et administrées par le Programme de bourses de l'Alberta, ces bourses ont été créées pour promouvoir la compréhension internationale grâce à l'éducation. Si vous êtes résident de l'Alberta et avez 16 ou 17 ans, vous pourriez avoir la possibilité de terminer vos études à l'un des dix United World Colleges disséminés dans le monde.</p> <p><b>Programme Partenariats pour l'avenir- Europe centrale et orientale</b> Le Programme Partenariats pour l'avenir (PPA) est financé par l'Agence canadienne de développement international et administré par l'Association des universités et collèges du Canada. Il</p>		
--	--	--	--	--	--

	<p>provides youth with numerous career-developing opportunities such as hiring fairs and work experience opportunities. YEC works with youth from all backgrounds. All YEC resources and services offered to youth are free.  <a href="http://www.nextsteps.org/yec/about.html">http://www.nextsteps.org/yec/about.html</a></p>	<p><b>Youth Awards</b>                  The Youth Awards initially began in East Calgary as a way of promoting the positive contributions youth make in their community. Youth were often being portrayed negatively in the media and in their communities because of the attention given to negative acts by youth. A program designed to promote positive youth social imaging was established, and from that came the idea to create a monthly awards program. The awards program was designed to recognize a varying group of youth for many levels of contributions. So far, awards have been given for things like volunteering with community groups, translating for ESL kids at school, being a positive role model, and overcoming difficult circumstances.  <a href="http://www.calgary.ca/cweb/gateway/gateway.asp?GID=285&amp;CID=201&amp;URL=http%3A%2F%2Fcontent%2Ecalgary%2Eca%2FCCA%2FCity%2BLiving%2FVolunteer%2FNominate%2Ba%2BYouth%2BVolunteer%2FYouth%2BAwards%2Ehtm">http://www.calgary.ca/cweb/gateway/gateway.asp?GID=285&amp;CID=201&amp;URL=http%3A%2F%2Fcontent%2Ecalgary%2Eca%2FCCA%2FCity%2BLiving%2FVolunteer%2FNominate%2Ba%2BYouth%2BVolunteer%2FYouth%2BAwards%2Ehtm</a></p>	<p>permet de subventionner les frais de voyage en vue de contribuer au processus de réforme démocratique et économique dans les pays d'Europe centrale et orientale (ECO). Le PPA appuie de petits projets pouvant vous permettre de participer à des ateliers-conférences, de suivre une formation propre au secteur en question, de prendre part à des échanges professionnels, des visites d'étude et des activités de coopération entre établissements, ainsi qu'à de brèves missions de consultation.</p>		
--	---	--	--	--	--

<p><b>Manitoba</b></p>	<p><b>Division Jeunesse Manitoba</b> (Renseignements sur les employeurs et les jeunes) <a href="http://www.edu.gov.mb.ca/mb4youthdivision/index_fr.html">http://www.edu.gov.mb.ca/mb4youthdivision/index_fr.html</a></p> <p><b>Programmes d'employabilité</b> <a href="http://web2.mb.ca/mb4youth/doSearch.php?groupID=197&amp;language=frn">http://web2.mb.ca/mb4youth/doSearch.php?groupID=197&amp;language=frn</a></p> <p><b>IciJeunesse.mb.ca - un site destiné aux jeunes manitobains</b> Le site Ici Jeunesse sert de lien entre vous et les services et les programmes offerts par le gouvernement du Manitoba. À l'aide de ce site, vous prendrez connaissance des programmes destinés aux jeunes sans avoir à naviguer d'un site ministériel à l'autre. Vous trouverez des renseignements sur une grande diversité de sujets tels que l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi, les programmes de permis de conduire, les projets environnementaux et bien d'autres encore ! <a href="http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/index.php?language=frn">http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/index.php?language=frn</a></p> <p><b>IciJeunesse.mb.ca – Emplois</b> Que voulez-vous faire quand vous serez grand ? Il n'est</p>	<p>4-H Program <a href="http://www.gov.mb.ca/agriculture/4-h/index.html">http://www.gov.mb.ca/agriculture/4-h/index.html</a></p> <p>Big Sisters and Big Brothers Association <a href="http://www.bbbbc.ca/agencies/agencies.shtml?mb.txt">http://www.bbbbc.ca/agencies/agencies.shtml?mb.txt</a></p> <p><b>Circus and Magic Partnership (CAMP)- Winnipeg International Children's Festival</b> Builds leadership, lifeskills, and self-esteem through a proactive arts and education opportunity for inner city children and youth at risk.</p> <p><b>Conseil consultatif sur la jeunesse</b> Le Conseil consultatif sur la jeunesse est composé de 15 jeunes âgés de 15 à 24 ans, venant de collectivités et de milieux culturels variés. Les membres du Conseil qui s'engagent activement dans leurs collectivités et qui démontrent de fortes compétences en leadership sont nommés pour un terme renouvelable d'un an. Ils se rencontrent trois à quatre fois par année afin de discuter, pour ensuite donner leur avis au ministre de l'Éducation et de la Jeunesse sur les programmes et les politiques dans des domaines comme</p>			<p><b>Ici Jeunesse</b> Lien à plus de 200 programmes et services offerts par le gouvernement du Manitoba. <a href="http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/index.php?language=frn">http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/index.php?language=frn</a></p> <p><b>Programmes d'enseignement et de formation</b> <a href="http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/doSearch.php?groupID=121&amp;language=frn">http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/doSearch.php?groupID=121&amp;language=frn</a></p>
------------------------	--	---	--	--	---

	<p>pas toujours facile de répondre à cette question. Le contenu de cette page vous aidera à prendre un bon départ en matière de planification de carrière et vous apprendra à mettre le pied dans la porte.  <a href="http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/doSearch.php?groupID=197&amp;language=frn">http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/doSearch.php?groupID=197&amp;language=frn</a></p> <p><b>Division Jeunesse Manitoba</b>  Travailler avec des employeurs potentiels afin de faciliter l'embauche d'élèves et de jeunes âgés de moins de 30 ans, en leur fournissant des stages de formation, des subventions, des présentations chez les employeurs, de l'encadrement, des bourses et des mesures de rémunération incitatives. La Division offre plus de 20 programmes d'emploi. Devenir la seule source d'information pour tous les programmes et services destinés aux jeunes offerts par le gouvernement du Manitoba. La Division veut faire en sorte qu'il soit plus facile pour les jeunes d'accéder à l'ensemble des programmes et services provinciaux, dont le nombre dépasse 200 au total.  <a href="http://www.edu.gov.mb.ca/mb4youthdivision/index_fr.htm">http://www.edu.gov.mb.ca/mb4youthdivision/index_fr.htm</a></p>	<p>l'éducation, l'emploi, la direction adoptée par le gouvernement et la participation de la population, de même que sur d'autres sujets tels que la santé et l'environnement.</p> <p><b>Forum politique des jeunes du Nord et des ministres</b>  Le 8 février dernier, les jeunes du nord du Manitoba ont eu la chance de poser des questions à M. Lathlin, ministre des Affaires autochtones et du Nord, et de lui faire part de leurs idées.  <a href="http://www.edu.gov.mb.ca/youth/Initiatives/Northern_Town_Hall_2003_fr.html">http://www.edu.gov.mb.ca/youth/Initiatives/Northern_Town_Hall_2003_fr.html</a></p> <p><b>Forum politique des jeunes et des ministres de Winnipeg</b>  Ce forum a donné aux élèves de la région de Winnipeg l'occasion de se réunir et de discuter de questions concernant la vie dans la ville et ses environs. L'événement était ouvert à tous les leaders étudiants du secondaire de Winnipeg et des environs.  <a href="http://www.edu.gov.mb.ca/youth/Initiatives/Winnipeg_Youth_Town_Hall_2003_fr.html">http://www.edu.gov.mb.ca/youth/Initiatives/Winnipeg_Youth_Town_Hall_2003_fr.html</a></p> <p><b>Forum politique des jeunes</b></p>			
--	---	--	--	--	--

	<p><a href="#">ml</a></p> <p><b>Le Service STEP</b> Pour trouver des emplois axés sur la carrière à l'intention des étudiants et des jeunes, des emplois d'été et à temps partiel, et des postes offerts dans le cadre des programmes travail-études. <a href="http://www.gov.mb.ca/education/studentjobs/non_f/index.html">http://www.gov.mb.ca/education/studentjobs/non_f/index.html</a></p> <p><b>Youth Builders</b> The program will encourage youth living in the Spence Area neighbourhood to continue their education by providing them with a structure where they can develop their skills, habits and attitudes while they rehabilitate abandoned buildings to provide affordable permanent housing for homeless or low income people. Participants will receive 1st Aid and CPR training. Participants will receive a training wage in the amount of 6,50 \$/hour for a 30 hour week. <a href="http://www.gov.mb.ca/fs/bird/SkillsTrain/youthbuildersjobwork331.html">http://www.gov.mb.ca/fs/bird/SkillsTrain/youthbuildersjobwork331.html</a></p>	<p><b>et des ministres du Manitoba</b> <a href="http://www.edu.gov.mb.ca/youth/Initiatives/Manitoba_Youth_Town_Hall_2003_fr.html">http://www.edu.gov.mb.ca/youth/Initiatives/Manitoba_Youth_Town_Hall_2003_fr.html</a></p> <p><b>Ma-Mow-We-Tak Friendship Centre-Northern Circle of Youth</b> Provides Burntwood youth with leadership and training opportunities in adolescent sexuality issues (cultural and non-cultural). Recreation and counseling programs are also offered.</p> <p><b>Shaw United Way Youth Connections</b> Shaw United Way Youth Connections is a unique funding program that is run by youth, for youth. The Youth Connections Council may provide up to 1 000 \$ to help cover the costs of youth-initiated, youth-driven community action projects with a local community benefit.</p> <p><b>Table ronde des jeunes</b> La Table ronde des jeunes sur le développement durable regroupe des jeunes âgés de 16 à 24 ans venant des milieux ruraux et urbains. Ces jeunes citoyens veulent en savoir plus sur le développement durable afin</p>			
--	---	--	--	--	--

		<p>de pouvoir partager ces informations.  <a href="http://www.gov.mb.ca/conservation/susresmb/yrt/index.html">http://www.gov.mb.ca/conservation/susresmb/yrt/index.html</a></p> <p><b>Youth Opportunity Project</b>          Provides leadership opportunities for inner-city youth.  <a href="http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/doSearch.php?programID=1047&amp;language=frn">http://web2.gov.mb.ca/mb4youth/doSearch.php?programID=1047&amp;language=frn</a></p> <p><b>Lighthouses,</b>          une initiative de Justice Manitoba, subventionne des programmes de loisirs, d'éducation et de socialisation offerts après les heures d'écoles aux jeunes du Manitoba.          « Lighthouses » utilise les écoles, les centres de loisirs et d'autres installations communautaires existantes après les heures d'ouverture pour offrir des activités sportives, artistiques, musicales et autres, qui sont choisies et organisées par les jeunes et la collectivité.  <a href="http://www.gov.mb.ca/justice/lighthouses/index.fr.html">http://www.gov.mb.ca/justice/lighthouses/index.fr.html</a></p> <p><b>Keewatin Winnipeg Youth Initiative</b>          The Keewatin Winnipeg Youth Initiative is a life skills program facilitated by</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>The Assembly of Manitoba Chiefs.KWYI's vision is to lead our youth onto the right path by giving them positive experiences to raise self-esteem. To be eligible you must be age 15-29 and out of school for at least three months. Those selected will participate in a six month phase. In the end the youth will have gained experience in all areas of life. Such as culture, volunteer / work experience, attending workshops and conferences, political issues and so on. We are about to begin recruitment for Phase Three of KWYI.</p> <p><a href="http://www.manitobachiefs.com/kwyi/">http://www.manitobachiefs.com/kwyi/</a></p>			
<b>Terre-Neuve</b>	<p>Pilot project great support for single parents (programme d'employabilité)</p> <p><a href="http://www.gov.nf.ca/releases/2003/hre/0318n01.htm">http://www.gov.nf.ca/releases/2003/hre/0318n01.htm</a></p> <p>Women In Resource Development Committee Orientation to Trades and Technology:Purpose: To offer a 24 week program in "Orientation to Trades and Technology" to women who are interested in pursuing careers in non-traditional resource sectors. To give woman a broad understanding of trades and technological jobs in the</p>	<p>Allied Youth Newfoundland and Labrador</p> <p><a href="http://www.alliedyouth.ca/about.php">http://www.alliedyouth.ca/about.php</a></p> <p>Youth Empowerment Strategy</p> <p><a href="http://www.murphycentre.net/">http://www.murphycentre.net/</a></p> <p><b>Boys and Girls Clubs of Newfoundland and Labrador</b></p> <p>Boys and Girls Clubs, with families and other adults offer children and youth the opportunities to develop skills, knowledge and values they seek to become fulfilled</p>	<p>Newfoundland and Labrador Environmental Awards Program</p> <p><a href="http://www.gov.nl.ca/env/Env/env_awards_info.html.htm">http://www.gov.nl.ca/env/Env/env_awards_info.html.htm</a></p> <p>Travel and Exchange Programs</p> <p><a href="http://www.gov.nl.ca/youth/youth/yp.htm">http://www.gov.nl.ca/youth/youth/yp.htm</a></p> <p>Youth Hunting/Fishing Exchange</p> <p><a href="http://www.gov.nf.ca/releases/2002/tcr/0717n04.htm">http://www.gov.nf.ca/releases/2002/tcr/0717n04.htm</a></p> <p><b>Junior Team Canada Training Centre</b></p>		<p>Child and Youth Advocate</p> <p><a href="http://www.childandyouthadvocate.nl.ca">www.childandyouthadvocate.nl.ca</a></p> <p><b>Child and Youth Programs</b></p> <p>A Community Youth Network Development Team has been formed including youth and adult volunteers with diverse life experiences. The Community Youth Network will avail of 2,8 \$ million annually to develop an array of services for youth living in, or at risk of, poverty. These services will enhance young people's opportunities for</p>

	<p>natural resource sector and provide information on the required training. To increase entry and retention of female students in trades and technology training programs. The duration is 24 weeks at College of the North Atlantic.</p> <p><b>Futures in Newfoundland and Labrador Youth (FINALY)</b> Consists of 15 youth councils and over 500 registered members, provides a youth voice for the promotion of entrepreneurship, enterprise development, community involvement and positive social and economic opportunities throughout Newfoundland and Labrador. <a href="http://www.gov.nl.ca/release/s/2001/indrural/0525n02.htm">http://www.gov.nl.ca/release/s/2001/indrural/0525n02.htm</a></p> <p><b>Skills for Success</b> To provide education and training for employment disadvantaged individuals by offering a GED preparation program. Also offered is life skills, basic computer/keyboarding and job search/resumé techniques.</p> <p><b>New Beginnings</b> To provide individuals with basic work skills,</p>	<p>individuals.</p> <p><b>Futures in Newfoundland and Labrador Youth (FINALY)</b> Consists of 15 youth councils and over 500 registered members, provides a youth voice for the promotion of entrepreneurship, enterprise development, community involvement and positive social and economic opportunities throughout Newfoundland and Labrador. <a href="http://www.gov.nl.ca/release/s/2001/indrural/0525n02.htm">http://www.gov.nl.ca/release/s/2001/indrural/0525n02.htm</a></p> <p><b>Newfoundland &amp; Labrador Youth Advisory Committee</b> Is comprised of up to 15 youth from throughout Newfoundland and Labrador, aged 15-29 years, and four adult mentors [...] to advise the Minister on provincial government youth related policies, programs and services. <a href="http://www.gov.nl.ca/yac/">http://www.gov.nl.ca/yac/</a> A Youth's Future is Today Annual Report 2002 <a href="http://www.gov.nl.ca/yac/annual_report.pdf">http://www.gov.nl.ca/yac/annual_report.pdf</a></p>	<p>Training and competitions related to globalization. <a href="http://www.gov.nl.ca/release/s/2001/indrural/0531n02.htm">http://www.gov.nl.ca/release/s/2001/indrural/0531n02.htm</a></p>		<p>participation in social and economic development by focusing on learning, technology education, human dynamics, employability skills, and mental health services through a partnership with the departments of Health and Community Services. <a href="http://www.gov.nl.ca/health/programservices/childyouth/childyouth.htm">http://www.gov.nl.ca/health/programservices/childyouth/childyouth.htm</a> Working together for Youth. Contexte emplois <a href="http://www.gov.nf.ca/release/s/2001/hre/0322n47.htm">http://www.gov.nf.ca/release/s/2001/hre/0322n47.htm</a></p>
--	---	---	--	--	---

	<p>interpersonal skills and increased confidence and self-esteem by offering training in several areas of interest. To enhance participants initiative to seek further education, training or employment. The duration is for a maximum of 24 weeks.</p> <p><b>Metro Business Opportunities: Entrepreneurial Opportunities Program</b> To assist income support recipients attain self-employment by helping the client research their business idea, and if feasible, provide financial assistance in the form of a term loan. Provides training, counseling and monitoring to clients to help them in operating a successful small business. The duration of the program is an eight week business plan development component. If business plan is approved, 52 weeks of financial and counseling supports are available.</p> <p><b>Regional Economic Development and Schools</b> The rationale for Regional Economic Development And Schools is to support schools and school districts to look at their development within the</p>				
--	--	--	--	--	--

	<p>local community, assess their needs and compare them to the economic needs of the regional economic development zone, develop plans that assist in the transition of their students, and implement initiatives based on the awareness of local economic opportunities in keeping with zonal strategic economic plans.</p> <p><b>Getting the Message Out</b>                  The GMO program is a communications/public education campaign to heighten awareness of the economic opportunities available in the province and to encourage entrepreneurship. Work-term students from Memorial University deliver the program to high schools throughout the province. GMO staff also provide presentations to post-secondary institutions, educators, business people, special interest groups and community groups.</p> <p><b>Community Access Program</b>                  The Youth Employment Project provides community access centres around Newfoundland and Labrador</p>				
--	--	--	--	--	--

	<p><b>Community Youth Network</b>  The Community Youth Network will avail of 1,8 \$ million annually to develop an array of services for youth living in, or at risk of, poverty. These services will enhance young people's opportunities for participation in social and economic development by focusing on learning, technology education, human dynamics, employability skills, and mental health services through a partnership with the departments of Health and Community Services, Human Resources and Employment  <a href="http://www.gov.nl.ca/youth/cyn.htm">http://www.gov.nl.ca/youth/cyn.htm</a></p> <p><b>Youth Venture</b>  Youth Venture empowers young people to create and launch their own enterprises, and through these enterprises, to take greater responsibility for their lives and communities. What makes Youth Venture unique is that it is the young people themselves who are in charge. They fashion their dreams into realistic goals, build the organizations and lead the projects through to completion. Youth Venture</p>				
--	--	--	--	--	--

	<p>facilitates, but youth leads</p> <p><b>Junor Achievement</b>                  Junor Achievement (JA) is an international non-profit organization dedicated to educating and inspiring young people about business and economics. The JA experience helps young people discover leadership, entrepreneurial and workforce readiness skills so they can achieve their highest potential and future successes as citizens in the global community.</p> <p><b>Single Parent Employment Support Program</b>  <a href="http://www.gov.nf.ca/releases/2000/hre/0322n48.htm">http://www.gov.nf.ca/releases/2000/hre/0322n48.htm</a></p> <p><b>Program to encourage young women to seek careers in mining</b>  <a href="http://www.gov.nf.ca/releases/2000/hre/0502n02.htm">http://www.gov.nf.ca/releases/2000/hre/0502n02.htm</a></p> <p>Youth employment programs  <a href="http://www.gov.nf.ca/releases/hre/0524n02.htm">http://www.gov.nf.ca/releases/hre/0524n02.htm</a></p>				
<p>Nouvelle-Écosse</p>		<p><b>Youth Advisory Council</b>                  Group of fifteen young people between the ages of 15 and 24 from all over the province. We are appointed by the Government of Nova Scotia to offer them advice on youth issues and</p>		<p><b>Students in Business</b>                  Create summer employment for students but also encourage and support entrepreneurship as a viable career option by providing students with an orientation and opportunity to</p>	<p><b>Youth Secretariat</b>                  In 1989, the Nova Scotia Secretariat was created with the passage of the Youth Secretariat Act. This Act established an agency responsible for developing effective responses by</p>

		<p>concerns. We talk about youth issues and offer ideas on how to make government and its programs and services better for youth. We also work with the Youth Secretariat to identify and address issues which are important to us.</p> <p><b>Aboriginal youth council Nova Scotia</b></p> <p>The mission statement of the AYC is to create positive change for Friendship Centre Youth through inclusion, empowerment and culture by:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Increasing communication</li> <li>- Increasing training and development opportunities</li> <li>- Increasing Youth involvement, both internally and externally to the Friendship Centre Movement</li> <li>- Facilitating the development of Youth leaders</li> <li>- Providing awareness on issues facing urban Aboriginal Youth</li> <li>- Encouraging and supporting the on-going spiritual, mental, emotional and physical development of urban Aboriginal Youth.</li> <li>- Involving Youth at all levels of the Friendship Centre Movement, both internally and externally ;</li> </ul>		<p>experience entrepreneurship first hand.  <a href="http://youth.ednet.ns.ca/whatsnew/new.asp">http://youth.ednet.ns.ca/whatsnew/new.asp</a></p>	<p>Government to the needs of the Province's youth. The Act acknowledges that several provincial government departments serve the diverse needs of young Nova Scotians aged 15-24. However, the Youth Secretariat is the only agency in the provincial government with a mandate devoted exclusively to the youth population in Nova Scotia.</p>
--	--	---	--	---	--

		and, - Preserving and promoting our culture and heritage. <a href="http://www.auysop.com/ayc/ayc.html">http://www.auysop.com/ayc/ayc.html</a>			
<b>Ontario</b>	<p><b>Entreprise d'été</b> Programme de formation commerciale pratique et de mentorat, comprenant des subventions allant jusqu'à 3 000 \$ pour vous aider à créer et exploiter votre propre entreprise d'été. <a href="http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/ye_summer-company_fr.jsp">http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/ye_summer-company_fr.jsp</a></p> <p><b>Mon entreprise</b> Programme qui combien une formation commerciale pratique et des prêts compétitifs jusqu'à concurrence de 15 000 \$ pour vous aider à créer et exploiter votre propre entreprise. <a href="http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/ye_my-company_fr.jsp">http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/ye_my-company_fr.jsp</a></p> <p><b>Futurs entrepreneurs</b> Programme qui présente aux élèves des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> années l'esprit d'entreprise et les aptitudes d'entrepreneuriat. <a href="http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/ye_future_fr.jsp">http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/ye_future_fr.jsp</a></p>	<p><b>Toronto Youth Cabinet</b> Serves the population of Toronto by empowering youth to make a difference in the lives of others. In working together with City Councillors, and through fostering partnerships among youth organizations, the Cabinet is dedicated to providing youth with a forum to contribute to the development of solutions for a better tomorrow. The TYC is made of young people (under the age of 24) from across Toronto. <a href="http://www.torontoyouth.com/youth_cabinet/index/html">http://www.torontoyouth.com/youth_cabinet/index/html</a></p> <p>Le <i>Toronto Youth Cabinet</i> a émis des recommandations sur plusieurs thèmes se retrouvant dans le rapport <i>Toronto at the Crossroads : Shaping our Future</i> élaboré par la Ville.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sustaining Toronto's Youth : Urban Themes ;</li> <li>- The Campaign for Beautiful Places ;</li> <li>- The Campaign for a Dynamic Downtown ;</li> <li>- The Campaign to Make Housing Happen ;</li> </ul>			<p><b>Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse (Services)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Adoption</li> <li>o Garde d'enfants</li> <li>o Protection de l'enfance</li> <li>o Fonds d'aide au développement de la petite enfance</li> <li>o Les initiatives de la petite enfance</li> <li>o Bébé en santé, enfants en santé</li> <li>o Programme « Ouïe du nourrisson »</li> <li>o Programme de subventions pour le Nord de l'Ontario</li> <li>o Bureau d'assistance à l'enfance et à la famille</li> <li>o Programme d'orthophonie pour enfants d'âge préscolaire</li> <li>o Enfants avec des besoins particuliers</li> <li>o Services de justice pour la jeunesse. <a href="http://www.children.gov.on.ca/CS/fr/programs/default.htm">http://www.children.gov.on.ca/CS/fr/programs/default.htm</a></li> </ul> <p><b>Minister of Children's Services</b> Regional Roundtables finding better ways to serve children, youth and families.</p>

	<p><b>Stratégie Jeunes entrepreneurs</b> Stratégie visant à encourager l'esprit d'innovation chez les jeunes. Elle fait partie du programme Perspectives Jeunesse Ontario. <a href="http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/y_e_s/trategy_fr.jsp#yeStrat">http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/y_e_s/trategy_fr.jsp#yeStrat</a></p> <p><b>Le Concours ontarien d'élaboration des plans d'affaires à l'intention des élèves du secondaire.</b> Le réseau des centres d'encadrement des petits entrepreneurs et des centres d'aide aux nouvelles entreprises du ministère organise des concours locaux d'élaboration des plans d'affaires dans les collectivités que servent les centres. <a href="http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/y_e_s/chool_fr.jsp">http://www.ontariocanada.com/ontcan/fr/youth/youth/y_e_s/chool_fr.jsp</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The Campaign for Transportation ;</li> <li>- The Campaign for the Environment ;</li> <li>- The Campaign for Skateboards Parks. <a href="http://www.torontoyouth.com/reports/pdf/officialplanlayout.pdf">http://www.torontoyouth.com/reports/pdf/officialplanlayout.pdf</a></li> </ul>			
Nouveau-Brunswick	<p>Sur le site du Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick, les liens Internet se rapportent principalement à ceux du gouvernement fédéral. Une exception toutefois, le site Vers de l'Avant qui présente les programmes de bénévolat et les perspectives professionnelles. <a href="http://www.ted-">http://www.ted-</a></p>	<p><b>Conseil consultatif du Nouveau Brunswick</b> Organisme provincial qui représente la jeunesse, qui fait valoir les intérêts, les besoins, les préoccupations et les perspectives des jeunes âgés de 15 à 25 ans et qui présente des recommandations au gouvernement et au public. Le Conseil exerce son</p>	<p>Les programmes d'échanges et de stages à l'étranger proposés sur les sites gouvernementaux sont de compétences fédérales.</p>	<p><b>Projet dialogue Jeunesse rurale du Nouveau-Brunswick</b> Organisé et mené à bien par le CCJNB d'octobre à mars 2002. Le public cible était la jeunesse de 15 à 24 ans. Les principaux objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Briser l'isolement chez la jeunesse rurale ;</li> <li>- Promouvoir une compréhension plus</li> </ul>	

	<p><a href="http://fde.gnb.ca/onthemove/professionnelles.htm">fde.gnb.ca/onthemove/professionnelles.htm</a> et <a href="http://www.ted-fde.gnb.ca/onthemove/benevolat.htm">http://www.ted-fde.gnb.ca/onthemove/benevolat.htm</a> La plupart des initiatives viennent du gouvernement fédéral, sauf :</p> <p><b>Compétences Canada/Nouveau-Brunswick</b> Organisme sans but lucratif qui encourage et organise des concours du genre olympique. Parrainés par l'industrie, ces concours portent sur l'acquisition de compétences à l'échelle régionale, provinciale, nationale et internationale. De plus, Compétences Canada fait la promotion tout au long de l'année de la valeur des compétences techniques et de la formation professionnelle. Le programme vise à encourager les jeunes à acquérir des compétences techniques et à suivre une formation professionnelle dans les établissements d'enseignement. Il cherche à créer des possibilités d'emploi pour les jeunes en faisant correspondre le programme d'études aux besoins de l'industrie. <a href="http://www.skillscanada.com">http://www.skillscanada.com</a></p>	<p>mandat en agissant comme organisme consultatif, en coordonnant les ressources et en effectuant de la recherche et des consultations. Par son action, le Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick vise à être catalyseur pour accroître la participation des jeunes de la société. <a href="http://www.gnb.ca/0049/nbacy-f.asp">http://www.gnb.ca/0049/nbacy-f.asp</a></p> <p><b>Commission sur la démocratie législative</b> La Commission sur la démocratie législative et le Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick ont formé un partenariat de consultation officiel visant à faire entendre le point de vue des jeunes de la province sur la réforme démocratique au Nouveau-Brunswick. Ce partenariat assurera que le point de vue des jeunes à travers la province soit pris en compte dans le travail de la Commission, créera des possibilités pour que les jeunes de la province participent au processus de consultation de la Commission et partagera des renseignements et des résultats de recherches sur les questions qui concernent les</p>		<p>générale des perspectives et des défis ruraux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aider la jeunesse rurale à redéfinir sa relation avec sa collectivité ;</li> <li>- Offrir à la jeunesse rurale l'occasion d'entreprendre des projets valables afin de développer une capacité d'utilité pratique pour elle et pour sa collectivité ;</li> <li>- Orienter et aider les décideurs ; a créer un climat plus positif et propice pour la jeunesse rurale du Nouveau-Brunswick ;</li> <li>- Illustrer le lien entre l'engagement des jeunes et la viabilité des collectivités rurales à l'avenir ;</li> <li>- Rehausser le profil du Conseil consultatif de la jeunesse du Nouveau-Brunswick. <a href="http://www.gnb.ca/0049/PDF/Capture_f.pdf">http://www.gnb.ca/0049/PDF/Capture_f.pdf</a></li> </ul>	
--	---	--	--	--	--

	<p><b>Programme de Capital d'appoint et d'orientation- Connexion Jeunes entrepreneurs</b>  Offre aux entrepreneurs (jeunes de l'Atlantique de 18 à 29 ans) un accès au capital d'appoint, ainsi qu'à des services de consultation et de formation en affaires. Le programme vise à offrir un prêt personnel jusqu'à concurrence de 15 000 \$ et à régler les frais liés aux services de consultation et de formation en affaires.  <a href="http://www.acoa.ca/f/financia/capital.shtml">http://www.acoa.ca/f/financia/capital.shtml</a></p> <p><b>Programme de stages dans les services publics du Nouveau-Brunswick</b>  Programme s'adressant aux personnes qui ont reçu leur diplôme universitaire au cours des deux dernières années. Les candidats choisis effectueront un stage de deux ans et travailleront peut-être à la fonction publique à la fin de leur stage. Un conseiller offrira du soutien, des conseils et de la rétroaction aux stagiaires.  <a href="http://www.gnb.ca/0163/inter/indexf.htm">http://www.gnb.ca/0163/inter/indexf.htm</a></p> <p><b>Programme d'orientation à la carrière du Nouveau-Brunswick</b></p>	jeunes dans le cadre du mandat et des attributions de la Commission.			
--	--	--	--	--	--

	<p>Programme de transition études-travail qui est fondé sur un partenariat entre le milieu des affaires et le milieu de l'éducation. C'est un projet dynamique qui intègre formation théorique et travail pratique. Dans le cadre de ce programme, un élève du secondaire travaille dans un domaine qui l'intéresse pour une entreprise du secteur privé ou public et reçoit de la formation orientée vers le marché du travail. <a href="http://www.educ.net/">http://www.educ.net/</a></p> <p><b>Prix des jeunes bénévoles</b> A été lancé dans le but d'encourager les jeunes à devenir bénévoles. Multiples avantages : l'occasion de s'engager socialement, d'apprendre à utiliser de nouvelles techniques, de préciser les choix de carrière. Le Prix des jeunes bénévoles sera décerné aux jeunes de 15 à 24 ans qui auront accumulé 100 heures de bénévolat.</p>				
--	--	--	--	--	--



## Annexe 3 - Inventaire des expériences aux États-Unis

### *Bilan des connaissances sur les politiques jeunesse*

	Rapport au marché du travail	Participation Citoyenne	Ouverture sur le monde	Migration des jeunes vers les grands centres	Contexte
États-Unis (fédéral)	<p><b>National Collaborative on Workforce and Disability</b> Source for information about employment and youth with disabilities. <a href="http://www.ncwd-youth.info">http://www.ncwd-youth.info</a>. Is funded by a grant administered by the Office of Disability Employment Policy (ODEP) at the U.S. Department of Labor.</p> <p><b>Youth Build USA</b> Founded in 1990, YouthBuild USA is a national nonprofit organization that supports a nationwide network of 200 local YouthBuild programs. In YouthBuild programs, unemployed and undereducated young people ages 16-24 work toward their GED or high school diploma while learning construction skills by building affordable housing for homeless and low-income people. Strong emphasis is placed on leadership development, community service and the</p>	<p><b>The Forum for Youth Investment</b> Non-profit, non-partisan organization dedicated to helping communities and the nation make sure all young people are ready by 21 – ready for work, college and life. The Forum provides youth and adult leaders with the information, technical assistance, training, network support and partnership opportunities needed to increase the quality and quantity of youth investment and youth involvement. <a href="http://222.forumforyouthinvestment.org/organization.htm">http://222.forumforyouthinvestment.org/organization.htm</a></p> <p><b>International Youth Hall of Fame</b> Helps communities come together to recognize, celebrate, encourage, document and publicize the positive efforts of their youth who are making a difference at home, in school, and in the community. <a href="http://www.youthhall.org/ind">http://www.youthhall.org/ind</a></p>	<p><b>Peace Corps</b> The Peace-Corps traces its roots and mission to 1960, when then-Senator John F. Kennedy challenged students at the University of Michigan to serve their country in the cause of peace by living and working in developing countries. From that inspiration grew an agency of the federal government devoted to world peace and friendship. <a href="http://www.peacecorps.gov/index.cfm?shell=learn.whatiscorp">http://www.peacecorps.gov/index.cfm?shell=learn.whatiscorp</a></p> <p><b>The World Youth Alliance</b> is a global coalition of young people and youth organizations committed to promoting the dignity of the person at the international level and building solidarity among youth from developed and developing countries. Founded in 1999, it now embraces members of at least 100 nationalities. A small team of World Youth</p>	<p>Pittsburgh, Richmond, Memphis, Tampa, Indianapolis, Baton Rouge, St.Louis, Milwaukee, Tallahassee, Fla., and Fresno, California are launching Web sites, organizing summits, staging arts and music festivals and investing in glitzy promotions: to lure young professionals. <a href="http://www.usatoday.com/news/nation/2003-10-10-cities-cover_x.htm">http://www.usatoday.com/news/nation/2003-10-10-cities-cover_x.htm</a></p> <p><b>Saving North Dakota</b> On Jan. 9, 2003, about 31 people ages 21 to 34 took part in a “Saving North Dakota” roundtable discussion co-hosted by The Forum and the Associated Press Managing Editors group. Similar roundtables have been held in communities across the country, bringing news organizations and consumers together to examine issues undermining journalism credibility. <a href="http://www.in-&lt;/a&gt;&lt;/p&gt; &lt;/td&gt; &lt;td&gt; &lt;ul style=" list-style-type:="" none;"=""> <li>• No central governmental agency on youth ;</li> <li>• Government’s Federal Department of Health and Human Services has a Commissioner in charge of Children, Youth and Family Services and an Associate Commissioner in charge of Youth Services.</li> <li>• Federal Departments treat youth policies and programmes from sectoral perspectives</li> <li>• Department of Justice: juvenile justice and delinquency prevention</li> <li>• Department of Labor: youth employment, teen safety at work, youth fair chance programme and youth training programs ;</li> <li>• Department of Education: student matters ;</li> <li>• Department of Interior: youth conservation corps ;</li> <li>• Department of Agriculture: rural youth activities ;</li> <li>• Department of Housing and Urban Development:</li> </a></p>	

	<p>creation of a positive mini-community of adults and youth committed to success. <a href="http://www.youthbuild.org/">http://www.youthbuild.org/</a></p> <p><b>Job Corps</b> Is the largest and most comprehensive residential, education and job training program for at-risk youth, ages 16 through 24 in the US. Is funded through the Workforce Investment Act and is a public-private partnership, administered by the US Department of Labor. <a href="http://www.yesweb.org/alexandria_02/sessions/op.principles.doc">http://www.yesweb.org/alexandria_02/sessions/op.principles.doc</a></p> <p><b>National Guard Youth ChalleNGe Program</b> Is sponsored and managed by the National Guard Bureau through agreements with State Governors and Adjutants General of the requesting states. Aims to provide dropout youth (ages 16-18) with values, life skills, education and self-discipline. Eligible candidates must be unemployed at the time of application, not currently involved with the criminal justice system, and drug free. ChalleNGE is composed of a five-month quasi-military residential phase, followed</p>	<p><a href="#">exa.html</a></p> <p><b>Youth engaged in service (YES) Ambassador Program</b> The Youth Engaged in Service (YES) Ambassador program places community-minded young people between the ages of 18-25 with statewide "Partner" organizations for one year to provide technical assistance, training, advocacy and program development around youth service, service-learning and youth leadership. The Foundation works with each Partner Organization and YES Ambassador to determine the needs of their state, and how they can improve the youth service infrastructure through the work of the YES Ambassador program. Each year YES ambassador serve around the country, and have served in the past in states such as Arizona, California, Georgia, Idaho, Illinois, Iowa, Michigan, Tennessee, Texas, Washington and Wisconsin. <a href="http://www.pointsoflight.org/programs/yes/default.cfm">http://www.pointsoflight.org/programs/yes/default.cfm</a></p> <p><b>The Points of Light Youth Leadership Institute</b> Our mission is to provide</p>	<p>Alliance members works directly at the United Nations and European Union to protect human life and dignity in international agreements. Other World Youth Alliance members are engaged at the grassroots level, building a culture of life through charitable service projects or innovative cultural events. <a href="http://www.wya.net/whoarewe/index.shtml">http://www.wya.net/whoarewe/index.shtml</a></p> <p><b>Youth Creating Digital Opportunities</b> The Mission of the Youth Employment Summit is to seed a civil society movement to stimulate and inspire the developments of programs and policies in all countries to ensure that the world's youth have access to the education and training programs, skills-development opportunities, resources, and credit that they need to build productive and sustainable livelihoods. <a href="http://ycdo.takingitglobal.org/opps/orgdir.html?vieworg=843">http://ycdo.takingitglobal.org/opps/orgdir.html?vieworg=843</a></p>	<p><a href="http://forum.com/specials/savingnd/index2.cfm?page=main">forum.com/specials/savingnd/index2.cfm?page=main</a></p>	<p>Youth build, a program focused on urban youth.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• National youth policy of the Federal Government of the USA is being developed by the Division of Children and Youth Policy of the Department of Health and Human Services.</li> <li>• In September 1998, the Family and Youth Services Bureau (FYSB) announced the award of more than 1 million for State Youth Development Collaboration Projects. The grants will enable the States to identify and develop new or strengthen existing effective youth development strategies. Each State has designed a unique plan for implementing the demonstration project in the basis of identified youth needs and prior State activities with regard to youth development.</li> </ul>
--	--	--	---	---	---

	<p>by a community-based mentoring phase extending for one year.  <a href="http://www.yesweb.org/alexandria_02/sessions/op.principles.doc">http://www.yesweb.org/alexandria_02/sessions/op.principles.doc</a></p> <p><b>STRIVE (Support Training Results in Valuable Employment)</b>          Privately-funded organization. Its goal is to provide inner-city young adults (18 to 30) who have experienced difficulty in securing and maintaining employment with the tools for successfully entering the job market.  <a href="http://www.yesweb.org/alexandria_02/sessions/op.principles.doc">http://www.yesweb.org/alexandria_02/sessions/op.principles.doc</a></p> <p><b>Youth with disabilities (Participate in an International Exchange)</b>          The Social Security Administration and Mobility International USA want to ensure that young people with disabilities, parents and the professionals who work with people with disabilities understand the importance of international exchange and options for including it as part of education and employment preparation.  <a href="http://www.ssa.gov/work/Youth/mobility.html">http://www.ssa.gov/work/Youth/mobility.html</a></p>	<p>youth with the encouragement, peer networks and leadership skills necessary for them to make meaningful contributions to their communities and begin a life-long journey of leadership and service.  <a href="http://www.pyli.org/">http://www.pyli.org/</a></p> <p><b>The Student Conservation Association</b>          Provides high school students and college students alike with meaningful conservation service internships and volunteer opportunities in our National Parks, Forests and other public lands.  <a href="http://www.thesca.org/">http://www.thesca.org/</a></p> <p><b>Public Allies</b>          Through our signature AmeriCorps program, Public Allies identifies talented young adults from diverse backgrounds and advances their leadership through a ten month program of full-time, paid apprenticeships in nonprofit organizations, weekly leadership trainings, and team service projects.  <a href="http://www.publicallies.org/au_vision.html">http://www.publicallies.org/au_vision.html</a></p> <p><b>Youth Service America</b>          is a resource center that</p>			
--	--	---	--	--	--

	<p><b>CDS International</b> Programmes pour les jeunes professionnels et pour les étudiants en Allemagne <a href="http://www.cdsintl.org/fromusa">http://www.cdsintl.org/fromusa</a></p> <p><b>Youth Internship Program</b> (Constitutional Rights Foundation) Places qualified urban students as paid interns in law firms, businesses, government offices, and non-profit organizations. <a href="http://www.crf-usa.org/internship/yipweb.htm">http://www.crf-usa.org/internship/yipweb.htm</a></p> <p><b>Young Professionals' Internship Program</b> United States Agency for International Development The internship program will provide young health and social science professionals with language, information technology, and management skills as well as relevant field exposure as AWARE builds capacity to support the management of health issues at the regional level. <a href="http://www.usaid.gov/mission/warp/health/internsprogram/">http://www.usaid.gov/mission/warp/health/internsprogram/</a></p> <p><b>The Indiana Youth Institute (IYI)</b> is a leading source of</p>	<p>partners with thousands of organizations committed to increasing the quality and quantity of volunteer opportunities for young people in America, ages 5-25, to serve locally, nationally, and globally. Founded in 1986, YSA's mission is to strengthen the effectiveness, sustainability, and scale of the youth service and service-learning fields. A strong youth service movement will create healthy communities and foster citizenship, knowledge, and the personal development of young people. YSA envisions a powerful network of organizations committed to making service and service-learning the common expectation and common experience of all young people in America. <a href="http://www.ysa.org/program/program.cfm">http://www.ysa.org/program/program.cfm</a></p> <p><b>America's Promise The Alliance For Youth</b> In 1997, Presidents Clinton, Bush, Carter and Ford, with First Lady Nancy Reagan representing her husband, challenged the nation to make youth a national priority. To mobilize people from every sector of American life to build the</p>			
--	---	---	--	--	--

	<p>information and tools for nonprofit Indiana youth organizations. We also reach educators, policymakers, government officials, and others who can impact the lives of Hoosier children and promote healthy youth development in Indiana communities.  <a href="http://www.iyi.org/about_us/main.asp">http://www.iyi.org/about_us/main.asp</a></p> <p><b>The National Foundation for Teaching Entrepreneurship</b>                  NFTE’s mission is to teach entrepreneurship to low-income young people, ages 11 through 18, so they can become economically productive members of society by improving their academic, business, technology and life skills.  <a href="http://www.nfte.com/about/">http://www.nfte.com/about/</a></p> <p><b>Office of Youth Services and Job Corps US</b>                  Department of Labor The mission of the Employment and Training Administration is to contribute to the more efficient functioning of the U.S. labor market by providing high quality job training, employment, labor market information, and income maintenance services primarily through state and</p>	<p>character and competence of our nation’s youth by fulfilling Five Promises: ongoing relationships with caring adults, safe places with structured activities, a healthy start, marketable skills, and opportunities to give back.  <a href="http://www.americaspromise.org/whyhere/index.cfm">http://www.americaspromise.org/whyhere/index.cfm</a></p> <p><b>Vision Youth</b>                  Vision Youth helps Seattle’s and Tacoma’s inner-city youth acquire skills and purpose to believe in themselves. We do this by connecting students (ages 12 - 18) with adults—positive role models—who don’t give up on them.                  Faith-based <a href="#">Youth Outreach Workers</a> (YOWs) mentor students. <a href="#">Education Specialists</a> (ESs) academically challenge and advocate for students. It’s a team approach that helps teens avoid the common traps of urban culture. No longer does growing up in the inner city have to be a lonely struggle for Northwest inner-city youth. We anticipate that at-risk teens assisted by Vision Youth will become the YOWs, ESs, pastors, business and community leaders, and</p>			
--	---	--	--	--	--

	<p>local workforce development systems.  <a href="http://www.doleta.gov/etainfo/mission.cfm">http://www.doleta.gov/etainfo/mission.cfm</a></p>	<p>responsible parents of tomorrow. Many will return to neighborhoods like the ones they leave—prepared and committed to making a difference for other young people.  <a href="http://www.worldvision.org/worldvision/wvusuf/nsf/vyouthmentors!OpenFrameSet">http://www.worldvision.org/worldvision/wvusuf/nsf/vyouthmentors!OpenFrameSet</a></p> <p><b>Native American National Advisory Committee to the Boys and Girls Clubs of America</b> In 1997, Boys &amp; Girls Clubs of America formed the Native American National Advisory Committee (NANAC) to guide Boys &amp; Girls Clubs in Indian Country.</p> <p><b>NANAC's responsibilities include:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Providing direction on training for Club staff</li> <li>■ Generating information and the direction on Indian Country program needs</li> <li>■ Offering input on strategic issues</li> <li>■ Supporting the identification of resources for further services to Native Americans</li> <li>■ Utilizing talents of committee members for training, resource identification,</li> </ul>			
--	--	--	--	--	--

		<p>advocacy and technical assistance.</p> <p><a href="#">NANAC members</a> serve for a term of two - three years and consist of Native American corporate, non-profit, governmental leaders as well as Boys &amp; Girls Club professionals. They are volunteers. They meet twice a year and spend time in between networking, fundraising, creating partnerships, spreading the word and developing useful resources for Native American Clubs.</p> <p><a href="http://www.naclubs.org/main/advisory_committee.shtml">http://www.naclubs.org/main/advisory_committee.shtml</a></p> <p><b>Hampton Youth Commission</b>          The Hampton Youth Commission is a city funded Commission composed of 20 to 24 high school aged youth from all four of the public high schools in Hampton as well as Peninsula Catholic and Hampton Roads Academy. The Youth Commission is an opportunity for youth to have a formal role in the city's planning and decision-making process.</p> <p><a href="http://www.hampton.va.us/foyyouth/aboutyhyc/whoweare.html">http://www.hampton.va.us/foyyouth/aboutyhyc/whoweare.html</a></p>			
--	--	--	--	--	--

		<p><b>The Indiana Youth Commission for Service and Leadership (IYCSL)</b> began in 1995 by Governor Evan Bayh. It was reformed under Governor O'Bannon in 1998 in partnership with youth who provided the vision to develop new framework. The IYCSL consists of 50 Youth Commissioners, one representative from each state senate district. Each Youth Commissioner works in partnership with four local Youth Ambassadors who work as a team to address problems on the local level and engage other youth in service.  <a href="http://www.in.gov/icsv/programs/iycsl.html">http://www.in.gov/icsv/programs/iycsl.html</a></p> <p><b>The National Youth Advisory Council's (NYAC)</b> purpose is to serve as advisors to Youth Service America in its programming, direction, and evaluation. Youth members for our Board of Directors are chosen directly from our NYAC.  <a href="http://www.ysa.org/about/yac_list.cfm">http://www.ysa.org/about/yac_list.cfm</a></p> <p>After School and Summer Enrichment Program for</p>			
--	--	---	--	--	--

		<p>Native American and Gifted Students</p> <p>After-School Girls Leadership Program</p> <p>Boys &amp; Girls Clubs of America-Southwestern City Boys &amp; Girls of America – Stay SMART Program and SMART Leaders Program</p> <p>Coca-Cola Valued Youth Program</p> <p>Collaborative Afterschool Prevention Program</p> <p>Community Impact ! Nashville</p> <p>Community Youth Research</p> <p>Discovery Youth</p> <p>Earth Force</p> <p>Fairfax County Youth-Directed Teen Centers</p> <p>Mid Kids After School Club</p> <p>Save the Children Web of Support Initiative</p> <p>Somali Community Services of Seattle Child Development Program</p> <p>Summer Leadership Institute</p>			
--	--	---	--	--	--

		<p>Wake Summerbridge Summer Enrichment Program</p> <p>Wilderness Inner-City Leadership Development</p> <p>Young Men's Business League's Sunshine Camp</p> <p>Youth Build USA <a href="http://www.gse.harvard.edu/hfrp/content/projects/afterschool/bibliography/leadership.pdf">http://www.gse.harvard.edu/hfrp/content/projects/afterschool/bibliography/leadership.pdf</a></p>			
<b>Arizona</b>		<p><b>Local Youth Development Councils</b>, made up of 75 percent youth and 25 percent adult members: Under the project, Youth Development Councils will be the vehicle for identifying the gaps and needs in current youth-serving systems, initiating youth development opportunities at the community level, and building coalitions to increase grassroots awareness and support for youth development programming. <a href="http://library.adoption.com/Resources-and-Information/Arizona-Youth-Development-Initiative/article/6079/2.html">http://library.adoption.com/Resources-and-Information/Arizona-Youth-Development-Initiative/article/6079/2.html</a></p>			<p>The Arizona Youth Development Initiative will focus on promoting a comprehensive and holistic youth development approach to facilitate sustained changes at both the State and community levels in the provision of services and opportunities to Arizona's young people. It is anticipated that this shift in philosophy will have a positive impact on both the quality of services delivered to young people and on the professionals who work with youth policy and services. The project team will examine and promote the development of an integrated funding stream and policy for providing prevention and early intervention services to</p>

					<p>young people. The initiative also will provide funding opportunities designed to strengthen connections between youth and communities, offer training and technical assistance to those involved in youth policy and services at the State and community levels, and facilitate information dissemination and exchange.</p>
<p><b>California</b></p>		<p><b>California State Youth Council</b> (comprend un Youth Involvement Workgroup)                  Promote the involvement of youth as leaders and decision makers at the state and local level.  <a href="http://www.wbic.org/key_docs/CalYouthPlan.pdf">http://www.wbic.org/key_docs/CalYouthPlan.pdf</a></p> <p><b>Youth Leadership Institute</b>                  Over the past year, YLI has worked with young people on the San Francisco Youth Commission, the Marin County Youth Commission and other groups to call for the creation of the first-ever statewide representative body.  <a href="http://www.yli.org/policy">http://www.yli.org/policy</a></p> <p><b>California Youth Advisory Council</b>                  Permanent body serving as official advisors to the Governor, the State</p>			<p><b>California Department of the Youth Authority</b>  <i>To protect the public from criminal activity.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Provide a range of education, treatment, and training services for youthful offenders.</li> <li>- Direct these offenders to participate in community and victim restoration ;</li> <li>- Assist local justice agencies with efforts to control crime and delinquency ; and</li> <li>- Encourage the development of state and local programs to prevent crime and delinquency.</li> </ul> <p><a href="http://www.cya.ca.gov/about/default.html">http://www.cya.ca.gov/about/default.html</a></p>

		<p>Legislature and all state systems or organizations that impact young people in California. The CYAC would: provide input on the state budget, making sure that young people get their fair share of the pie ; convene public hearings to gather information ; and weigh in on all major youth policy changes being considered by the State.</p> <p><a href="http://www.yli.org/policy/programs/cyac.php">http://www.yli.org/policy/programs/cyac.php</a></p> <p><b>California Centre for Civic Participation and Youth Development</b>          As a non-profit, non-partisan program, our mission is to engage youth in the democratic process by using sound Youth Development principles. This is accomplished by providing opportunities for middle and high school youth to participate in civic education, leadership, and service programs that directly connect to local, state, and federal issues.</p> <p><a href="http://www.californiacenter.org/">http://www.californiacenter.org/</a></p> <p><b>California Youth Connection</b>          Advocacy/youth leadership organization for current and</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>former foster youth. We are young people, who because of our experiences with the child welfare system, now work to improve foster care, to educate the public and policy makers about our unique needs and to change the negative stereotypes. Aged 14-24.  <a href="http://www.cal-youthconn.org/fact.html">http://www.cal-youthconn.org/fact.html</a></p> <p><b>California Coalition for Youth</b>          CCY is funded by private <a href="#">donations</a>, membership fees, foundation grants and a grant from the Governor’s Office of Criminal Justice Prevention for operation of the <a href="#">California Youth Crisis Line</a>. The annual report contains a description of activities, as well as a summary of income and expense for the 2001/02 fiscal year. The annual report will appear in the Fall addition of <i>Issues &amp; Strategies</i>.</p> <p>A <i>youth educator</i> is a 15-21 year old who is hired by the California Coalition for Youth to learn about serious issues that impact youth, including violence, adultism and teen pregnancy. In turn, youth educators spread their</p>			
--	--	---	--	--	--

		<p>knowledge to peers and adults using various methods, such as holding conferences and conducting workshops.  <a href="http://www.calyouth.org/eoyouthed.html">http://www.calyouth.org/eoyouthed.html</a></p> <p><b>California Coalition for Youth</b>  <i>The California Youth Voices Budget Initiative</i> is an effort headed by CCY to gather the strengths of the state's youth advocacy efforts for 2 reasons: to minimize the damage done by the budget cutting process, and to send out to policy message that young people deserve to be involved in the process.  <a href="http://www.calyouth.org/budgetvoices/bvindex.html">http://www.calyouth.org/budgetvoices/bvindex.html</a></p> <p><b>Japanese Community Youth Council</b>  The mission of the Japanese Community Youth Council (JCYC) is to support the needs of the diverse, multi-cultural population of children, youth and families throughout San Francisco by providing a comprehensive continuum of care ;  empowering young people to realize their full potential as self-sufficient, responsible members of the community ;  providing leadership in collaborative efforts to foster</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>better relationships and communication among different communities ; supporting the cultural, educational, recreational, and vocational needs of children and youth.</p> <p><a href="http://www.jcyc.org/aboutus/mission.htm">http://www.jcyc.org/aboutus/mission.htm</a></p>			
<b>Colorado</b>					<p>The Colorado State Youth Development Collaboration Project seeks to promote the use of an assets-based model of youth development at the State and local levels in addressing the needs of adolescents. Through the project, partnerships will be created between Family and Youth Services Bureau (FYSB)150funded runaway and homeless youth shelters and Colorado’s Family Centers to provide youth served with positive developmental opportunities and to promote the youth development approach in their communities.</p>
<b>Connecticut</b>		<p><b>The Connecticut Mentoring Partnership</b>  <b>The Connecticut Mentoring Partnership (CMP)</b> is the cornerstone of Connecticut’s response to America’s Promise. <b>CMP</b> was created in 1997 by The Governor’s Prevention Partnership when Governor John G. Rowland challenged business leaders</p>			<p>The Connecticut Collaboration on Adolescent Development (Team for Connecticut’s Teens) seeks to establish and facilitate collaborative efforts to promote youth development among State-level youth-serving agencies and the statewide networks and local</p>

		<p>to join him in creating a new statewide mentoring initiative to protect children from drug use, school failure, and other related problems.</p> <p>The goals of <b>CMP</b> are to increase the number of mentoring relationships and mentoring programs across the state and to assure the quality and safety of those programs. Since its inception, <b>CMP</b> has created close to 100 new mentoring programs ; established a state-wide mentor recruitment campaign and 1.877.CT.MENTOR referral line ; initiated the Mentor Training Institute and Mentoring Resource Center ; established quality standards and formed four Regional Mentoring Networks.  <a href="http://www.preventionworksct.org/cmp_aboutcmp.html#anchor">http://www.preventionworksct.org/cmp_aboutcmp.html#anchor</a></p>			<p>associations that focus on youth. The project seeks to enhance youth development opportunities for Connecticut's young people by promoting youth development concepts to key audiences and providing further professional training to front-line youth workers. Specific project objectives are the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To enhance communication among leaders and staff of existing State and community networks and initiatives regarding youth development principles, best practices, and developmental outcomes for adolescents, including promoting youth involvement and programming responsive to gender, race, and ethnicity issues.</li> <li>• To build the capacity of State and local youth-serving agencies and associations to implement youth development principles and best practices.</li> <li>• To promote a youth development approach in Connecticut that focuses on the positive abilities and assets of Connecticut's diverse adolescent population.</li> </ul>
--	--	--	--	--	---

					<p><b>Connecticut for Community Youth Development</b>                  Connecticut for Community Youth Development (CCYD) is a statewide project that fosters the development of youth ages 12 to 18 by providing training and information to direct service workers, supervisors, planners, youth advocates, youth funders, and program managers in Connecticut. CCYD is founded on the belief that youth are valuable, capable resources who should be encouraged to participate in a variety of community-based activities. This approach embraces positive youth development as an essential prerequisite for healthy communities. Specific objectives designed to achieve this goal include:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Build the capacity of state and local youth-serving agencies, associations and funding sources to implement youth development principles and to incorporate best practices for youth development.</li> <li>Promote a youth development approach that focuses on the positive abilities and assets of Connecticut's diverse</li> </ul>
--	--	--	--	--	--

					adolescent population. <a href="http://www.opm.state.ct.us/dpd1/grants/ccyd/About_CC_YD.htm">http://www.opm.state.ct.us/dpd1/grants/ccyd/About_CC_YD.htm</a>
<b>Iowa</b>					<p>The Iowa Youth Development Collaboration Project seeks to build on the State's existing youth development initiatives to produce broad, positive change in youth-serving systems. To that end, the project's goals are the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Replace fragmented and deficit-driven youth policies and programs at the State level with a coordinated youth development approach.</li> <li>• Build the capacity of local communities to use a positive youth development approach in providing youth services.</li> </ul>
<b>Maryland</b>					<p>The goal of Maryland's demonstration project is to promote the youth development approach to State youth-serving agencies as a basis for conducting program and policy development. Specific project objectives are the following:</p> <p>To enhance existing statewide collaborative efforts to produce better</p>

					<p>outcomes for youth through a youth development approach</p> <p>To strengthen the role of State and local partnerships in developing, monitoring, and evaluating programs and policies impacting children and youth</p> <p>To promote and facilitate communication and coordination between youth-related statewide collaborations and youth-serving community-based organizations, including Family and Youth Services Bureau (FYSB) grantees</p>
<b>Massachusetts</b>		<p>The Massachusetts Service Alliance, established in 1991, is a private, nonprofit organization that serves as the state commission on community service. Our mission is to generate an ethic of service throughout the Commonwealth by creating and supporting diverse, high quality service and volunteer opportunities for all age groups, resulting in stronger communities and more active citizens.  <a href="http://msalliance.org/whoare.shtml">http://msalliance.org/whoare.shtml</a></p> <p><b>Green Grant Youth Council</b> Established in 2001, the Green Grant Youth</p>			<p>The goal of the Massachusetts Youth Development State Collaboration Project is to establish and support the implementation of effective youth development strategies at both the State and local levels. The project seeks to increase collaboration among Massachusetts youth-serving systems, facilitate communication between State and community agencies and systems of care, and promote the youth development approach to serving young people.</p>

		<p>Council is the first youth-focused and youth-run group aimed at conserving and protecting the fragile environment of Cape Cod through youth grantmaking and a unique mentoring program. Open to Barnstable County high school students ages 12-17, the Green Grant Youth Council educates youth about environmental stewardship, philanthropy and government ; engages youth in addressing the critical environmental needs of Cape Cod ; motivates youth to participate in service-learning projects ; empowers youth to increase the public's knowledge of critical environmental issues ; and develops important life skills in Cape Cod's youth.</p> <p><b>Woburn Youth Council</b> The Woburn Youth Council, now in its second year, is coordinated through a partnership between the Boys &amp; Girls Club, Social Capital Inc., the City of Woburn, and the YMCA. The goal of the council is to become a catalyst for youth civic engagement in the community. In addition to making grants for youth community service-learning</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>projects, the Council will facilitate other activities that enable youth to make a difference while learning about local government and other community institutions. This expanded role will be achieved through a partnership with the City, and will include a "Youth/Adult Dialogue Session".</p> <p><b>Brockton's Promise Youth Council</b>          The Brockton's Promise Youth Council is a program sponsored by Catholic Charities' Safe Spaces Program in partnership with the City of Brockton's Promise Initiative. The youth council members will be significantly involved in the discovery, planning, and collaboration to create new youth programs to meet the burgeoning needs of Brockton youth. The primary goal of the youth council will be to assist Brockton in establishing and maintaining safe spaces for youth by empowering youth through community service-learning and civic engagement.</p> <p><b>Cambridge Youth Programs</b>          The City of Cambridge's</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>Department of Human Service Programs and its Youth Programs will recruit some of their most civically active youths to serve on the youth council, which will meet weekly to assess the needs of Cambridge's Area IV neighborhood, a culturally diverse community, with the City's lowest socio-economic indicators. The Council will distribute mini-grants, monitor and evaluate each of the mini-grants, and encourage other Cambridge youths to participate in community service-learning activities.</p> <p><b>Holyoke Youth Commission</b>          The Holyoke Youth Commission, a project of the Holyoke Youth Task Force, is made up of youth representing all Holyoke public and parochial high schools and one middle school. They hail from many different after-school groups as well. The Youth Commission meets at City Hall every two weeks to work on their current topics of interest, learn leadership skills, and make change in the city. They also meet each week in subcommittees to carry out projects. The</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>primary goal of the Holyoke Youth Commission is to carry out service-learning projects to improve the lives of other young people in the city, and to have a voice in decision-making in city government.</p> <p><b>Franklin County Youth Funding Initiative</b>          The Franklin County Youth Council Funding Initiative based at Franklin Community Action Corporation will serve youth in three areas of the county: West County, North Quabbin, and Greenfield/Montague. Participants will award mini-grants to their peers for community service-learning projects. Representatives from each region will identify community needs, learn about civic engagement, solicit grant applications from their peers, and award mini-grants for community service-learning projects. The project will increase the community awareness of service accomplished by young people. Participants will gain knowledge of civic engagement, local governmental processes and philanthropy.</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p><b>BEAN (Boston's Environmental Ambassadors to the National Park Service)</b>  The Island Alliance and the National Park Service run an after-school internship program for Boston Youth called BEAN. The program includes office internships, career exploration, leadership workshops, environmental education, community outreach, stewardship projects, public service, and college counseling. The Youth Council members will participate in the BEAN Program and work with local community centers and non-profits in urban neighborhoods to learn ways community service-learning projects could make the Harbor Islands more accessible and worthwhile. The Youth Council will build long-lasting bridges between local urban neighborhoods and the Harbor Islands while addressing important stewardship needs on the Harbor Islands.</p> <p><b>Cape and Islands Youth Community Development Council</b>  The Cape &amp; Islands Youth Community Development</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>Council offers leadership development opportunities to at-risk youth ages 14-17. It is an experience for students with aspirations of public service, non-profit management or volunteering for a cause. The purpose of the Council is for youth to understand county government, work with groups in their community to identify unmet needs within the Cape and Islands, develop a criteria and request for proposals for awarding mini-grants, and determine which proposals will be awarded grants. Each youth will be empowered to serve their community.</p> <p><b>Millbury Service-Learning Youth Council</b>          The Millbury Public Schools feel strongly about its mission of service and the Millbury Service-Learning Youth Council has become an integral part of the school's composition. The Council empowers the youth of the school to be active in grantsmanship, civic engagement, community awareness, and service-learning. The Council conducts a needs assessment, issues a Request for Proposals, disseminates grant</p>			
--	--	---	--	--	--

		<p>funds, monitors funded projects, and provides outreach in the area of service-learning. It is the goal of the Council to meet community needs, connect to the curriculum, and empower youth to facilitate community service-learning projects with students, teachers, administrators, and community members.</p> <p><b>Newton Youth Social Action Council</b>          The Newton Youth Social Action Council is a youth-driven civic action program led by 12 Newton high schools students and 2 adult advisors from the Teen REACH program at Newton Community Service Centers. Through a unique and dynamic partnership between Teen REACH's diverse youth programs, the City of Newton's Youth Commission, and the Newton Public Schools, Council participants will receive hands-on training and education in philanthropy, grantmaking, and local government. The Council will offer funding and oversight to community service-learning projects developed and led by local students, youth groups,</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>teachers and youth-serving organizations that are designed to serve Newton's "at-risk" population of children, teens, families, and seniors who face shortfalls in human services due to financial or other hardships.</p> <p><b>Newton South High School Youth Council</b>          The 37 Students of the Newton South High School Youth Council of the Newton Public Schools will learn about affecting change in their community in diverse ways: (a) an intensive civic engagement and leadership curriculum, (b) in-class experiences with local government officials, (c) hands-on civic engagement and leadership through the formation of a grantmaking youth council, (d) studying community needs to design a meaningful grants process, and (e) learning about service projects by site visits to the 15-30 groups to which they make grants.</p> <p><b>North Adams Youth Council</b>          A partnership between the North Adams Public Schools Service-Learning Program and the city of North Adams will provide for the</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>formation of the North Adams Youth Council. Students will assess community needs and design and manage a mini-grant program that funds youth-directed service-learning projects. Youth will participate in a civic engagement curriculum to learn about community, local government, citizenship, philanthropy, service-learning and leadership.</p> <p><b>Youth Advisory Council</b> The Stoughton Youth Commission is a town-funded agency established in 1975 to provide counseling, groups, and community service activities for Stoughton youth. The goal of the council is to provide youth with the tools to navigate life successfully, from personal and interpersonal relationships, academics, and to instill community civic pride. The Youth Advisory Council was created to provide leadership and community service activities for youth. This group will work with other youth from the community to execute community service-learning projects in and around Stoughton. Through these activities, involved</p>			
--	--	---	--	--	--

		<p>youth will learn the value of service and their overall responsibility as citizens of their community.</p> <p><b>The Food Project Youth Council</b>                  The Food Project's Youth Council will engage a diverse group of young people from Greater Boston in philanthropy, civic education, service, and learning. Council members will build on the Council's previous experience with philanthropy to create an RFP, review proposals, and make mini-grants to support community-service learning projects in Boston public schools. Through their participation in a civic engagement curriculum and partnership with a Boston city councilman, youth will gain a hands-on understanding of local government, determine how their goals as a youth council compare with the goals of the city council, and plan future partnerships.</p> <p><b>Barnstable Youth Commission - "My Teen Voice" - MTV</b>                  The MTV Group's mission is to empower youth to influence the policy and</p>			
--	--	---	--	--	--

		<p>decision makers of the town to create good employment opportunities for Barnstable youth and to build and support town recreational facilities that serve all people and all youth. The group's code of ethics, designed by members, includes promoting mutual respect, violence prevention, transformation from discrimination, and cultural literacy. Primary goals for 2003-2004 include the promotion of the new Barnstable Youth Center and working with the Cape Cod Regional Transit Authority to improve public transportation services for youth.</p> <p><b>Middleboro Youth Council Civic Enhancement &amp; Philanthropy Program</b>  Middleboro youth will participate on a youth council in conjunction with the Middleboro Youth Advocates that will engage them in a deeper understanding of Town Government. The Council members will collaborate with town officials, school district personnel, and representatives of other agencies to conduct a needs assessment survey. They will award mini-grants, oversee</p>			
--	--	--	--	--	--

		<p>the implementation of grants, and reflect upon the experience in a series of roundtable discussions and reports.</p> <p><b>Springfield Youth Council</b>          The Springfield Youth Council is supported by a partnership among the YMCA of Greater Springfield, Partners for a Healthier Community, the Community Foundation of Western Massachusetts, the South End Community Center, and Domenic Sarno of the City Council. Last year, the Youth Council decided it would like to expand so that it could include more members and to become more involved on the neighborhood level with the organizations and projects it funds. Based on this desire, the partnership agreed to maintain a city-wide Youth Council and to begin the process of building neighborhood by neighborhood engagement. This year the council will begin with the North End Youth Center and the South End Community Center.  <a href="http://msalliance.org/Youth_Councils.shtml">http://msalliance.org/Youth_Councils.shtml</a></p>			
--	--	---	--	--	--

<b>Nebraska</b>					<p>The Nebraska Youth Development State Coalition Demonstration Project seeks to shift the perceptions and attitudes of policymakers, community leaders, and community members from a problem-focused approach to serving young people to a community-youth involvement model. The project seeks to enhance understanding of the youth development approach and the potential and actual positive contributions of young people, establish collaborative projects designed to further the youth development model, and enhance services and opportunities for young people.</p>
<b>New York</b>		<p><b>North Shore Youth Council</b>  A NOT-FOR-PROFIT community-based agency, dedicated to helping youth and families cope in today's changing world. We serve as a prevention model for the North Shore Communities in developing anti-violence, drug and alcohol-free projects.  <a href="http://www.nsync.com">http://www.nsync.com</a></p>			<p>The Youth Development Partners Project will serve as a cohesive force for integrating and enhancing the range of activities related to youth development being conducted by New York State agencies, statewide youth organizations, counties, and communities. The project will establish a statewide coalition of youth-serving organizations, support training on youth development for a wide</p>

				<p>range of youth-related professionals, enhance information sharing between youth-related organizations, and ensure the integration of youth development principles into State agency policies and procedures. The overall goals of the project are the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To increase the integration of youth development principles into the policies and practices of agencies at the State, county, or local levels</li> <li>• To further the implementation of activities supporting the State's "blueprint" for youth development</li> <li>• To further the implementation of the youth development approach in communities</li> <li>•</li> </ul> <p><b>Department of Youth and Community Development</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Develops, coordinates and implements youth programs and activities</li> <li>• Is the designated <a href="#">Community Action Agency</a> of the federal <a href="#">Community Services Block Grant Program</a> in New York City</li> <li>• Stimulates interest in the needs and priorities of youth and communities</li> </ul>
--	--	--	--	---

				<ul style="list-style-type: none"> <li>• Oversees all youth employment programming and administers <a href="#">Workforce Investment Act</a> funded youth employment services</li> <li>• Promotes public awareness of services and resources available to youth and communities</li> <li>• Administers available city, state and federal funds to youth and community programs</li> <li>• Awards <a href="#">contracts</a> to a broad network of community-based organizations that provide programs and services that support youth and community development.</li> <li>• Partners with youth-interested leaders in the corporate and non-profit sectors</li> <li>• Is the lead agency for the <a href="#">Interagency Coordinating Council on Youth</a>. <a href="http://www.ci.nyc.ny.us/html/dycd/home.html">http://www.ci.nyc.ny.us/html/dycd/home.html</a></li> </ul> <p><b>Interagency Coordinating Council on Youth Organization and Purpose</b> The Interagency Coordinating Council on Youth (ICC) was created in 1989 to promote interagency collaboration on issues relevant to New</p>
--	--	--	--	--

					<p>York City youth. Pursuant to provisions of the New York City Charter the ICC comprises representatives of each city agency providing services to youth, as well as representatives of the DYCD <a href="http://www.ci.nyc.ny.us/html/dycd/html/resources-icc.html">Youth Board</a> and the City Council. The ICC is chaired by Deputy Mayor Dennis M. Walcott and directed by DYCD Commissioner Jeanne B. Mullgrav. The ICC meets quarterly. Meetings are rotated among member agencies and are not open to the public. The ICC holds at least one public hearing annually.  <a href="http://www.ci.nyc.ny.us/html/dycd/html/resources-icc.html">http://www.ci.nyc.ny.us/html/dycd/html/resources-icc.html</a></p>
<b>Oregon</b>					<p>The Oregon Youth Development Collaboration Project will build on existing efforts in Oregon to integrate youth development principles into youth-related State and local policy and programming and to identify youth development outcomes. The project will support the adoption and implementation of a statewide youth development policy, provide training and technical assistance on youth development to State and local public and private</p>

					youth-serving organizations, and further strengthen the involvement of young people in policy development and program planning.
<b>Pennsylvanie</b>				<b>Stay, Invent the Future initiative</b> Southwestern Pennsylvania Commission Landed more than 300 000 \$ from the state for local projects intended to retain and attract young people to the state. The projects all seek to identify and strengthen industry clusters, work force capabilities and educational institutions and to support strategies to enhance regional and community competitiveness. <a href="http://pittsburgh.bizjournals.com/pittsburgh/stories/2003/02/03/daily49.html">http://pittsburgh.bizjournals.com/pittsburgh/stories/2003/02/03/daily49.html</a>	
<b>Tennessee</b>		<b>Youth Council</b> <a href="http://www.state.tn.us/abor-wfd/youth/index.htm">http://www.state.tn.us/abor-wfd/youth/index.htm</a>			
<b>Cincinnati</b>				<b>Cincinnati Tomorrow</b> Organization dedicated to building a cutting-edge city, has a plan of action to lure more young and creative people to the Queen City. “The Creative class is strongly oriented to large cities and regions that offer a variety of economic opportunities, a stimulating environment and amenities for every possible lifestyle”.	

				<a href="http://www.cincypost.com/2003/02/24/youth022403.html">http://www.cincypost.com/2003/02/24/youth022403.html</a>	
<b>Indianapolis</b>		<p><b>Mayor's Youth Council</b>                  Group of 25 students from across Marion County who serve as the voice of Indianapolis youth in city government. Mayor Peterson works with this group to develop city policies of particular concern to local youth, promote community service, partner with other youth organizations, and host teen summits and youth town halls.</p> <p><a href="http://www6.indygov.org/mayor/youth/index.htm">http://www6.indygov.org/mayor/youth/index.htm</a></p>			
<b>Kirkland (Washington)</b>		<p><b>Kirkland Youth Council</b>                  The Kirkland Youth Council is a group of about 40 teens representing all the Junior and Senior High Schools in Kirkland. In addition, we also have members who attend private schools and who are home schooled. Each member of the Youth Council has the responsibility of representing their school, social and cultural group, the City, as well as the youth of Kirkland to the City Council and other local government groups. The Mission of the Kirkland Youth Council is:                  To Provide a vital link between the youth of Kirkland, the greater</p>			

		<p>community, and the government. This alliance will help to promote mutual respect, ensure that the voice of youth is heard, and create and encourage opportunities for youth to give back to the community.</p> <p><a href="http://www.ci.kirkland.wa.us/depart/youth/council.htm">http://www.ci.kirkland.wa.us/depart/youth/council.htm</a></p>			
--	--	--	--	--	--

## Annexe 4 - Inventaire des expériences en Europe

### *Bilan des connaissances sur les politiques jeunesse*

Pays	Rapport au marché du travail	Participation citoyenne	Ouverture sur le monde	Migration des jeunes vers les grands centres	Contexte
Europe		<p><b>The European Youth Baha'I Council</b> Has dedicated itself to raising awareness among young people of their vital role in shaping a peaceful, global society at this time of profound transition and change. <a href="http://www.ebyc.org/index.php">http://www.ebyc.org/index.php</a></p> <p><b>Portail Jeunesse</b> <a href="http://www.coe.int/T/E/Cultural_Co-operation/Youth/">http://www.coe.int/T/E/Cultural_Co-operation/Youth/</a></p> <p><b>Portail européen de la jeunesse</b> <a href="http://europa.eu.int/youth/index_fr.html">http://europa.eu.int/youth/index_fr.html</a></p> <p><b>Portail Euro Desk</b> <a href="http://www.eurodesk.org/new/">http://www.eurodesk.org/new/</a></p> <p><b>Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale</b></p> <p><b>Forum européen de la</b></p>	<p><b>Fonds de solidarité pour la mobilité jeunesse</b> Le 16 décembre 1994, le Conseil de l'Europe et l'Union Internationale des Chemins de fer (UIC) se sont associés pour créer ensemble le Fonds de Solidarité pour la Mobilité des Jeunes destiné à ouvrir de nouveaux horizons aux jeunes défavorisés d'Europe. En prélevant l'équivalent d'un EURO sur la vente de chaque carte Inter Rail, l'Union Internationale des Chemins de fer permet d'offrir, chaque année, aux jeunes européens les plus démunis l'opportunité de participer à des projets internationaux afin qu'ils puissent s'engager sur la voie des échanges et de la découverte. Le Fonds s'adresse uniquement aux jeunes de milieux défavorisés ou des zones économiquement faibles et est destiné à couvrir le voyage en train (2<sup>e</sup> classe) de ces jeunes participant aux</p>		<p><b>Fonds européen de la jeunesse</b> Créé en 1972, le Fonds européen pour la Jeunesse (FEJ) est un établissement du Conseil de l'Europe qui apporte un soutien financier aux activités européennes de jeunesse. Son budget annuel s'élève à 3 millions d'euros. Depuis 1972, plus de 300 000 jeunes, ages entre 15 et 30 ans et pour la plupart des pays membres du Conseil de l'Europe, ont bénéficié directement des activités soutenues par le FEJ. En 2003, le FEJ a soutenu environ 320 projets impliquant plus de 15 000 jeunes. <a href="http://galadriel.coe.int/fej/portal/media-type/html/language/fr/user/anton/page/FEJ_presentation#Toc66243030">http://galadriel.coe.int/fej/portal/media-type/html/language/fr/user/anton/page/FEJ_presentation#Toc66243030</a></p> <p><b>Les Centres européens de la jeunesse (CEJ)</b> de Strasbourg et de Budapest sont des structures</p>

		<p><b>jeunesse</b> Le Forum européen de la Jeunesse est une organisation internationale composée de conseils nationaux de jeunesse et organisations internationales non-gouvernementales de jeunesse représentant les intérêts des jeunes de l'ensemble de l'Europe. C'est la seule plate-forme en Europe qui représente les organisations de jeunesse auprès des institutions internationales, notamment l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et les Nations Unies. Le Forum Jeunesse sert à faire passer les informations des jeunes vers les décideurs et vice-versa. Le Forum européen de la Jeunesse compte 93 organisations membres qui sont soit des conseils nationaux de jeunesse, soit des organisations internationales non-gouvernementales de jeunesse. Ces organisations sont elles-mêmes des fédérations qui rassemblent plusieurs dizaines de millions de jeunes dans les différents pays européens. <a href="http://www.forumjeunesse.org/fr/home/welcome.html">http://www.forumjeunesse.org/fr/home/welcome.html</a></p> <p><b>Youth Planet, Association</b></p>	<p>activités éducatives internationales. Il n'aide pas le voyage touristique. Pour obtenir l'aide, les projets doivent impliquer au moins deux pays et au minimum dix personnes voyageant ensemble. <a href="http://galadriel.coe.int/fsmj/portal/media-type/html/language/fr/user/anonymous/page/FSMJ_presentation">http://galadriel.coe.int/fsmj/portal/media-type/html/language/fr/user/anonymous/page/FSMJ_presentation</a></p> <p><b>European Confederation of Youth Club Organisations</b> promote co-operation between youth club organisations in Europe increase international awareness amongst young people promote programmes of youth exchange, joint training and seminars encourage the active involvement of young people in their community To meet our aims and intentions, ECYC works through the following ways: seminars and other events for young adults Club-to-club youth exchange youth work development networking and projects between member organisations on topics of common interest training for youth workers on international work, study visits, etc. development of policy guidelines on relevant</p>	<p>permanentes chargées de mettre en oeuvre la politique et le programme du Conseil de l'Europe en matière de jeunesse. Ce sont des centres internationaux de formation, de réunion et d'éducation pouvant héberger jusqu'à 76 personnes à Strasbourg et 112 à Budapest et accueillant la plupart des activités menées dans le secteur de la jeunesse. Ils offrent un cadre de travail souple et moderne propice à la tenue d'activités internationales et disposent de salles de réunions équipées pour l'interprétation simultanée, de bibliothèques ainsi que d'installations audiovisuelles et informatiques.</p> <p><b>Lignes directrices pour la politique de la Jeunesse</b> <a href="http://www.snj.lu/12-galerie/publications/lignes-directrices-2004/">http://www.snj.lu/12-galerie/publications/lignes-directrices-2004/</a></p> <p><b>Generation Europe</b> Was established in Belgium in early 2002 in order to develop the online GEneration community as a channel to quantify the opinions of youth across Europe. <a href="http://www.generation-europe.eu.com/default.asp?sid=15">http://www.generation-europe.eu.com/default.asp?sid=15</a></p>
--	--	--	--	--

		<p><b>européenne des Conseils et Parlements d'Enfants et de Jeunes</b> Fonctionnent dans la quasi-totalité des pays européens. Malgré des formes et des appellations différentes, ils ont en commun l'idée d'intégrer les jeunes dans la vie locale par le biais d'une initiation au fonctionnement de la commune, de la concertation, de la compréhension de la société, comme la mise en place de projets concrets (actions de solidarité pour les sans-abri, concerts contre le racisme, rampes d'accès pour les personnes handicapées. <a href="http://www.youthplanet.org/fr/index.html">http://www.youthplanet.org/fr/index.html</a></p> <p><b>Alliance of European Voluntary Service Organisations</b> Rassemble des organismes nationaux réalisant des projets internationaux de service volontaire. <a href="http://www.alliance-network.org">http://www.alliance-network.org</a></p> <p><b>Association des organisations de service volontaire</b> Organisations membres s'occupant de programmes de service volontaire en Europe.</p>	<p>issues, such as participation, girls work and peer education <a href="http://www.ecyc.org/whatis.html">http://www.ecyc.org/whatis.html</a></p> <p><b>Alliance of European Voluntary Service Organisations</b> is an International Non-Governmental Youth Organisation (INGYO) that represents national organisations running international voluntary service projects. Each organisation promotes community development, intercultural education, understanding and peace through voluntary service. The common aim of all international workcamps is to provide a resource and support to local communities, at the same time giving individuals from diverse backgrounds the opportunity to meet others and live an intercultural experience. <a href="http://www.alliance-network.org/">http://www.alliance-network.org/</a></p> <p><b>Programme européen jeunesse</b> A pour objectif de favoriser les échanges et les rencontres des jeunes de 15 à 25 ans au sein de la communauté européenne et des pays participants. Cinq grandes actions constituent</p>		
--	--	--	---	--	--

		<p><a href="http://www.avso.org/en/membership/membership.htm">http://www.avso.org/en/membership/membership.htm</a></p> <p>Centre européen du volontariat Fédération européenne des centres de volontariat nationaux et régionaux en Europe, chargée de promouvoir le bénévolat à l'échelon européen. Le site propose des informations sur les développements dans le cadre de l'UE.</p> <p><a href="http://www.crossculturalsolutions.org/">http://www.crossculturalsolutions.org/</a></p> <p><b>Global Volunteer Network</b> Des postes bénévoles sont proposés par le biais des organisations partenaires du réseau en Chine, Équateur, Ghana, au Népal, en Roumanie, Russie, Thaïlande et Ouganda.</p> <p><a href="http://www.volunteer.org.nz">http://www.volunteer.org.nz</a></p>	<p>ce programme : Échanges de jeunes (15-25 ans) ; Service Volontaire Européen (18-25 ans). Être volontaire pour effectuer des activités d'intérêt général dans des organisations à but non lucratif ou des collectivités territoriales. Capital Avenir : Encourage et soutient les projets des jeunes ayant participé au SVE ; Initiative de groupes de jeunes (15-25 ans).</p>		
<b>Royaume-Uni</b>	<p><b>National Youth Agency</b> The National Youth Agency aims to advance youth work to promote young people's personal and social development, and their voice, influence and place in society. It works to: improve and extend youth services and youth work ; enhance and demonstrate youth participation in society ; and to promote effective youth policy and provision.</p>	<p><b>Lambeth Youth Council</b> Is run by young people for young people and exists to : highlight issues of concern to young people ; allow young people to influence policies that affect them ; make a difference by initiating special projects ; train young people to make a positive effect in their communities.</p> <p><a href="http://www.lambeth.gov.uk/services/government-democracy/youth">http://www.lambeth.gov.uk/services/government-democracy/youth</a></p>	<p><b>Agriventure</b> Run by the International Agrocultural Exchange Association, Agriventure arranges working exchanges to Australia, New Zealand, Canada, USA and Japan on farming or horticultural enterprises. Applicants must be aged 18-30.</p> <p><a href="http://www.payaway.co.uk/usa.htm">http://www.payaway.co.uk/usa.htm</a></p>	<p><b>Somerset Rural Youth Project</b> The Somerset Rural Youth Project is an innovative scheme set up to reduce deprivation experienced by young people in rural area. The Workshop aims to provide a skills based training programme for young people, principally school leavers and the unemployed, who have minimal qualifications, but</p>	<p><b>National Youth Agency</b> Was founded in 1992 and is based in Leicester, England. We aim to advance youth work to promote young people's personal and social development, and their voice, influence and place in society. Funded by primarily by the Local Government Association and government departments, we work to improve and extend youth services and youth work ;</p>

	<p><a href="http://www.nya.org.uk/">http://www.nya.org.uk/</a></p> <p>Sur le Site Directgov. Home, rien se rapportant spécifiquement à la jeunesse. Cependant, une mesure a trait au parent monoparental. "NewDeal for Lone Parents. Help with transport and childcare costs for lone parents</p>	<p><a href="#">-council.shtml</a></p> <p><b>Chelmsford Youth Council</b> The Chelmsford Youth Council is a group of young people who live in or go to school within the Borough of Chelmsford. We are members of the British Youth Council. Anyone aged between the ages off 11-21, who lives, work or go to school in the Borough of Chelmsford. <a href="http://www.chelmsfordyouthcouncil.co.uk/aboutus.html">http://www.chelmsfordyouthcouncil.co.uk/aboutus.html</a></p> <p><b>Chichester Youth Council</b> Chichester Youth Council is jointly supported by both the District Council and West Sussex County Council. Rather than directing the group, officers from both authorities simply advise and guide its members, so enabling the Youth Council to operate as a truly independent voice for young people. The Youth Council is open to any young person between 13 and 20 who is living, working or studying in the District, and new members are always welcome. <a href="http://www.chichester.gov.uk/live/involving_everybody/chichester_youth_council.cfm">http://www.chichester.gov.uk/live/involving_everybody/chichester_youth_council.cfm</a></p>	<p><b>BTCV</b> BTCV helps people take practical action to improve their environment. Its 130,000 volunteers are aged from under 8 to over 80, live everywhere from Greenwich to Glasgow, come from all walks of life and are involved in projects ranging from building otter holds to developing community gardens. Its 165 local offices run activities including regular conservation tasks, UK and International conservation holidays, conservation training, a support scheme for local community groups and the new Green Gym programme. BTCV's Volunteer Officer scheme provides a recognised route into a career in conservation. They also run Millennium Volunteer programmes specifically aimed at 16-24 year olds. <a href="http://www.btcv.org/">http://www.btcv.org/</a></p> <p><b>Council for environmental Education</b> The Council for Environmental Education (CEE) provides a national focus in England for those committed to education for sustainable development. CEE works in partnership, bringing people together to</p>	<p>once having completed skills training, will then be able to either advance to more formal academic training or enter the workplace. <a href="http://www.syrp.org.uk">www.syrp.org.uk</a></p>	<p>enhance and demonstrate youth participation in society ; and promote effective youth policy and provision. <a href="http://www.mya.org.uk/Templates/internal.asp6NodeID=89403">http://www.mya.org.uk/Templates/internal.asp6NodeID=89403</a></p> <p><b>1999 In England</b> there is no actual Ministry for Youth Affairs, although youth issues form one of the areas of responsibility of the Parliamentary Under-Secretary of State for Lifelong Learning at the DfEE (Department for Education and Employment). The DfEE consults and liaises with other government departments, such as the Department of Health and Social Security and the Housing Office, with regard to youth-related issues for which those departments have specific responsibility.</p> <p>Youth services are provided by local authorities in partnership with voluntary youth organisations. The independent National Youth Agency was set up with local authority and government funding to serve as a national centre for youth services. Throughout England, local authorities are responsible</p>
--	---	--	--	---	---

		<p><b>Basildon Youth Council</b> offer an open invitation to all young people (aged 13 years and over) from the District to join them in helping to Build a Better Basildon. Basildon Youth Council have been operating for almost three years in partnership with Basildon Council. Formed by young people aged 13 and over, Youth Council Members come from all parts of the District. They work together towards making a difference to young peoples' lives and the community as a whole.  <a href="http://www.basildon.gov.uk/80256B90004A6718/vWeb/wpAPSY58ULAJ">http://www.basildon.gov.uk/80256B90004A6718/vWeb/wpAPSY58ULAJ</a></p> <p><b>British Youth Council</b> the national youth council for young people aged under 26 in the UK. BYC represents and involves a unique coalition of young people through their involvement as individuals or through their youth organisations. We bring young people together to agree on issues of common concern and encourage them to bring about change through taking collective action.  <a href="http://www.byc.org.uk">http://www.byc.org.uk</a></p>	<p>address issues of common interest. Providing information is a major focus of our work - through this website and a range of newsletters and publications.  <a href="http://www.cee.org.uk/">http://www.cee.org.uk/</a></p> <p><b>Regional Environmental Education Forum (REEF)</b>      REEF is a network to help schools wanting to set up local environmental projects. This site explains the background to Local Agenda 21, a UN initiative originating in the 1992 Earth Summit in Rio de Janeiro, and how it promotes young people's participation in their local communities.  <a href="http://www.schools.emnet.co.uk/">http://www.schools.emnet.co.uk/</a></p> <p><b>Young People's Trust for the Environment</b> The Young People's Trust for the Environment is a charity which aims to encourage young people's understanding of the environment and the need for sustainability.  <a href="http://www.yptenc.org.uk/">http://www.yptenc.org.uk/</a></p> <p><b>Young TransNet</b>      Young TransNet is committed to equal access to its facilities by children and young people. It is especially interested in using the</p>	<p>for providing youth services in their own particular geographical area. They are supported by a network of voluntary youth organisations in promoting the social and personal education of young people aged between 11 and 25, especially those in the 13-19 age bracket. The government sets an overall framework to determine the total amount of funding granted to the various local services, including youth services, and stipulates how national funds should be distributed among the local authorities. Based on the amount allocated to it in advance, each local authority decides how to distribute the funds among the various services, taking into account local needs and priorities.      There are 200,000 voluntary organisations, excluding sports clubs and commercial organisations or unions. These organisations work in fields such as social welfare, housing, culture and entertainment. Many youth organisations are members of the British Youth Council, which represents around three million young people aged under 25. Its aim is to foster the participation of</p>
--	--	---	--	---

		<p><b>National Black Youth Forum</b>                  The National Black Youth Forum is a national network of children and young people of Asian, African and Caribbean heritage. It encompasses the 12 - 25 age range and the organisation is run for and by these young people. The aim of the organisation is to raise awareness about black young people's rights, how to access them and have them protected. They have written the Black Youth Charter in which over 200 Black youth groups from around the UK have contributed. It is dedicated to all young people who have died through racist attacks. <a href="http://www.nbyf.org/">http://www.nbyf.org/</a></p> <p><b>School Councils</b> UK School Councils UK trains teachers and pupils, in mainstream and special schools, to set up effective structures for pupil involvement. There is also a step-by-step guide to setting up a school council and advice on making existing school councils more effective. <a href="http://www.schoolcouncils.org/">http://www.schoolcouncils.org/</a></p> <p><b>UK Youth Parliament</b> The UK Youth Parliament is designed to provide a nation-</p>	<p>network to encourage research into inequalities of transport opportunities for children and young people. <a href="http://www.youngtransnet.org.uk/">http://www.youngtransnet.org.uk/</a></p> <p><b>Sur le site Direct.gov UK,</b> les liens Internet ont trait à des programmes d'échanges de l'Union européenne. (Erasmus, Leonardo, etc.) Les programmes d'échange internationaux sont l'affaire des universités.</p>		<p>young people in society.</p> <p>The National Council of Voluntary Youth Services also represents youth organisations, including in discussions with the government.</p> <p>The Department for Education and Employment has granted subsidies to the British Youth Council, the National Council of Voluntary Youth Services and 60 other youth organisations. The Youth Exchange Centre is the body responsible for managing the European Union's "Youth for Europe" scheme in England. It will also be responsible for promoting European voluntary service among young people. It also organises bilateral exchanges. New fields of co-operation have been opened with China, Japan and South America. Youth services receive funding from a wide variety of sources. At national level, most government funding allocated to youth organisations comes from the Department for Education and Employment's fund for national voluntary youth organisations.</p>
--	--	--	---	--	--

		<p>wide forum for young people to communicate key issues of concern to political leaders, including members of the British government, the Scottish Parliament and the Welsh Assembly.  <a href="http://www.ukyouthparliament.org.uk/">http://www.ukyouthparliament.org.uk/</a></p> <p><b>Votes at 16</b> The aim of the Votes at 16 campaign is that the voting age in all public elections should be 16. The campaign is targeted at the Government. We will seek to influence Parliament, the devolved institutions, the Electoral Commission, local councils and councillors, the media, academics and the general public. The campaign believes that the most effective case for change is to be made by young people themselves and young people led organisations will be at the heart of the campaign.  <a href="http://www.votesat16.org.uk/">http://www.votesat16.org.uk/</a></p> <p><b>Youth Council for Northern Ireland</b> The Youth Council has been operational for over ten years. Its primary focus is provision for and interests and young people aged 4-25 years. The current membership of Council comprises fifteen people</p>			<p>1999 Irlande du Nord  In Northern Ireland the only government body specialising in youth affairs is the Youth Council for Northern Ireland. The Youth Council is composed of a statutory and a voluntary sector. The statutory sector under the control of Education and Library Boards consists of some 180 youth clubs and 21 residential centres. The voluntary sector is made up of a great variety of organisations ; there are uniformed and non-uniformed units ; church-related and secular units ; and headquarters of umbrella bodies. About 2,300 voluntary groups are registered with Education and Library Boards for the receipt of grant-aid.</p> <p>2. Government policy in the youth sector.</p> <p>The Department of Education of Northern Ireland has overall responsibility for this service and it ensures as far as possible that policy is carried out with uniformity. It has a small Youth Service Branch which has responsibility for:</p>
--	--	---	--	--	---

		<p>from a wide range interests appointed by of Education.  <a href="http://www.youthcouncil-ni.org.uk/website/about_us/about_us.htm">http://www.youthcouncil-ni.org.uk/website/about_us/about_us.htm</a></p> <p><b>Dartford Youth Council</b>                  The Dartford Youth Council (DYC) was established to represent the views of young people living working and going to school in Dartford and to provide a two way channel of communication between young people and Dartford Borough Council. Following a recent review of the DYC, a number of exciting changes will be taking place to enable the DYC to become sustainable for the future to enable it to fulfil its objectives. The DYC has the full support of Dartford Borough Council and Kent County Council to ensure that the Council, the local business community and other community groups has a mechanism for consulting with young people to listen to their views and for young people to have regular opportunities to discuss issues that affect them with these groups.  <a href="http://webserv.dartford.gov.uk/community/dartford%20youth%20council/">http://webserv.dartford.gov.uk/community/dartford%20youth%20council/</a></p>			<ul style="list-style-type: none"> <li>- approving the provision made by Education and Library Boards ;</li> <li>- making capital grants to voluntary youth clubs or organisations for the provision of youth facilities ;</li> <li>- grant-aiding the training of full-time youth workers ;</li> <li>- monitoring the performance of the Youth Council for Northern Ireland.</li> </ul> <p>The Youth Council for Northern Ireland was appointed under the 1989 Youth Service Order and the legislation defines its functions as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- to advise the Department, Boards and other bodies on the development of the Youth Service,</li> <li>- to encourage cross-community activity by the Youth Service,</li> <li>- to encourage the provision of facilities for the Youth Service and facilities which are especially beneficial to young persons ;</li> <li>- to encourage and assist the</li> </ul>
--	--	---	--	--	--

		<p><b>Scottish Youth Parliament</b>  We are a group of nearly 200 elected young people aged between 14 and 25 years, who aim to be the collective national youth voice for all young people in Scotland. Since the formation of the Labour/Liberal Democrat coalition following Scottish Parliament elections in 2003, the Scottish Youth Parliament has been given a guarantee of support from the Scottish executive towards achieving their aims.  <a href="http://www.scottishyouthparliament.org.uk/about">http://www.scottishyouthparliament.org.uk/about</a></p> <p><b>Citizenship in the National Curriculum</b>  In the Home Office, the Active Community Unit is helping community and neighbourhood groups, and promoting citizenship training to help community leaders engage more effectively. That's why citizen education in schools is vital. Raising that awareness instills a sense of belonging and a stake in society. For school students it helps them get involved in their community while they are young, and sets the habit of civic involvement for a lifetime.' <a href="http://www.youthinformation.com/infopage.asp?s">http://www.youthinformation.com/infopage.asp?s</a></p>			<p>co-ordination and efficient use of the resources of the Youth Service ;</p> <p>- grant-aid recognised Headquarters voluntary youth organisations.</p> <p>However, it should be noted that a major review of youth policy is currently on the agenda in Northern Ireland. This involves all aspects of youth services and might lead to recommendations that the law be amended.</p> <p>3. Parliamentary Committee on Youth.</p> <p>There is no specific committee on youth.</p> <p>4. Constitutional and legislative provisions relating to youth affairs.</p> <p>The youth service is not explicitly mentioned in the Education Acts but it falls within the wording of Sections 2 and 508 of the 1996 Education Act, which replace Sections 41 and 53 of the 1944 Education Act. In addition, statutory provisions for the youth service are contained in the 1986 Education and Libraries Order and in the 1989 Youth</p>
--	--	--	--	--	---

		<p>nID=876</p> <p><b>SOVA</b> SOVA is the leading national volunteer mentoring organistaion working in the Criminal Justice System in England and Wales and aims to strengthen communities by involving local volunteers in promoting social inclusion and reducing crime. SOVA works to empower children and young people through advocacy, mentoring and active involvement in volunteering. <a href="http://www.sova.org.uk/young_people.htm">http://www.sova.org.uk/young_people.htm</a></p> <p><b>Charter 88</b> Charter88 is the independent campaign for a modern and fair democracy. Our aim is reform of our system of government. Charter 88 produces a useful leaflet entitled "Young People and Voting" <a href="http://www.charter88.org.uk">http://www.charter88.org.uk</a></p> <p><b>Explore Parliament</b> Explore Parliament is aimed at secondary pupils. Question Time answers many common questions about the workings of Parliament and Political Puzzle is a quiz in which you can 'build' your own parliament. There is an</p>			<p>Service Order.</p> <p>5. Laws dealing specifically with young people.</p> <p>The 1995 Northern Ireland Children Order adds to the provisions of England's 1989 Children Act. It covers a wide range of child protection and health issues.</p> <p>6. Associative life of young people</p> <p>The Headquarters for voluntary youth organisations in Northern Ireland, set up by the Youth Council, receives opinions and support from the Council and from Youthnet, the Northern Ireland voluntary youth network, which also receives funding from the Council. The ELB (Education and Library Boards) also helps finance the study programmes of local voluntary youth organisations.</p> <p>7. International co-operation in the youth sector</p> <p>The International Committee of the Youth Council for Northern Ireland acts as a local committee for the youth exchange centre. It runs the</p>
--	--	---	--	--	--

		<p>online debating chamber in Act of Parliament. Another game is Quest.  <a href="http://www.explore.parliament.uk/">http://www.explore.parliament.uk/</a></p> <p><b>Pump up the Vote</b>  A new website supported by Alan Whitehead MP. Pump up the Vote aims to make your views matter. There is an online questionnaire that is designed to find out what you think of the political process and how things can be improved to make it more responsive to your lifestyles and the issues that matter. It is most relevant to young people living in Alan Whitehead's constituency of Southampton Test.  <a href="http://www.alan-whitehead.org.uk/pump/pump_index.htm">http://www.alan-whitehead.org.uk/pump/pump_index.htm</a></p> <p><b>Votes are power</b>  Someone is making decisions about the things that affect you. Why don't you make the decisions yourself?  Votes are Power encourages young people to use their vote to make a difference. This site applies to England, Scotland and Wales. In Northern Ireland, visit  <a href="http://www.secureyourvote.com">www.secureyourvote.com</a>.  <a href="http://www.votesarepower.com/">http://www.votesarepower.com/</a></p> <p><b>Mentor UK Rural Youth</b></p>			<p>European Union's "Youth for Europe III" programme in Northern Ireland. In 1996 and 1997, more than 100 exchanges, involving 1,460 young people, took place. Youth groups in Northern Ireland have established links with similar groups in other European Union countries.</p> <p>Écosse 1999  As in England there is no separate Department in Scotland specifically for youth matters. The Education Department oversees policy on youth matters from an educational standpoint and intervenes in a number of areas. In addition the Scottish Community Education Council (SCEC) is a Non Departmental Public Body set up in 1982 to advise the Secretary of State for Scotland on matters relating to community education and to promote its development.</p> <p>2. Government policy in the youth sector.</p> <p>One of the SCEC's main responsibilities is to promote and develop the educational aspects of youth work in Scotland, such as prevention of crime and drug abuse. It is teaming up with other</p>
--	--	--	--	--	--

		<p><b>Project</b> Rural Reference Groups, comprising each of ten rural young people, are being established in Suffolk, North Yorkshire, Cornwall and Wales. With training and support, the reference groups will meet bi-monthly in their local areas to identify rural young people's needs, give guidance on effective drug prevention approaches and assist with the evaluation of the promising local projects and materials.</p> <p><a href="http://www.mentorfoundation.org/content/php?pid=537">http://www.mentorfoundation.org/content/php?pid=537</a></p>			<p>organisations to establish a centralised national structure for youth work in Scotland.</p> <p>The SCEC was instrumental in establishing the Youth Work Forum, an advisory body which, over the last years has undertaken a number of consultations throughout Scotland with local youth groups and agencies in order to get some grass roots feedback on what is required to take youth work forward and generally to enhance its standing and image and its professional and public impact.</p> <p>A recent Youth Work Forum initiative, "Youth United", aims to promote the effective participation of young people in decision-making on youth-related issues. The purpose of Youth United, which evolved from existing activities carried out by the youth work network across Scotland, is to develop and support youth fora, youth consultation and youth conferences at local authority level.</p> <p>The SCEC was the first body to use Eurodesk, which is also widely used by teachers, voluntary workers and</p>
--	--	--	--	--	--

					<p>members of other professions, including those working in schools and colleges.</p> <p>The SCEC has also published two documents, which have proved very successful. One, aimed at young Scots aged between 15 and 25, deals with education, employment, leisure and health issues. The other is for 12 and 13 year olds.</p> <p>The Scottish Education Department and the Department of Industry also sponsor the Scottish Sports Council, which has set up a Youth Sports Strategy Group to make sport a part of all young people's lives.</p> <p>3. Parliamentary Committee on Youth.</p> <p>There is no specific committee concerning issues related to young people.</p> <p>4. Constitutional and legislative provisions relating to youth affairs.</p> <p>As in England the youth service is not explicitly mentioned in Scottish statutes. One of the regulations that relates to the</p>
--	--	--	--	--	--

					<p>young people is the Education (Scotland) Act 1980, in particular the first section, which deals with the following issues:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- primary, secondary and higher education ;</li> <li>- social, cultural and leisure activities ; physical education and training.</li> </ul> <p>Meanwhile, Section 6 of the 1980 Education (Scotland) Act deals with ways of achieving the above-mentioned objectives.</p> <p>5. Laws dealing specifically with young people.</p> <p>There is no specific law dealing with young people.</p> <p>6. Associative life of young people.</p> <p>There is the Scottish Standing Conference of Voluntary Youth Organisations (SSCVYO), an umbrella organisation which supports member organisations (the Scout and Guide movements are but 2 examples) through the provision of information, advice, training, networking and the general sharing of</p>
--	--	--	--	--	---

					<p>views in co-operation with other agencies.</p> <p>7. International co-operation in the youth field.</p> <p>Insufficient information.</p> <p>8. Criteria for recognition and funding of youth associations, initiatives etc</p> <p>The Education Department of Scotland provides special annual grants both for SSCVYO and SCEC which in total amount is about £650,000, representing approximately 55% of their combined expenditure.</p> <p>The Secretary of State for Scotland is empowered to make grants available to legal persons other than local authorities under the regulation-making powers laid down in Sections 73(d) and (g) and 74(1) of the Education (Scotland) Act 1980. The Regulations made under these powers are the Further Education (Approved Associations) (Scotland) Grant Regulations 1989. Grants are paid to youth organisations under the provisions of these Regulations.</p> <p>?</p>
--	--	--	--	--	--

					<p>Under the above-mentioned Regulations, in addition to paying grant to SCEC and SSCVYO, the Education Department of Scotland pays grant in support of the headquarters and other expenditure of voluntary organisations representative of youth. In 1995 financial year this amounted to some £700,000.</p> <p>For the 1997-1998 financial year, voluntary youth organisations received a total of £711,613 in subsidies.</p> <p>The criteria for funding of associations take into account the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- the nature, effectiveness and quality of organisations' work ;</li> <li>- the nature of the organisation and its ability to fulfil its objectives ;</li> <li>- the age and size of the</li> </ul> <p>In addition to the above, the United Nations Youth Unit has reported the following information on the National Youth Policy of United Kingdom.</p> <p>Within the Government, the</p>
--	--	--	--	--	---

					<p>Department of Education's Youth Services Unit (YSU) coordinates the national youth policy of the United Kingdom in cooperation with other youth-serving ministries of the Government and with youth NGOs such as the British Youth Council(BYC).</p> <p>The lives of young people are influenced by many departments of government, local and national. In England, the Department for Education and Employment (DfEE) is concerned with their school, training and jobs ; the Department of Health (DoH) with young people's health needs ; and the Home Office (HO) with young offending. National (UK) arrangements are paralleled, with minor variations, in the developed administrations in Scotland, Wales and Northern Ireland through departments of the Welsh, Scottish and Northern Ireland Offices. There is no Ministry of Youth but the Citizenship, Youth and Family division of the DfEE has a key responsibility for youth issues in England as do the Education Departments of Wales, Scotland and Northern Ireland.</p>
--	--	--	--	--	---

					<p>In 1997, the Government set up the Social Exclusion Unit, based in the Cabinet Office, which brings together civil servants from a wide range of departments to investigate and coordinate policy. Its aim is to bring the "underclass" back into the mainstream of society. Although not exclusively responsible for youth policy young people are high on its agenda. Areas to be tackled by the Unit include inner-city housing estates, new measures to deal with school exclusion, truancy and youth crime, and teenage pregnancy.</p> <p>The British Youth Council, formed in 1948, is the representative body for young people aged 16 to 25 in the UK. An independent charity, run for and by young people it represents their views to central and local government, political parties, pressure groups and the media.. The Council's primary aim is to advance the interests and views of young people, and to work towards their effective participation and involvement in society as a whole.</p>
--	--	--	--	--	---

					<p>The United Kingdom has a distinctive Youth Service, which is the policy responsibility of the departments for education in each of the countries. The Youth Service is a partnership between local education authorities (Education and Library Boards in Northern Ireland) and the myriad of voluntary-not-for-profit-organizations which have developed in the UK since the late 19th century. The vast majority of youth service partnerships, consist of local authority run clubs and projects and a diverse voluntary sector which may in receipt of grants, seconded workers and other forms of support. Increasingly partnerships are also being established with schools, further education colleges, Health Authorities, Training and Enterprise Councils, and the private sector to provide youth work in a variety of settings. The Youth Service is also becoming increasingly involved with the wide range of central government initiatives.</p> <p>Youth work supports young people in their transition from childhood to</p>
--	--	--	--	--	--

					<p>responsible adulthood, encourages their social development and individual fulfilment, and helps them engage fully in society. It is concerned primarily with young people's personal and social development and is critically informed by a set of beliefs which include a commitment to equal opportunity, and to young people as partners in learning and in decision making.</p> <p>In 1985 the Government support to youth exchanges was rationalized with the creation of the Youth Exchange Centre, jointly funded by the Foreign and Commonwealth Office and the then Department of Education and Science. Initially its work focused on the execution of Bilateral Youth Exchange Agreements and more generalized promotion of youth exchange activity by youth structures in the United Kingdom. It was marked by the setting up of 12 Regional Committees made up of professional and voluntary youth workers within each region. The establishment of the Youth for Europe programme in 1989 brought new resources and a new sense of purpose</p>
--	--	--	--	--	---

					<p>to international work with young people. The impact of the more broadly based programmes Youth for Europe II and Youth for Europe III has added diversity to international work with young people.</p> <p>Youth Exchanges remain the core of that work. There are bilateral exchanges funded by two governments, the bilateral, trilateral and multicultural exchanges under Youth for Europe or the slightly longer term and usually more ambitious Commonwealth Youth Exchanges. Supporting the youth exchange activity there are a number of facilitating measures such as Short Study Visits, Multiplier Visits, Delegations of Experts and training events. Together these aim to create contacts, share good practice and raise the standards and quality of youth exchange work.</p> <p><a href="http://esa.un.org/socdev/unyin/country4.asp?countrycode=gb">http://esa.un.org/socdev/unyin/country4.asp?countrycode=gb</a></p>
<b>Irlande</b>		<p><b>National Youth Council of Ireland</b> The National Youth Council of Ireland is the representative body for voluntary youth organisations in Ireland.</p>			

		NYCI was established in 1967 through the coming together of the principal voluntary youth organisations. NYCI was set up to represent the interests of young people and youth organisations and continues to do this right up to the present day. NYCI's role is recognised in legislation. <a href="http://www.youth.ie/about/nyci.html">http://www.youth.ie/about/nyci.html</a>			
<b>France</b>	<p><b>Contrats d'apprentissage</b> Il permet aux jeunes de 16 à moins de 26 ans d'acquérir, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique. Une dérogation peut être accordée aux jeunes d'au moins 15 ans ayant effectué le premier cycle de l'enseignement scolaire. Ce contrat peut vous faire bénéficier de deux avantages : obtenir une expérience professionnelle rémunérée et bénéficier d'une formation sanctionnée par un diplôme. <a href="http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/ARBO/NXENS411.html">http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/ARBO/NXENS411.html</a></p> <p><b>Programme « Nouveaux</b></p>	<p><b>Le Conseil National de la Jeunesse</b> Présidé par le Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, le Conseil National de la Jeunesse (CNJ) est composé d'environ 200 membres issus, pour une moitié, des conseils départementaux de la jeunesse, et pour l'autre moitié, de structures associatives, politiques ou syndicales nationales.</p> <p>Il est saisi de questions touchant aux politiques à mener en faveur de la jeunesse ou intéressant la jeunesse.</p> <p>En outre, le CNJ s'auto-saisit de toute question qu'il désire étudier et pour laquelle il veut se faire force de propositions. Actuellement, le CNJ comporte ainsi cinq</p>	<p><b>Office franco-allemand pour la jeunesse</b> Environ 140 000 jeunes participent chaque année à 7 000 programmes à vocation culturelle, sportive, artistique ou professionnelle dans le cadre d'échanges entre écoles et associations de jeunesse françaises et allemandes. <a href="http://www.ofaj.org/">http://www.ofaj.org/</a></p> <p><b>Office franco-québécois pour la jeunesse</b> permet aux jeunes de réaliser leurs projets dans le cadre de l'espace francophone. L'OFQJ soutient tout particulièrement les projets à dimension culturelle et les projets visant à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. <a href="http://www.ofqj.org/">http://www.ofqj.org/</a></p> <p><b>Les protocoles bi-</b></p>	<p><b>Programme Leader (Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale)</b> Le Ministère de l'agriculture de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales (MAAPAR) participe au programme d'initiative communautaire Leader II (1994-1995) qui fait suite au programme Leader I (1991-1993). CE programme soutient les initiatives locales de développement. Il s'applique dans les zones rurales fragiles ainsi que dans les zones rurales des régions en retard de développement. Les actions financées au titre de ce programme doivent s'inscrire dans 3 catégories : l'acquisition de compétences, les programmes d'innovation rurale, la coopération transnationale. <a href="http://www.agriculture.gouv.">http://www.agriculture.gouv.</a></p>	

	<p><b>services, Emplois-jeunes »</b> L'enjeu du programme "nouveaux services - emplois jeunes" mis en œuvre dans le cadre de la loi du 16 octobre 1997 est double: il s'agit à la fois de susciter la création d'activités pérennes dans le secteur non marchand, en réponse à des besoins locaux émergents ou non satisfaits, et de permettre, d'ici la fin 2000, à 350 000 jeunes (âgés de 18 à 26 ans, voire 30 ans dans certains cas) de se professionnaliser dans ces métiers. Pour chaque poste occupé, les employeurs bénéficient d'une aide annuelle de l'Etat de 95 004 francs (au 1er juillet 1999) pour un temps plein versée pendant cinq ans. <a href="http://www.centre-inffo.fr/v2/ressources/dossiers/dos0004.htm">http://www.centre-inffo.fr/v2/ressources/dossiers/dos0004.htm</a></p> <p><b>Volontariat International en Entreprise</b> Le Volontariat International en Entreprise (V.I.E) permet à votre entreprise de confier à un jeune, homme ou femme, âgé de 18 à 28 ans, une mission professionnelle à l'étranger. D'une durée de 6 à 24 mois en fonction de vos besoins. <b>Le V.I.E est un atout majeur, à la fois :</b> pour votre entreprise qui</p>	<p>commissions et deux groupes de travail (en plus de celui sur l'avenir de l'école) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission « jeunes et milieu rural » ;</li> <li>- Commission « implication des jeunes dans la vie locale » ;</li> <li>- Commission « discriminations ethniques et intégration » ;</li> <li>- Commission « santé des jeunes » ;</li> <li>- Groupe de travail « volontariat et rénovation du BAFA et du BAFD » ;</li> <li>- Groupe de travail « place de la femme »</li> </ul> <p><a href="http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/cnj.asp">http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/cnj.asp</a></p> <p><b>Conseils départementaux de la jeunesse</b> Dans chaque département, est institué un Conseil Départemental de la Jeunesse (CDJ) placé auprès du préfet, et sous sa présidence. Ils sont composés de membres âgés de 16 à 26 ans, issus des conseils locaux de jeunes ou d'associations locales ou départementales, nommés pour deux ans par le préfet sur proposition des conseils locaux et associations concernés. Souvent, un représentant du Conseil Académique de la</p>	<p><b>gouvernementaux</b> La France a signé " un accord culturel cadre " avec de nombreux pays. Pour l'application de chaque accord, une Commission culturelle se réunit périodiquement. Les relations internationales en matière de jeunesse font l'objet d'un soutien des pouvoirs publics et sont traitées au sein de sous-commissions mixte spécifiques " Jeunesse et Sports " . <a href="http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/protocolesinter.asp">http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/protocolesinter.asp</a></p> <p><b>Mise en œuvre du Programme Européen Jeunesse (2000-2006)</b> Un programme cofinancé par la Commission Européenne et les États membres. Il s'adresse à tous les 15-25 ans, sans condition de diplôme ou de formation et leur permet de rencontrer d'autres jeunes européens, de partir comme jeune volontaire pendant plusieurs mois réaliser un projet d'intérêt général dans une association dans un pays voisin ou de réaliser des projets individuels ou en groupe. <a href="http://www.injep.fr/prog/inde">http://www.injep.fr/prog/inde</a></p>	<p><a href="http://spip.ressources.themes.vie.enmilieurural.dynamiquerurale.developpementlocal.partenariatseurope.programmeleader_r331.html">fr/spip/ressources.themes.vie.enmilieurural.dynamiquerurale.developpementlocal.partenariatseurope.programmeleader_r331.html</a></p> <p><b>Talents des cités</b> Il s'agit à la fois d'un concours et d'une opération de promotion pour des jeunes des quartiers sensibles qui se sont distingués en montant des projets dans les domaines économiques, associatifs et culturel. Les lauréats, en effet, se voient attribuer un soutien financier (3000 euros) et profitent de plus de conseils et de l'accompagnement des réseaux l'aide à la création d'entreprises dont notamment le réseau des Boutiques de gestion, France active, l'ADIE, France Initiative Réseau, Défi jeunes, l'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), l'assemblée permanente des chambres de métiers (APCM). Ces jeunes créateurs, qui bénéficient par le biais de parrainage de l'aide de chefs d'entreprises expérimentés, deviennent d'une année sur l'autre des « ambassadeurs de la réussite » pour encourager les initiatives dans les</p>	
--	--	---	---	---	--

	<p>souhaite intervenir avec la plus grande efficacité sur les marchés internationaux, pour le jeune qui s'investit dans une expérience enrichissante hors de nos frontières.  <a href="http://vie.ubifrance.com/sommaire.htm">http://vie.ubifrance.com/sommaire.htm</a></p> <p><b>Dispositif de formation professionnelle continue en France</b>  En France, les personnes tout au long de leur vie, peuvent avoir accès à la formation dans le cadre de l'éducation permanente.  L'éducation permanente permet à chacun de bénéficier d'une formation soit au titre des FORMATIONS INITIALES scolaires ou universitaires pour les élèves et étudiants, soit au titre de la FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE pour toute personne, jeune ou adulte, déjà engagée dans la vie active. <a href="http://www.centre-inffo.fr/maq100901/dispositif/index.htm">http://www.centre-inffo.fr/maq100901/dispositif/index.htm</a></p> <p><b>2000 bourses mobilité</b>  Beaucoup de jeunes sont confrontés à de réelles difficultés pour accéder à la mobilité, alors même que le</p>	<p>Vie Lycéenne (CAVL) siège au CDJ.  <a href="http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/cdj.asp">http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/cdj.asp</a></p> <p><b>Le prix du Conseil de l'Europe " Jeunes citoyens actifs "</b>  Pour la deuxième année consécutive, le Conseil de l'Europe organise le Prix " Jeunes citoyens actifs " afin de récompenser des projets méritants destinés à promouvoir la participation des jeunes dans la société. Pour cette année 2003, le prix aura pour thème " La participation des jeunes femmes dans la vie politique ".  <a href="http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/ri.asp">http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/ri.asp</a></p> <p><b>Conseils locaux de la jeunesse</b> Souvent conseils créés à l'initiative d'élus municipaux, mais aussi dans de nombreux cas sous l'impulsion d'associations promouvant une démocratie participative réelle, les Conseils Locaux de la Jeunesse (CLJ) apportent des idées et réalisent des actions pour améliorer la vie de chacun sur un territoire donné (quartier, ville, agglomération, etc.), c'est-à-</p>	<p><a href="#">x.html</a></p> <p><b>Le Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse</b> et d'Education Populaire, espace de concertation et de dialogue avec les pouvoirs publics, est composé de 74 associations et fédérations nationales. Le CNAJEP inscrit sa réflexion et ses actions dans une dimension internationale à travers des représentations et des partenariats privilégiés avec plusieurs zones géographiques (Union Européenne, Bassin Méditerranéen (Algérie, Liban, Palestine)). Il définit des objectifs généraux en rappelant que le développement social et culturel est, à l'égard du développement économique, un élément indispensable au progrès de notre société, et que l'Etat doit avoir une politique globale et cohérente, susceptible de répondre aux besoins et aspirations exprimés par tous, jeunes et adultes, notamment par la réduction des inégalités, en renforçant les dispositifs de solidarité ; par la lutte contre toute</p>	<p>quartiers.  <a href="http://www.ville.gouv.fr/info/s/dossiers/talents-des-cites.html">http://www.ville.gouv.fr/info/s/dossiers/talents-des-cites.html</a></p> <p><b>Familles rurales</b> Les associations, le plus souvent implantées dans la commune, constituent la base de Familles Rurales. Chaque association locale s'enrichit des idées et de la participation des familles qu'elle regroupe. Elle s'attache à rester en permanence ouverte aux nouveaux besoins des familles. Elle tente avec elles d'y trouver les meilleures réponses. La mission du Mouvement, au travers de ses différents échelons, s'articule autour de trois axes forts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ aider les familles à mettre en œuvre ensemble les activités dont elles ont besoin,</li> <li>▶ accompagner les parents dans leur fonction d'éducation,</li> <li>▶ représenter les intérêts des familles à tous les échelons.</li> </ul> <p><a href="http://www.famillesrurales.org/content.php?id_site=1&amp;id_niv1=6&amp;id_niv2=85&amp;id_niv3=0&amp;ancien_niv1=6">http://www.famillesrurales.org/content.php?id_site=1&amp;id_niv1=6&amp;id_niv2=85&amp;id_niv3=0&amp;ancien_niv1=6</a></p> <p><b>2000 bourses mobilité</b>  Beaucoup de jeunes sont</p>	
--	--	---	---	---	--

	<p>repli sur le quartier constitue une entrave à un projet de vie, notamment d'insertion sociale et professionnelle. Il est donc essentiel de multiplier les offres en leur direction, notamment à l'occasion d'un parcours d'insertion (TRACE), ou d'une formation en apprentissage ou en alternance. Un dispositif national concernant 2000 jeunes sera mis en place en 2002 pour favoriser le développement de ces opportunités de mobilité, en France, en Europe et à l'étranger, afin qu'ils puissent effectuer une partie de leur formation dans d'autres villes.</p> <p><a href="http://www.mon-immeuble.com/articlecomiteinterministeriellesvilles.htm">http://www.mon-immeuble.com/articlecomiteinterministeriellesvilles.htm</a></p>	<p>dire non seulement la vie des jeunes mais aussi celle de l'ensemble des habitants. Les modalités de désignation des membres d'un CLJ sont variées et à discrétion de la structure qui le crée et le fait vivre. <a href="http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/clj.asp">http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/jeunesse/clj.asp</a></p> <p><b>Volontariat civil</b></p> <p><b>1. Le volontariat civil en métropole</b> s'effectue dans une association en relation avec le ministère. Actuellement, les Fédérations régionales de défense contre les organismes nuisibles (FREDON) et les Groupements de défense sanitaire (GDS) se proposent d'accueillir des volontaires civils. Vous trouverez les informations que vous recherchez en vous adressant au Délégué départemental qui se trouve dans la préfecture de votre département.</p> <p><b>2. Le volontariat civil de cohésion sociale et de solidarité outre-mer :</b></p> <p><i>Objet :</i> Les volontaires civils connaissant bien les questions concernant</p>	<p>discrimination sexiste, raciale, sociale, religieuse ou nationale ; par la promotion de la paix, de la solidarité et l'amitié entre tous les jeunes et citoyens de tous les peuples. <a href="http://www.educ-pop.org/74">http://www.educ-pop.org/74</a></p>	<p>confrontés à de réelles difficultés pour accéder à la mobilité, alors même que le repli sur le quartier constitue une entrave à un projet de vie, notamment d'insertion sociale et professionnelle. Il est donc essentiel de multiplier les offres en leur direction, notamment à l'occasion d'un parcours d'insertion (TRACE), ou d'une formation en apprentissage ou en alternance. Un dispositif national concernant 2000 jeunes sera mis en place en 2002 pour favoriser le développement de ces opportunités de mobilité, en France, en Europe et à l'étranger, afin qu'ils puissent effectuer une partie de leur formation dans d'autres villes.</p> <p><a href="http://www.mon-immeuble.com/articlecomiteinterministeriellesvilles.htm">http://www.mon-immeuble.com/articlecomiteinterministeriellesvilles.htm</a></p> <p><b>Lieux d'accueil en soirée pour les jeunes</b></p> <p>De nombreux quartiers manquent de lieux d'accueil et d'animation en soirée, alors même que la demande est très forte dans ces créneaux horaires. C'est dans le cadre d'un dispositif d'ensemble cohérent, associant l'ensemble des</p>	
--	--	---	---	--	--

		<p>l'agriculture et la pêche participent aux différentes missions du ministère de l'agriculture et de la pêche outre-mer.</p> <p><i>Déroulement :</i> Ce volontariat, dit de l'aide technique, s'effectue dans les services déconcentrés de l'Etat, c'est-à-dire dans une "direction de l'Agriculture et de la Forêt" des départements et territoires d'outre-mer. Vous pouvez obtenir les informations que vous recherchez en vous adressant à :</p> <p><a href="mailto:volontariat-civil-outremer.bsd.sdms.dga@agri.culture.gouv.fr">volontariat-civil-outremer.bsd.sdms.dga@agri.culture.gouv.fr</a></p> <p><b>3. Le volontariat civil à l'étranger :</b></p> <p><i>Objet :</i> Les volontaires connaissant bien les questions concernant l'agriculture et la pêche peuvent être accueillis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans les services de certaines ambassades où ils suivront les questions relevant des domaines de la compétence du ministère de l'Agriculture et de la Pêche,</li> <li>- dans la mesure des postes ouverts, par des organisations internationales, telle l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (sigle français OAA, sigle</li> </ul>		<p>intervenant, y compris les jeunes et les parents, que doivent être conçus de nombreux lieux d'animation et de pratiques culturelles. Ces lieux comprendront aussi des espaces publics numériques, des espaces d'accueil et des intervenants dédiés aux problèmes de santé et d'insertion.</p> <p><a href="http://www.mon-immeuble.com/articlecomiteinterministeriellesvilles.htm">http://www.mon-immeuble.com/articlecomiteinterministeriellesvilles.htm</a></p> <p><b>Comité Interministériel des Villes</b> (créé 1984) Programme 1999 : "pour des villes renouvelées et solidaires"</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- programme national de renouvellement urbain</li> <li>- moyens pour la revitalisation économique, l'accès à l'emploi, le lien social</li> <li>- actions pour le développement des quartiers "acteurs de solidarité"</li> </ul> <p><a href="http://www.villes-en-france.org/urbanisme/lexique.htm">http://www.villes-en-france.org/urbanisme/lexique.htm</a></p> <p><b>Grands Projets de Villes</b> Programme 2001-2006, 838 MEuros (6 MdsF) de crédits d'Etat + fonds des Conseils Régionaux et Généraux 50 (52) sites en France.</p>	
--	--	---	--	---	--

		<p>anglais FAO).  <a href="http://www.agriculture.gouv.fr/spip/article.php3?id_article=3328">http://www.agriculture.gouv.fr/spip/article.php3?id_article=3328</a></p> <p><b>Fédération Léo Lagrange A</b>  travers des débats, des campagnes d'action militantes et des outils pédagogiques divers, la Fédération poursuit un objectif d'éducation : il s'agit de contribuer à l'émancipation des citoyens, de permettre et favoriser la participation de toutes et tous, jeunes et adultes, aux niveaux local, régional, national, européen et international.  <a href="http://www.educ-pop.org/518">http://www.educ-pop.org/518</a></p>		<p><a href="http://www.villes-en-france.org/urbanisme/lexique.htm">http://www.villes-en-france.org/urbanisme/lexique.htm</a></p>	
<b>Finlande</b>	<p><b>Ateliers pour la jeunesse</b>  Fournir un enseignement professionnel et les aptitudes nécessaires pour l'avenir des jeunes sur le marché du travail [...]p.74</p> <p><b>Contexte :</b>  « [...] la politique d'emploi de la jeunesse s'est tournée vers l'entreprise et l'esprit d'initiative. Certains services gouvernementaux et d'autres sont convaincus qu'il est important que les jeunes apprennent à « trouver leur propre activité ». p.80</p> <p><b>La décennie de l'esprit</b></p>	<p><b>Commission consultative des affaires de la jeunesse</b>  « fait des propositions et donne des avis concernant le projet de budget, et lors de l'élaboration du plan d'action et du plan de gestion des ministères les plus importants pour la jeunesse. Elle suit les progrès de ses propositions dans les différents ministères et veille à ce qu'elles soient également approuvées lors des décisions relatives au budget. De plus, la commission consultative suit l'évolution de la répartition des revenus entre les</p>	<p>« <b>Colonie de Vacances</b> »  <b>internationale</b>  réunissant des jeunes originaires de sept communes de la région, ainsi que de jeunes Estoniens, Norvégiens et Suédois – tous ces jeunes gens ayant été consultés au sujet de l'organisation et du fonctionnement de la colonie. P.51</p> <p><b>Jeunesse pour l'Europe</b>  Sessions de formation à la candidature à une bourse d'études. P.51</p> <p><b>Séminaire international</b></p>	<p><b>Contexte :</b>  « Le problème essentiel que le groupe international d'évaluation a pu étudier de manière plus approfondie est celui de la migration régional – c'est-à-dire des jeunes qui n'ont pas la capacité de retourner dans leur communauté d'origine, en raison du manque de terrains à bâtir ou de permis de construire (mais aussi d'emplois). [...] Nous pensons que les jeunes retournant vivre dans ces régions de Finlande [Loimaa et de Vihti] plus distantes ou plus isolées ont davantage un</p>	<p><b>Source :</b> <i>La politique de la jeunesse en Finlande, 1999.</i>  Ministère de l'Éducation : charge de la coordination des questions de jeunesse ; Processus d'amélioration de la condition des jeunes relève de l'ensemble des administrations nationales ; p.39  Ce sont les services éducatifs et culturels des nouvelles régions qui auront en charge l'action en faveur de la jeunesse ; [...]les nouvelles régions auront la liberté de créer, à leur échelon, des organismes composés d'experts spécialisés dans</p>

	<p><b>d'entreprise, 1995-2005.</b> Un programme national est appuyé par le milieu des affaires et de l'industrie, par différents ministères gouvernementaux et par les syndicats. Pendant leur formation, un soutien est transmis aux jeunes par des idées et un savoir concernant l'entreprise. P.81</p> <p><b>Ateliers pour les jeunes qui veulent travailler à leur compte</b> (dix ateliers en tout) ; celui de la ville d'Helsinki a connu un grand succès, mais il était ouvertement destiné à un groupe très sélectif. P.81</p> <p><b>Subvention d'État</b> pour les demandeurs d'emploi au chômage qui ont une bonne idée pour créer une entreprise qui emploierait au moins une autre personne. P. 81</p> <p><b>Centre d'incubation d'entreprises de Loimaa</b> Destiné à créer un milieu favorable au développement de nouvelles entreprises. La division administrative des responsabilités en matière de soutien aux entreprises est la suivante : le ministère du Commerce et de l'Industrie, par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, fournit</p>	<p>générations... ; le cas échéant, elle fait des propositions relatives à la répartition des revenus. » (Rapport national, p.663-64, Ministère de l'Éducation, 1997) cité dans <i>La politique de la Finlande</i>, p.39</p> <p><b>Contexte :</b> <b>Département de la jeunesse de la ville d'Helsinki</b> Le plus important dispensateur de services auprès des jeunes en Finlande. Consiste à promouvoir la citoyenneté (politique, sociale, culturelle et économique) et l'acquisition de compétences chez les jeunes. P.103</p> <p><b>Conseil des jeunes de Vihti (Ou Comité des jeunes)</b> Comporte 25 membres âgés de 13 à 18 ans ; la plupart ont 15 ou 16 ans. Des élections ont été organisées dans les écoles et les centres de jeunes, et le processus a reçu un large écho et beaucoup d'attention. P.109</p>	<p><b>d'action en faveur de la jeunesse</b> (avec la participation de l'Estonie, de la Suède, de la Norvège et de l'Écosse, sur le thème d'un projet de prévention de la toxicomanie et des recherches estoniennes sur les tendances agressives des jeunes. P.51</p> <p><b>Porte de l'Avenir</b> Avec le concours de la Fondation Mannerheim et de la Société finlandaise de santé mentale (ce projet englobe également un processus d'éducation entre membres des mêmes générations et une visite en Irlande du Nord. P.51</p>	<p>problème d'emploi qu'un problème de logement. L'AFLA (Association des pouvoirs locaux finlandais) a souligné qu'on pouvait dégager diverses tendances en ce qui concernait l'« exode » des jeunes vers les grands centres régionaux. Le secteur agricole n'est plus assez important pour offrir suffisamment d'emplois (malgré un système de subventions de l'État, destiné à aider certains jeunes à reprendre l'exploitation agricole de leurs parents). Il existe également diverses formes d'« incitation » en vue d'attirer les entreprises et les particuliers vers des communes à population vieillissante : pour ce faire, les communes en question doivent proposer les meilleurs services possibles, mais leurs capacités fiscales (autrement dit, les impôts locaux) sont souvent limités étant donné que le nombre de contribuables n'est pas assez important localement. » p.137</p>	<p>l'action en faveur de la jeunesse. P.40 (Pour contexte politique, voir p.39-42)</p> <p>L'Allianssi (L'Agence de coopération pour la jeunesse finlandaise) « gère des services d'information destinés aux jeunes et aux travailleurs sociaux opérant auprès d'eux ; elle édite également un certain nombre de publications et entreprend – ou facilite – des campagnes d'information sur des thèmes tels que le chômage ou le racisme. L'Allianssi collabore étroitement avec les responsables des actions en faveur de la jeunesse, avec les chercheurs, le gouvernement et la commission consultative des affaires de la jeunesse. P.42</p> <p>L'administration régionale chargée de l'action en faveur de la jeunesse est assurée par un certain nombre de commissions régionales de la jeunesse, qui mettent en œuvre cette action, formulent des avis à l'intention du ministère de l'Éducation et sont responsables devant celui-ci de l'accomplissement des missions que le ministère</p>
--	--	--	---	--	--

	<p>conseils et soutien, tandis que la formation et le financement proviennent du ministère du Travail. P.81</p>			<p>leur assigne. Ces commissions régionales sont également chargées – seules ou en association avec d'autres organismes – de la gestion des projets des Fonds structurels de l'Union européenne. P.43</p> <p>Au niveau local, les offices de jeunesse sont chargés – entre autres responsabilités – de l'action en faveur de la jeunesse et de toutes les activités liées à la jeunesse. Leur mission essentielle consiste à mettre en place et gérer des équipements destinés à la jeunesse, aider les organisations de jeunesse (on en compte environ 6000 en Finlande), élaborer une politique de la jeunesse ; collaborer, dans le cadre de réseaux spécifiques, avec d'autres communes/autorités/organisations de jeunesse ; informer (en matière d'éducation et de formation, de santé, de logement et d'emploi), dans la perspective de l'amélioration des conditions de vie des jeunes. P.46</p> <p>« La conception de l'action en faveur des jeunes est devenue très ambiguë ces dernières années. À l'origine, elle se devait d'être</p>
--	---	--	--	--

					éducative : il fallait faire des citoyens. Actuellement, l'orientation semble plus tournée vers les « problèmes sociaux ». Et il existe une orientation, en matière de politique de la jeunesse, dans laquelle cette action s'attache à améliorer les conditions de vie des jeunes (mais d'après des intervenants expérimentés dans le secteur de la jeunesse, cette tendance n'est pas encore professionnalisée). Par conséquent, dans l'action en faveur de la jeunesse, il existe actuellement de nombreuses formes de travail institutionnalisés. P.103
<b>Espagne</b>	<p><b>Textes de lois :</b></p> <p><b>Contrats à durée indéterminée :</b> pour les jeunes de moins de 30 ans.</p> <p><b>Contrats de formation :</b> pour les jeunes de 16 à 21 ans (dans le cadre des Écoles ateliers et des Centres de formation aux métiers de l'artisanat pour les jeunes dont c'est le premier emploi)</p> <p><b>Contrats de formation pratique :</b> pour les jeunes ayant un niveau de formation élevé.</p>	<p><b>Conseil de la Jeunesse de l'Espagne</b> The Spanish Youth Council is the result of the joint effort of many people who intended to create a cross-association youth platform with a wide and plural participation and representation, and which could act as an interlocutor with the authorities and, as such, with a clear vocation of political co-responsibility. <a href="http://www.cje.org/presentacion.nsf/docs/4TBDA4ISAZ!opendocument">http://www.cje.org/presentacion.nsf/docs/4TBDA4ISAZ!opendocument</a></p> <p><b>Consell Nacional de la Joventut de Catalunya</b></p>			<p><b>Source :</b> <i>La politique de la jeunesse en Espagne, 2000.</i> Rapport national de l'Espagne : jeunesse : 14 à 30 ans. P.11 Pour le contexte lié à la notion de jeunesse en Espagne : p. 11- 12</p> <p>Le système d'élaboration et de mise en œuvre de la politique de la jeunesse qui est en vigueur actuellement en Espagne est complexe et difficile à démêler. Les principaux acteurs en sont : l'administration centrale, l'administration provinciale ou de région, l'administration</p>

		<p><b>(CNJC)</b>  <a href="http://www.cnjc.net/cat/consell/que-es.html">http://www.cnjc.net/cat/consell/que-es.html</a></p> <p><b>Democracia Joven</b>          Portail : informations sur les élections.  <a href="http://www.democracjoven.org/index.php">http://www.democracjoven.org/index.php</a></p>			<p>locale et le Conseil de la jeunesse d'Espagne (CJE).</p> <p>À l'échelon central, les postes clés sont ceux du ministère du Travail et des Affaires sociales, de l'Injuve et du Comité interministériel pour l'enfance et la jeunesse, qui élabore le document principal de la politique de la jeunesse : le Plan général d'action pour la jeunesse.</p> <p>Ce plan général est diffusé ou mis en œuvre à l'échelon provincial et local avec le soutien de l'Injuve. Les communautés autonomes, les conseils municipaux, les conseils de la jeunesse et les associations de jeunes participent également à son élaboration. P.51</p>
<b>Belgique</b>			<p><b>Bureau International Jeunesse</b>          Le BIJ a été créé par le Commissariat Général aux Relations Internationales et la Direction générale de la Culture de la Communauté française de Belgique. Il est chargé de mettre en œuvre une série de programmes d'échanges et de formation et met ainsi plus de 70 pays à la portée des jeunes de Wallonie et de Bruxelles.          L'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la Jeunesse</p>		

			(AQWBJ) poursuit ses activités au sein de cette nouvelle structure. Le BIJ est également chargé de la gestion du volet jeunesse des accords culturels bilatéraux que la Communauté française lie avec une série de pays. <a href="http://users.skynet.be/bij/introbj.htm">http://users.skynet.be/bij/introbj.htm</a>		
--	--	--	---	--	--



## **Annexe 5 - Éducation et activités commerciales**

Les motivations qui poussent les États à accueillir des étudiants sont principalement d'ordre économique. Ainsi, le ministère de l'Éducation de l'Alberta indique, dans sa stratégie d'éducation internationale de juillet 2001, que l'accueil d'étudiants étrangers est bon pour l'économie de la province puisque chaque étudiant étranger injecte de 20 000 à 30 000 dollars (Alberta Learning, 2001 : 8). Toutefois, quelques États perçoivent la mobilité étudiante davantage comme une branche de la coopération internationale.

Nous jugeons important d'expliquer ce que nous entendons par importation et exportation en termes de mobilité étudiante. Ainsi, nous considérons un étudiant qui quitte son pays d'origine, soit le Canada par exemple, pour aller étudier en Australie comme une importation canadienne et une exportation australienne. En effet, dans l'exemple fourni, le Canada importe des services d'éducation alors que l'Australie exporte ses services. Une fois cette précision faite, tentons de voir quels pays sont les principaux exportateurs et importateurs dans ce mode de service d'éducation.

Ce sont les pays en développement qui constituent les plus grands importateurs de services d'éducation en terme de mobilité étudiante. En effet, 57 % des étudiants étrangers proviennent de pays non-membres de l'OCDE. Ils proviennent principalement de la Chine, du Japon, de la Grèce, de la Corée, de la Malaisie, de l'Inde, de l'Indonésie, de Singapour et de la Thaïlande. La population étudiante internationale (environ 1,5 million) étudie en majorité aux États-Unis (514 723 étudiants étrangers ont étudié en 2001 aux États-Unis — voir tableau 1), alors que 32 % choisissent d'étudier au Royaume-Uni, en Allemagne, en France et en Australie. Ce sont également les pays de l'OCDE qui constituent les plus grands exportateurs de services d'éducation : les numéros un dans ce sous-secteur sont l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (Larsen, 2002 : 47).

Le mode de mobilité étudiante est incidemment le mode de service qui préoccupe le plus les fournisseurs au Canada, selon une étude de cas que nous avons réalisée précédemment. En effet, 409 participants ont pris part à la mission commerciale Équipe Canada en Chine en février 2001. De ce nombre, 52 provenaient du secteur concernant le commerce des services de l'éducation. Or, 35 des 52 participants ont admis qu'ils participaient à la mission en vue de recruter des étudiants étrangers. De même, des dix Québécois présents à la mission, six ont fait le voyage dans le but de recruter des étudiants.

**Tableau comparatif de l'accueil d'étudiants étrangers**

	<b>Canada</b>	<b>France</b>	<b>Nouvelle-Zélande</b>	<b>Australie</b>	<b>Royaume-Uni</b>	<b>États-Unis</b>
Étudiants inscrits	580 376	2 143 000	235 577	695 500	1 200 000	14 791 224
Étudiants étrangers accueillis	35 988	142 000	14 360	72 717	200 000	514 723
% étudiants étrangers p/r aux étudiants inscrits	6,2	6,6	6,0	5,0	16,7	3,5

Source : New Zealand's offshore public tertiary education programmes [[www.minedu.govt.nz](http://www.minedu.govt.nz)] et MEQ, Présence d'étudiants internationaux au Québec.